

# CM

## CAHIERS MARXISTES



izquierda unida

En

### ESPAGNE

*berga - fernandez -  
gonzalez - gutierrez - ribo -  
sanchez - trias*

- Problèmes nationaux en URSS
- Bonn / Berlin
- Feu le mouvement communiste

octobre 1991 - **181**

---

## **abonnement**

pour la Belgique  
pour l'étranger

900 F  
1 000 F

Faites-vous et faites-nous plaisir en effectuant sans tarder  
un versement au compte 001-1047600-76 des CM  
20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles

---

### **comité de patronage :**

Edmond Dubrunfaut, Augustin Duchateau, Robert Dussart, Roger Somville

### **comité de rédaction :**

Jacques Aron, Pascal Delwit, Jean-Michel De Waele, Pierre Gillis, Michel Godard, Serge Govaert, Jean-Jacques Heirwegh, Rosine Lewin, Bérangeère Marquès-Pereira, Jacques Moins, Jacques Nagels, Marc Rayet, Claude Renard, Jean-Maurice Rosier, Christian Vandermorten, Benoît Verhaegen.

**secrétariat de rédaction :** Hélène De Noose  
**rédacteurs en chef :** Pierre Gillis, Michel Godard

C	M
CAHIERS	
MARXISTES	

## sommaire

- <i>éditorial</i>	2
- l'Espagne nouvelle : quinze ans de démocratie	<b>ricardo fernandez ontiveros</b> 11
- <i>izquierda unida</i> , processus de recherche historique	<b>juan b. berga monge</b> 29
- <i>izquierda unida</i> dans la politique du PCE	<b>juan trias vejarano</b> 45
- le 14 décembre : vers la consolidation des syndicats dans l'Espagne démocratique (1977/1988)	<b>diego gonzalez marin</b> 63
- la double fédération européenne	<b>rafael ribo</b> 79
- le problème basque : le nationalisme, le terrorisme et la gauche	<b>kati gutierrez</b> 87
- PCE-immigration : les dilemmes de la lutte politique en exil	<b>marie-jo sanchez</b> 99
<hr/>	
- les problèmes nationaux en URSS à travers la mythologie politique	<b>konstantyn pozdnyakov</b> 107
- implosion du village-capitale	<b>tilman fichter</b> 119
- changement d'époque	<b>claudre renard</b> 135
<hr/>	
revues .....	149

octobre 1991	181
--------------	-----

Une fois par an, nous consacrons le principal d'un numéro à une expérience de gauche dans un pays européen. Par choix européen, et hors considération pour une actualité pressante.

Cette contribution à la construction d'un «machin» de la gauche européenne est au demeurant problématique : le *designer* de celui-ci ne s'est pas annoncé, les plans ne sont pas arrêtés, et les maîtres d'ouvrages sont méfiants comme des co-proprétaires devant l'entretien des communs... Notre conviction est toutefois que le «machin» est nécessaire, et notre participation au Réseau-Europe-Revues (*alias European Reviews Network*) depuis plusieurs années, nous a montré qu'une meilleure connaissance de la situation des divers pays n'était pas de trop. Nous vous avons rendu compte ainsi des rencontres de Saint-Fons, Paris, Vienne et Rome, et nous vous dirons bientôt ce qui s'est passé à la prochaine, qui a lieu à Bruxelles en décembre. Vous vous souviendrez peut-être aussi de l'intérêt de notre colloque de 20ème anniversaire sur l'Europe (CM 169).

Après *Groen-Links* aux Pays-Bas (n°171), nous vous emmenons cette fois à la découverte d'*Izquierda Unida* et de l'Espagne.

La solidarité anti-franquiste a fait que, nous semble-t-il, on connaît mal ce pays : de gauche, on n'y allait pas en vacances, on souhaitait que Franco l'assassin se casse la pipe,... Pour plus d'un, l'histoire s'était en somme, et imperceptiblement, arrêtée avec la défaite de la République, les trahisons et hypocrisies des démocraties occidentales, et accessoirement la félonie de notre petit Spaak-de-Burgos national. D'ailleurs le régime se voulait immuable, et frappait sur tout ce qui bougeait.

Et puis voilà que fin 1975, début 1976, après avoir tenu la momie du *caudillo* sous oxygène quelque temps, les héritiers se mettent d'accord pour liquider le franquisme, et en quelques mois, en démolissent en tout cas plusieurs pans importants.

C'était il y a quinze ans, et entretemps, en 82, le *PSOE* a conquis et depuis lors gardé la majorité, pour une décennie que même les amis de Felipe Gonzalez mettent à l'enseignement du néo-libéralisme.

---

A gauche du *PSOE*, nous attendions un *PCE* solide, renforcé par l'honneur de ses militants et sympathisants de la lutte anti-franquiste active, des Commissions Ouvrières aux cyrés rouges... Et nous trouvions un parti minoritaire, aux proportions de quarante ans plus tôt, puis bientôt à la limite de la survie parlementaire et fort divisé.

Ce processus peut faire penser à la situation du *PCB* au sortir de la deuxième guerre mondiale, mais il est aussi contemporain du recul qui affecte les forces de gauche, et les *PC* en particulier, dans tous les pays européens au cours de la décennie 80.

Pour sa part, le *PCE* va élaborer une réponse qui est cousine de celle de *Groen-Links* aux Pays-Bas. Il s'agit d'une construction nouvelle, et n'étaient la taille et les proportions, on la comparerait volontiers aussi, sous certains aspects, au projet du *PDS* italien. La « chose » s'appelle ici *Izquierda Unida-IU*, elle est née en 1986, et son drapeau a franchi les épreuves électorales avec un succès modeste mais croissant.

### *I.U. (lire hi-hou)*

Notre numéro commence par un article de présentation générale de quinze ans de post-franquisme, sous la plume de Ricard FERNANDEZ ONTIVEROS, un économiste et sociologue catalan.

Suit une défense et illustration d'*Izquierda Unida* par Juan B. BERGA MONGE, qui est responsable de la coordination de la Présidence. Son texte met l'accent sur la genèse propre et la dynamique du projet, sur la forme « mouvement politique » et sur la nécessité de voir plus large que l'ensemble socialistes-communistes.

L'article de Juan TRIAS VEJARANO est lui centré sur l'évolution du *PCE*. Il suit, textes à l'appui, de congrès en conférences et autres rapports, l'élaboration progressive d'une nouvelle conception du parti politique.

Le prochain congrès du *PCE*, en décembre, sera d'ailleurs animé d'un débat à ce propos, l'enjeu concernant à la fois le *PCE* et *Izquierda Unida*. *IU* doit-elle devenir un parti, au risque de nier sa propre originalité ? Et le *PCE* doit-il en rester un, alors qu'il ne l'est déjà plus tout à fait, au risque d'hypothéquer l'avenir de *IU* ?

Berga incline, dit-on, à penser que le deuxième danger est le plus grand et

que le *PCE* devrait donc cesser d'être un parti, alors qu'une majorité penserait que c'est le premier danger qui doit être écarté, et qu'il faut donc garder à *IU* son pluralisme, et une fonction de synthèse programmatique. Dans cette dernière optique, le *PCE* a pratiqué et doit confirmer une espèce de cession de souveraineté à un projet qui le transcende, il y met toutes ses forces, mais garde une identité qu'il n'impose ni ne demande d'endosser aux autres participants.

La lecture de Berga et de Trias vous donnera donc une bonne idée des préliminaires de ce prochain débat, dont l'intérêt nous a paru dépasser la conjoncture et le cadre espagnols.

Nous avons ensuite une analyse de la consolidation des syndicats dans l'Espagne démocratique. Diego GONZALEZ MARIN nous décrit le chemin qui a conduit à un fameux «14-D», comme écrivent les Espagnols pour 14 décembre, ce jour de 1988 qui vit la première grève générale, «en front commun» dirait-on ici, menée par l'*UGT* et les Commissions Ouvrières. Cette convergence est aussi le signe d'une recomposition socio-politique en cours.

Viennent enfin deux articles sur le fédéralisme en Espagne et ses enjeux.

Le premier est de Rafael RIBO, président de *IC*, le partenaire catalan de *IU*. Il définit les objectifs fédéralistes poursuivis, avec «une mentalité de coureur de fond», alors que la scène espagnole est maintenant agitée par une fièvre indépendantiste venue de l'Est et, selon lui, mal inspirée. A méditer, en comparant aux thèses des bons apôtres d'ici qui, à l'Est, ont encouragé «n'importe quoi» (tout, tout de suite, pourvu que les Etats à libéraliser s'affaiblissent...), et qui maintenant s'apitoyent sur les guerres civiles.

Le second concerne le pays basque, Euskadi, et est plus descriptif des nationalismes qui y dominent le paysage politique. Il est de la plume de Kati GUTIERREZ, historienne et syndicaliste à Bilbao.

A l'occasion de ce numéro, nous souhaitons de plus apporter quelques témoignages sur la communauté espagnole immigrée en Belgique. Marie-Jo SANCHEZ a accepté de nous faire une synthèse de ses travaux sur le *PCE* en Belgique. L'information apportée éclairera les réflexions de tous ceux qui ne conçoivent la recomposition de la gauche en Belgique qu'avec les communautés immigrées. Et il s'agit de voir plus large, ici aussi, que le tandem des rescapés *PCB* et *PCE*.

L'autre voix de l'immigration est muette, encore que très parlante. C'est celle

---

du peintre dont les travaux illustrent ce numéro. Fredi CRESPO est venu enfant en Belgique, en 1962, avec un père mineur de ces Asturies dont Marie-Jo Sanchez nous indique qu'elles ont fourni, chez nous, le gros du contingent de l'exil économique-politique. Passé par les Beaux-Arts de Bruxelles, il est aussi un produit de l'intense activité culturelle qui a animé la gauche espagnole, et toute la communauté : clubs Garcia Lorca, *Taller de Arte popular*,... autant de rencontres, autant de lieux d'exposition. Quitte à faire hurler les réalistes «tout court», le surréalisme de Fredi Crespo me paraît avoir à nous dire quelque chose de la réalité d'ici. Le travail sur les codes de la BD et de l'illustration, qui s'impose au cours de son évolution technique, est d'ailleurs aussi en prise sur notre réalité.

### **hors thème**

Ce numéro comprend encore trois articles.

Le premier est d'un ethnolinguiste de Petersburg, qui nous mènera posément sur le terrain bureaucratique concret des droits nationaux dans l'ex-Union Soviétique. Ahurissant. La douce ironie du savant M.POZDNYAKOV réussit, mieux qu'on n'imagine de prime abord, à donner froid dans le dos.

Le second est de Tilman FICHTER, un de nos complices de Réseau-Europe-Revues : collaborateur de la *Neue Gesellschaft/Frankfurter Hefte*, il se définit lui-même comme «observateur participant». Et il nous présente le point de vue d'un «nationaliste de gauche» du SPD sur l'unification allemande.

Et nous concluons par un article de Claude RENARD sur la fin du «mouvement communiste international». Militant permanent du PCB depuis l'immédiat après-guerre et jusqu'il y a peu, il a connu la face belge de l'histoire dudit mouvement d'assez près, et notamment assumé depuis une vingtaine d'années, comme dirigeant, la plupart des étapes de l'analyse du PC dans ce domaine. Son propos étant rétrospectif, et visant une distanciation, on ne s'étonnera pas de l'abondance des guillemets, témoins non-anodins de l'usure des concepts.

J'espère que ce numéro n'utilisera pas, lui, votre goût de l'exotisme. Celui-ci comprend au demeurant une poussière d'utopie, qui devrait être plus dure que le diamant.

**Michel Godard**

---

## Quelques remarques sur les traductions

Ce numéro n'aurait pas pu être réalisé sans l'aide de Jose CAMARENA qui fut notre complice pour la recherche des collaborateurs. C'est aussi lui qui a assuré les traductions.

A leur propos, nous avons opté pour quelques néologismes et hispanismes (notamment dans le choix des formules imagées). Les néologismes méritent un avertissement.

A propos du fédéralisme en Espagne, une *autonomie*, le régime *autonomique* concernent en particulier Catalogne, Euskadi, Galice et Andalousie, qui sont plus que des régions. La dimension espagnole est désignée comme *estatale*, manière de donner à entendre que l'Espagne n'est pas la nation, et d'éviter de parler de royaume. Les autres régions, et par extension les autonomies, sont alors *sub-estatales*. On conviendra qu'étatique, étatismes sont trop connotés d'autres significations idéologiques et politiques.

A propos des nouvelles formes de l'action politique, nous avons importé *protonisme* et *hégémoniser* ->le(s) parti(s) ne doi(ven)t pas hégémoniser la société- pour éviter de lourdes périphrases. Dans la même veine, *organisateur* qualifie un projet qu'on pourrait presque dire «organique», au sens où certains artistes utilisent ce mot, s'il ne lui manquait la connotation «organisationnelle», et s'il ne prêtait dès lors à confusion dans le contexte.

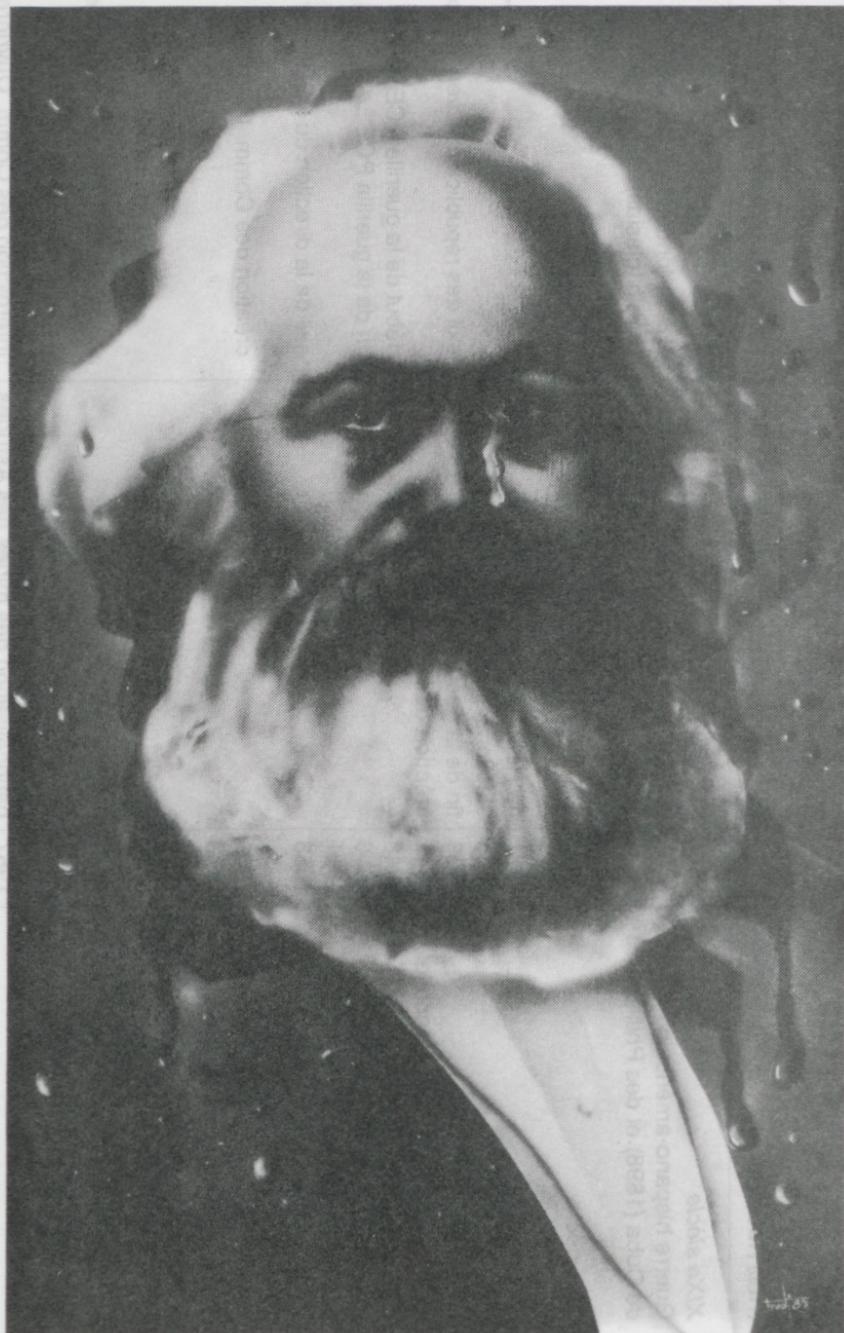
Nous avons aussi gardé *convergence* pour désigner un rassemblement, et qui dit également autre chose que front ou alliance. De même que *confluence*, qui est idéologique et non pas fluvial, évidemment.

Et enfin, vous saurez dorénavant qu'en Espagnol on *convoque* une action, et que 14-D, 23-F,... ce ne sont pas des calibres, mais des dates historiques. Enfin la question-piège : comment CC.OO peut-il être l'abrégié de *Comisiones Obreras* ? Réponse : au pluriel, les initiales sont doublées.

colonne de l'impresa di BSOE

1990

(-risorse di ip-tribunazione)  
accogli benvenuti CEE



1990

# Aide-mémoire chronologique - 1

jusqu'en décembre 1982

International		Gouvernement - Institutions	Partis et syndicats
<p><i>XIXe siècle</i> Guerre hispano-américaine = perte de Cuba (1898) et des Philippines</p>			(1878) fondation du PSOE (Pablo Iglesias)
<p><i>XXe siècle</i>  blocus de la 2e guerre mondiale</p>	<p>1923 1931 1936 1939 1941 1945 1950 1951 1953</p>	<p>dictature Primo de Rivera Ile République élections et Front Populaire fin de la guerre civile création de l'INI (autarcie)</p>	<p>exil des républicains - vengeances  début de la guerilla PCE fin de la guerilla PCE</p>
<p>accueil à l'ONU Concordat avec le Vatican 1er accord / bases US</p>	<p>1956 1958</p>		<p>exil de la direction du PSOE  création des Comm. Ouvrières</p>
<p>Accords bilatéraux / émigrations  adhésion à l'OCDE rencontre Franco - Eisenhower</p>	<p>1959 1960 1962</p>	<p>gouvernement Opus Dei tourisme + émigration</p>	<p>Carillo sg PCE (réconciliation nationale)</p>
<p>1ère demande adhésion CEE  accord préférentiel CEE (=usines et ré-impatriation)</p>	<p>1963 1967 1970</p>	<p>assassinat de Grimau nationalisation des mines des Asturies</p>	<p>interdiction des Comm. Ouvrières congrès de Toulouse du PSOE</p>

Révolution portugaise	1972 (+1976) nationalisation des chantiers navals 1974	arrivée de Gonzalez et Guerra au PSOE Gonzalez - Redondo au PSOE PCE: congrès de Rome (eurocommunisme)
	1975 (oct.) Juan Carlos successeur désigné (nov) mort de Franco 1976 (juil.) Adolfo Suarez (nov) loi de réforme politique (déc) référendum 94% amnistie - légalisation des partis (juin) premières élections générales	Suarez sg du «Moviemento»  1er congrès du PSOE en Espagne puis des autres partis UCD 35; PSOE 29; PSP 4; PCE 9 création de l'UCD et de l'Alliance Populaire (Fraga Iribarne)
demande d'adhésion à la CEE	1977 (nov) Pactes de la Moncloa (déc) référendum / nlle constitution nationalisation de la sidéurgie (mars) élections générales 1978 (oct.) référendum / autonomies loi sur le divorce 1981 (jan) L. Calvo Sotelo (fév) Tejero: coup du 23 - F (oct.) vote des Cortez / OTAN	UCD 35; PSOE 30 (mai) fausse sortie de Gonzalez (oct.) débat sur le marxisme au PSOE 1er accord cadre (UGT)
adhésion à l'OTAN renouvellement bases US	1982	(janv) 2e accord cadre (UGT et CCOO) (oct) arrestations des colonels impliqués dans «Cervantes» UGT 36.7; CCOO 33.4 PCE: scission pro-soviétique

# Aide-mémoire chronologique - 2

après décembre 1982

International		Gouvernement - Institutions	Partis et syndicats
1ères explosions de France (ETA) accord sur Gibraltar	1982 1983 1984	(déc.) élections - Felipe Gonzalez démission du SC finances dépenalisation partielle de l'IVG	AP 25; PSOE 46; PCE 4 congrès PCE (Iglesias) UGT contre l'OTAN création de coord/OTAN (demande du référendum)
accord CEE (avec le Portugal)	1985	démission de Boyer (Economie) remplacé par Solchaga	1 <sup>e</sup> grève nationale (sécu soc, pension) CCOO PCE: scission Carillo
adhésion CEE	1986	privatisation (SEAT e.a) (mars) référendum / OTAN	60% participation (52 oui; 40 non) création de IU (avril) AP 26; PSOE 44; IU 5 UGT 40.2; CCOO 34.3
accord / avions et bateaux US adhésion à l'UEO	1987 1988	(juin) élections générales (déc) grèves lycéens démission de Redondo (député PSOE) élections europ., municip. et autonom.	Redondo (UGT), Gutierrez remplace Camacho (CCOO) accord UGT - CCOO (fév) congrès PCE (Anguita) (oct) 1 <sup>er</sup> ass. IU (déc) grève générale 14-D PP 28; PSOE 39; IU 8 (nov) 2 <sup>e</sup> ass. IU
entrée dans le SME	1989 1990 1991	élections législatives élections municipales	

## **l'Espagne nouvelle : quinze ans de démocratie**

**ricardo fernandez ontiveros**

*En guise d'introduction, les CM vous proposent le texte d'un économiste et sociologue de Barcelone qui brosse un bref tableau des énormes changements qu'a connus la société espagnole au cours des quinze dernières années.*

*L'ambition de l'auteur est de comprendre les dynamiques dont les gauches espagnoles doivent se saisir en proposant de nouveaux programmes, les potentiels qui doivent leur permettre de se réinventer.*

*Ce qui nous amène à souligner que fin du franquisme, post-franquisme,... la réalité a été et est plus riche que les clichés anti-franquistes qui ont cimenté, ici, notre solidarité. Bref, il nous fallait remettre nos montres à l'heure.*

*Ricardo FERNANDEZ ONTIVEROS est membre de Iniciativa per Catalunya (IC) et du conseil de rédaction de Europa-España.*

### **la vieille Espagne**

La gauche combative espagnole des années 60 et du début des années 70, animée par les communistes, aspirait à ce que des cendres du franquisme naquît un modèle politique qui unisse aux valeurs propres de la démocratie occidentale de nouvelles valeurs de progrès. On voulait une démocratie politique et sociale sous l'égide des forces conjointes du travail et de la culture. Dans un tel processus, les travailleurs avanceraient aux côtés de la petite et de la moyenne bourgeoisie, les athées et les agnostiques aux côtés des

chrétiens, les ouvriers avec les paysans, la ville avec les campagnes... On voulait bâtir un pays qui s'insérât dans l'ensemble européen tout en gardant jalousement son indépendance vis-à-vis des Etats-Unis, en même temps qu'il rejetait le socialisme autoritaire comme modèle de référence. Ce qui rendait crédible un tel espoir, c'était l'importance croissante des luttes ouvrières et estudiantines, plus précisément dans les grandes agglomérations urbaines et industrielles.

Le général Franco mourut dans son lit le 20 novembre 1975. Dix-neuf mois auparavant, la dictature de Salazar avait été balayée du Portugal. Dans le même temps, les Américains abandonnaient le Viet-Nam, le PCI de Berlinguer faisait une percée remarquable en Italie, les dictatures militaires proliféraient en Amérique latine et Brejnev continuait à garder la moitié de l'Europe au frigo... Pendant que le dictateur agonisait, la Déclaration de Madrid fut signée : l'Espagne abandonnait ainsi à son propre sort, à savoir entre les mains de Hassan II, la dernière de ses colonies, le Sahara.

Il semblait évident qu'avec la disparition du dernier *caudillo* européen, tout l'appareil du régime allait s'effondrer comme un château de cartes. Pour ce faire, il s'agissait de vaincre en tout premier lieu la résistance de l'armée, car par ailleurs, aussi bien pour la bourgeoisie que pour l'Eglise espagnoles, les mérites vantés tant de l'intégration européenne que de «*aggiornamento*» exerçaient une attraction stimulée dans les rues par un mouvement populaire puissant.

A la grande surprise de tous, les balbutiements désorientés du début de l'après-franquisme s'arrêtèrent en juillet 1976 avec la désignation, par le roi Juan Carlos, d'Adolfo Suarez au poste de président du gouvernement : celui-ci, en quelques mois à peine, réussit à faire faire hara-kiri à l'ensemble du parlement franquiste (*Las Cortes*), à faire approuver dans les urnes, par une écrasante majorité, sa Loi de la Réforme Politique ainsi que, en juin 1977, à célébrer les premières élections avec l'ensemble des partis politiques légalisés, *PCE* y compris. Au cours de celles-ci, les héritiers du général, les «*hard*» (les phalangistes) comme les «*light*» (l'Alliance Populaire de Fraga), furent rejetés en faveur des «retourneurs de veste» : les jeunes qui avaient fait carrière dans l'appareil franquiste et qui se trouvaient à la tête du conglomerat de l'Union du Centre Démocratique (*UCD*) de Suarez, parti auquel vinrent s'unir les secteurs libéraux, démocrate-chrétiens et même sociaux-démocrates.

Cette réforme politique mit en lumière deux phénomènes tout à fait différents. D'une part, il devenait évident que Franco s'était complètement trompé en prononçant sa fameuse phrase selon laquelle, après sa mort, tout restait «*en*

*place et bien en place*». Cependant, d'autre part, le changement qui commençait partait d'un homme du régime, Suarez, capable de diriger le processus et évitant une démocratisation qui, sinon, aurait vu les forces démocratiques à l'initiative. Ces dernières, petit à petit, enfermées dans une politique de pactes certainement nécessaires et justifiés en perspective historique, sombrèrent dans la démobilisation et tombèrent dans un «désenchantement» tout à fait impensable quelques années plus tôt. La transition prit fin en 1981 (avec l'échec du coup d'Etat militaire), et en 1982, avec l'entrée des socialistes au gouvernement, lesquels ont accompli ensuite l'étape de stabilité politique démocratique la plus longue de l'histoire tourmentée de l'Espagne moderne.

### transition et crise

Jusqu'ici nous avons défini, en gros, ce qui advint sur le plan politique. Pour beaucoup, cela suffit à expliquer pourquoi la démocratie n'a pas fait naître l'enthousiasme prévu par l'opposition clandestine au régime franquiste. Rappelons qu'une phrase eut son heure de gloire dans les milieux progressistes de la fin des années 70 : «*Contre Franco on vivait mieux*», réponse ironique à la nostalgie du «*Avec Franco, on vivait mieux*». Or nous ne pouvons oublier que, comme il en va de l'actuelle *perestroïka* soviétique, le changement politique espagnol s'est accompagné d'une importante récession économique, dont les conséquences furent un taux d'inflation parmi les plus hauts du continent (30% en 1977), et un taux de chômage aussi extrêmement élevé (20% de la population active vers le milieu des années 80). Le tout n'étant que la résultante du modèle de développement erroné de l'Espagne des années 60 et début 70, mais aussi et surtout, de la légèreté et de la lâcheté avec laquelle les derniers politiciens du régime franquiste interprétèrent les signes avant-coureurs de la première crise du pétrole, en 1974.

Il y a un troisième aspect, au-delà du politique et de l'économique, que les lecteurs de cet article doivent prendre en compte. Il s'agit des facteurs sociaux en général et culturels en particulier, d'une importance capitale dans une Espagne qui, très rapidement, a dû se raccrocher à la façon de vivre européenne, ce qui allait de la libération de nombreux corsets (la sexualité ou les media, par exemple) à l'adaptation progressive à la responsabilité fiscale ou à la massification de l'enseignement supérieur. Rappelons que, en 1975, l'adultère était un délit en Espagne, que la majorité s'obtenait à 21 ans, que le divorce était illégal et l'avortement fortement condamné, que la censure interdisait depuis des concerts jusqu'à des livres et des photos érotiques dans les revues, que les femmes devaient accomplir un service social «féminin» pour

obtenir leur passeport et qu'elles dépendaient de l'autorisation du mari ou du père pour certaines questions d'ordre administratif, que le catholicisme était la religion officielle et obligatoire dans les écoles, que le catalan, le basque et le galicien n'étaient ni considérés comme langues officielles ni protégés comme tels, etc..

Il s'agissait donc des scories d'une Espagne façonnée à l'image du «national-catholicisme» des victorieux «croisés pour Dieu et pour l'Espagne» de la Guerre civile (36-39), même s'il est vrai qu'à partir du début des années 60, les vents du changement qui provenaient d'au-delà des Pyrénées tempéraient quelque peu cette cruelle réalité. Il ne fait aucun doute qu'alors la rue marchait devant la loi.

## **l'Espagne nouvelle**

Parlons à présent de l'Espagne nouvelle qui affleure tout le long des quinze dernières années. Nous nous attacherons, pour des raisons d'espace, à quelques secteurs, activités et problèmes qui, à notre avis, donnent une idée de l'ensemble du changement opéré. Il s'agit de l'économie, de la femme, de la jeunesse ainsi que des habitudes en matière culturelle et de consommation. Nous croyons qu'avec les traits que nous allons brosser à présent, nous serons en mesure de mieux comprendre le bref chapitre final sur la gauche possible et nécessaire en cette Espagne nouvelle.

## **l'économie**

A partir de 1959, avec le Plan de Stabilisation, la politique économique espagnole allait abandonner le modèle autocratique et se lancer sur la voie de l'ouverture sur le monde. L'industrialisation accélérée des années 60 fut rendue possible grâce aux devises provenant de l'émigration et du tourisme. Ce dernier élément devenant le principal filon qui allait permettre - et qui permet encore - de réduire et de compenser même le déficit commercial de certains exercices. Les trois «s» (*sea, sex & sun*) jouent ainsi le rôle de bouées de sauvetage des comptes d'un pays, qui ne connut pas de Plan Marshall et qui n'allait entrer dans la CEE qu'en 1986. L'industrialisation fut mise en oeuvre par une bourgeoisie dépendante de l'oligarchie financière, et éternellement en dette des faveurs d'un régime qui muselait de façon radicale toute expression de revendication ouvrière. De plus, le capital étranger déferla sur l'Espagne, avide de conquérir le marché et des bas salaires de travailleurs qui abandonnaient les régions agricoles pour fournir en main-d'oeuvre les

fabriques des périphéries des grandes concentrations urbaines, principalement la Catalogne, Madrid et le Pays Basque. Les campagnes, prisonnières de la double tenaille formée par le *latifundio* du Sud et le *minifundio* du Nord, se dépeuplaient à grande allure pour tomber dans la marginalisation dans laquelle elles se trouvent encore aujourd'hui.

Le boom démographique des années 60 devait venir grossir les rangs de l'armée industrielle des années 70; la crise économique se chargea de transformer en réservistes les ouvriers, pères et fils. En effet, à partir de 1975, commence l'escalade du nombre des chômeurs, nombre qui allait passer d'un peu plus de 600.000 à près de trois millions vers le milieu de la décennie passée : plus de 20% de la population active. La composante industrie et construction, principale dans l'ensemble des travailleurs sans emploi au début de la crise, est aujourd'hui dépassée par le nombre de jeunes en recherche d'un premier emploi. Pour ce qui est de l'inflation, elle frôla les 30% en 1977. Les «*Pactos de la Moncloa*» approuvés par consensus des forces démocratiques, après les premières élections, réussirent à mettre en chantier une certaine rationalité de la politique économique, ainsi qu'à ramener et contenir la hausse des prix à des taux proches des 15% jusqu'en 1982, année au cours de laquelle ce chiffre allait descendre, avec les socialistes, jusqu'aux 6 à 7% actuels.

La politique économique mise en place par les socialistes, à la traîne d'une amélioration internationale, a consisté à réassigner des facteurs de production via les reconversions, à récupérer les niveaux bénéficiaires, ainsi qu'à diminuer le déficit public par le biais de l'austérité et d'une fiscalité accrue. De plus, priorité a été donnée à la politique monétaire et on a cherché - et réussi - à augmenter les gains des entreprises, au détriment des salaires, et à attirer les capitaux étrangers, la faible bourgeoisie espagnole abandonnant ses responsabilités d'entrepreneur. La dureté d'une telle politique économique, ainsi que son mépris pour les intérêts populaires, les conquêtes sociales et l'emploi, provoquèrent une révolte syndicale dont le point d'orgue fut la grève générale sans précédent du 14 décembre 1988, qui est à l'origine tant de l'unité syndicale actuelle que de la force croissante des syndicats majoritaires, *Union General de Trabajadores (UGT, socialiste)* et *Comisiones Obreras (CC.OO, philocommuniste)*, tous deux clairement opposés à la politique économique du *PSOE*.

Au cours de ces dernières années, parallèlement à l'insertion au sein des Communautés européennes, l'inflation se maintient autour des 6%; les chiffres du chômage sont tombés à 15%, l'investissement étranger continue d'affluer, et la réduction des droits de douane ainsi que la force de la *peseta*

font en sorte que l'accroissement de la demande intérieure augmente le déficit de la balance par compte courant. Ce qui est le plus préoccupant, c'est la faiblesse persistante de notre tissu industriel, peu compétitif tant à cause de sa pauvre capacité technologique, qu'à cause des engorgements dus au manque de formation des travailleurs, aux formes archaïques de gestion, aux infrastructures insuffisantes, au manque de qualité et à la faiblesse des réseaux de commercialisation.

## la convergence avec l'Europe

Face à cette faiblesse, alors que d'aucuns, par exemple la Communauté européenne, proposent d'agir sur la formation, la technologie et les infrastructures afin de stimuler le processus de convergence économique avec le reste de l'Europe, d'autres, tels le Fonds Monétaire International et la Banque d'Espagne, insistent de manière obsessionnelle sur les coûts dus au manque de compétitivité. Le gouvernement, campé dans une orthodoxie proche du néolibéralisme, est plus en accord avec ces derniers, comme on peut le déduire à l'analyse de la proposition de pacte de compétitivité présentée par le ministre Solchaga, en juin dernier, et clairement rejetée par les syndicats.

Une autre grande question pendante de l'économie espagnole, c'est celle de son rééquilibrage régional. Si l'on suit l'économiste Julio Alcaide, on peut distinguer, dans notre géographie, « quatre Espagnes » : l'Espagne qui croît (côte méditerranéenne, vallée de l'Ebre, Madrid, Baléares et les Canaries); l'Espagne en crise (Nord industriel en déclin); l'Espagne qui survit (Galice, région du Duero et Andalousie occidentale); et l'Espagne qui se dépeuple (Extremadure et la plus grande partie des deux Castilles). Ainsi, au défi de mettre l'Espagne sur le même pied que le reste de l'Europe, s'ajoute celui consistant à ne pas éloigner davantage encore les régions pauvres du développement et, surtout, à ne pas condamner à la marginalisation le secteur agricole ni les régions minières et sidérurgiques du Golfe de Biscaye.

Lorsque l'économie espagnole se regarde dans la glace, elle ne doit pas seulement voir l'abondance des voitures de grosse cylindrée dans les rues, ni les appareils Hi-Fi par foyer, mais elle doit contempler les huit millions d'Espagnols qui vivent sous le niveau de « pauvreté » selon les critères édictés par les organismes internationaux, et surtout elle doit être consciente de ses grands déséquilibres : pourcentage de population active très bas, à cause de l'entrée insuffisante des femmes sur le marché de l'emploi; faiblesse du tissu industriel; fragilité des activités de pointe telles le tourisme et la construction; infrastructures, offre de formation et services publics pauvres en

qualité; retard technologique dans l'agriculture, etc.. Tout ce à quoi il nous faut ajouter la nécessaire constitution d'une classe patronnale productive et non spéculative, responsable fiscalement et non accrochée à des privilèges sociaux clairement opposés aux cadres constitutionnel et communautaire actuels. En définitive, des innovateurs schumpetériens tels que l'Espagne n'en a jamais connus au cours de sa turbulente histoire moderne.

Pour en finir avec ce survol de l'économie espagnole, il faut souligner la dégradation de l'environnement. Si le productivisme entre en contradiction avec le respect de la nature, il est un fait évident que l'absence de contrôle démocratique permet de dévaster à loisir, comme l'ont montré les pays de l'Est. En Espagne, le franquisme a laissé sa marque dans les métropoles malades, les périphéries abandonnées, les côtes en surabondance d'appartements, les plages polluées, les rivières sans poissons, les bois dévastés par les autoroutes, les scandales à l'alimentation frelatée, les centrales nucléaires aux «incidents» fréquents qui ont obligé l'Etat à limiter en partie son attitude indulgente face à l'oligopole de l'électricité... On nous dira qu'il en va de même dans n'importe quel autre pays européen, mais il se fait que le niveau atteint par le désastre apparaît clairement reflété dans des statistiques comme, par exemple, celles du Commissaire européen à l'environnement, Carlo Ripa di Meana, le 9 février 1990 : selon celles-ci, l'Espagne avait commis pas moins de 57 parmi les 362 infractions au droit communautaire en matière d'environnement détectées par la CEE au cours de l'année précédente.

## la société

Il peut sembler étrange que, dans ce bref tour d'horizon de ce qu'est la réalité de l'Espagne moderne, nous fassions une halte pour analyser la situation des femmes et des jeunes. Il n'y faut chercher d'explication dans aucune orthodoxie analytique, mais par contre il nous semble important de pointer et de défendre les trois raisons de ce choix. D'une part, femmes et jeunes constituent, dans une société encore machiste et un peu vieux jeu, des indices d'une grande importance dans l'évaluation du changement. D'autre part, il s'agit de deux secteurs de la population qui ont vu avec le plus de force comment leurs attentes se voyaient frustrées par la crise économique contemporaine de la transition espagnole. *Last but not least*, nous croyons qu'il ne fait plus aucun doute que le projet d'une nouvelle gauche tourne, nécessairement, autour de la capacité d'incorporation des intérêts et de la volonté des femmes et des jeunes, et ceci non seulement dans son programme, mais plus encore dans sa praxis.

## les femmes

Le 2 novembre 1976, Maria Angeles Munoz, native de l'Extremadure, âgée de 29 ans et résidant en Catalogne depuis l'âge de 15 ans, recevait, de la justice, l'ordre de rendre sa fille à son mari, lequel les avait abandonnées toutes deux en 1970, et ceci après que ledit individu l'ait accusée d'adultère, délit pour lequel elle risquait une peine pouvant aller jusqu'à six années de prison. Ce fait provoqua l'une des plus grandes mobilisations féministes contre une justice franquiste qui semblait ne pas se résigner à mourir encore. Un peu plus tard, les articles 449 et 450 du Code furent abolis. Auparavant, la majorité avait été portée au même âge que pour les hommes. Ensuite, suivant la Constitution de 1978, furent abolis également les règlements selon lesquels la femme devait demander la permission au père, au mari ou au tuteur pour presque tout et n'importe quoi, ainsi que d'autres qui avaient maintenu jusque là les femmes dans une situation humiliante de subordination à l'homme.

En 1980, la loi sur le divorce, présentée par le ministre - à l'époque de Suarez et à présent de Gonzalez - Francisco Fernandez Ordonez, souleva les protestations les plus vives de la part de l'Eglise, non résolue à accepter les conséquences du caractère laïc de l'Etat et de la société espagnole, comme elle souleva des remous tels au sein du parti au pouvoir, l'*UCD*, que sa décomposition put être mise en rapport avec eux. Il faut attendre 1984 pour que le Parlement approuve une loi, timide, dépénalisant l'avortement pour des motifs bien précis qui n'incluent nullement la libre volonté de la mère; une loi qui est encore l'objet d'une controverse sociale et qui est rejetée par le mouvement féministe, au point que le gouvernement a récemment annoncé son intention de la modifier, voire de la remplacer par une autre plus progressiste.

L'égalité formelle arriva tard, sans aucun doute, comme le démontre le fait que les taux d'activité des femmes passèrent entre 1976 et 1986 de 27.7 à 28.4%, c'est-à-dire un très léger changement malgré une grande avancée de la culture du travail et de l'indépendance économique chez les femmes. La cause en est, naturellement, l'énorme impact du chômage qui est arrivé à toucher plus de 20% de la population active et, pour ce qui est des femmes, jusqu'à 26% (aujourd'hui 24). Avec la phase de récupération économique de ces dernières années, les femmes retournent en force sur le marché du travail quoiqu'elles aient toujours plus de barrières à franchir que les hommes. Il faut souligner l'infime présence féminine dans les sphères de direction, la différence des salaires selon le sexe et à travail égal (ceci étant souvent conclu en convention), la persistance de situations dénigrantes telles le droit de cuis-

---

sage, souvent traité avec indulgence par les tribunaux, et la petite - quoique croissante - participation des femmes aux études de formation professionnelle et universitaires techniques.

Ceci étant dit, il ne fait aucun doute que le protagonisme social des femmes avance et que le panorama est très différent - en beaucoup mieux - de ce qu'il était il y a quinze ans. Pour ce qui est de l'expression politique de ce phénomène, on ne peut certainement pas parler d'un mouvement féministe fort. De plus, son importance réduite va souvent de pair avec des positions qui n'aident en rien à sortir de la marginalité. Cependant, quelque chose dans la conscience populaire indique aux partis politiques qu'ils doivent inclure, dans leurs programmes aussi bien que dans leurs listes de candidatures, un bon pourcentage de femmes et, si cela est possible, à des postes élevés. Il n'est dès lors pas étrange qu'aux élections municipales de 1991 des femmes aient été têtes de liste du *PSOE* à Valence, du *PP* à Valence et à Séville, de *IC* (apparenté à *IU*) à Barcelone. Pas plus qu'après n'avoir eu qu'une seule femme ministre dans le gouvernement *UCD*, entre 1977 et 1982, et aucune dans le socialiste jusqu'en 1989, on en trouve à présent deux faisant partie de l'Exécutif. On n'a pas encore de Cresson ni, heureusement, de Thatcher en Espagne, mais que personne ne sous-estime ces données.

## les jeunes

Le panorama de la jeunesse est semblable et différent à la fois de celui des femmes. Le mouvement anti-franquiste fut, en grande partie, porté par les jeunes. Que ce soient les fils de la Guerre civile dans les universités des années 50-60, ou les ouvriers du *desarrollismo* (développement accéléré *ndt*) des 60-70, le fait est que l'idée de progrès était associée, dans les années du changement, avec les cheveux longs, la chemise à carreaux et la musique contestataire. Cependant, très vite les jeunes virent l'espoir s'enliser dans le processus de réformes politiques négociées, qui fut comme une invitation à ce que depuis lors on appelle en Espagne «se ficher de tout». Nous savons néanmoins que le facteur politique n'est ni le seul, ni même le principal, pour expliquer l'éloignement des jeunes de la vie politique et, plus généralement, de l'activité sociale dans les pays développés depuis une quinzaine d'années.

Le noyau explicatif se situe plutôt dans la crise économique et des valeurs qui a laissé l'esprit du Mai français très loin de la réalité actuelle. Il faut souligner qu'en Espagne, le chômage a touché les jeunes de façon extrêmement dure; qu'il suffise de dire que, jusqu'à il y a peu, 50% des moins de 25 ans ne

trouvaient pas de travail et que 50% des chômeurs avaient moins de 25 ans. La persistance d'une telle situation est venue prolonger «l'adolescence forcée» de la génération de la transition. L'âge de l'émancipation a reculé, le taux de fécondité est descendu de manière vertigineuse (il est actuellement le plus bas d'Europe), la précarité de l'emploi, très souvent au noir, est devenue la norme... De plus, il faut prendre en compte le fait de la coïncidence de la crise avec les années où les jeunes sont devenus le grand marché à la mode, pour les voitures, les vélos-moteur, le tourisme, le sport, les loisirs... La contradiction entre la tentation consummatrice et le manque d'indépendance économique est à la base non seulement de la frustration, mais aussi des comportements marginaux qui trouvent l'expression la plus négative dans la drogue et la délinquance, plaies des nouvelles générations d'Espagne. Les jeunes sont majoritaires parmi les 34.000 détenus que comptent les prisons espagnoles, dont deux tiers en préventive. Ils sont également majoritaires parmi les 23.000 emprisonnés pour trafic de stupéfiants. Enfin, plus de 200 parmi les 271 décès dus à la drogue en 1988 ont touché des personnes de moins de 30 ans.

L'ensemble de ce tableau dessine ce que le «Rapport Jeunesse en Espagne» définissait, en 1985, comme «une génération bloquée dans son processus juvénile, marginalisée dans des positions subalternes du système et isolée socialement». Ce tableau, particulièrement dramatique dans les banlieues ouvrières des grandes agglomérations urbaines, situe plus clairement et plus rigoureusement notre analyse à propos du manque de socialisation politique des jeunes, et vient expliquer la faiblesse des organisations politiques de jeunes qui a sans doute un lien avec celle des partis. Le mouvement jeune en général n'est pas non plus épargné : seules survivent les organisations s'occupant de loisirs, particulièrement celles dépendant de l'Eglise et le scoutisme.

Notre bref tour d'horizon serait incomplet si nous ne répondions à la question de savoir ce que le changement politique a réellement apporté aux jeunes. La réponse est multiple, mais toujours indissociable du concept de liberté : majorité à 18 ans (même si la pénale se situe à 16 ans), accès à un enseignement, qui est devenu radicalement différent de l'étroit modèle autoritaire et répressif,... une culture beaucoup plus ouverte,...

Restent encore quelques points d'importance. En premier lieu, comme nous l'avons dit, celui touchant à l'insertion dans le marché du travail, étroitement liée d'ailleurs à la formation scolaire et professionnelle des jeunes. En deuxième lieu, enfin, un point qui pourrait sembler anecdotique mais qui est à la base d'un important mouvement de la part des jeunes : la réforme ou même

l'abolition du service militaire obligatoire. Même si le service en Espagne n'est que de neuf mois, et bien que la majorité des soldats accomplissent leurs obligations militaires dans leur région d'origine, l'institution militaire elle-même, arriérée, transforme ce passage en une véritable menace que beaucoup de jeunes évitent par le biais de l'objection de conscience, ou même par l'insoumission y compris au service civil alternatif.

Le rejet du service militaire est aussi à relier aux grandes mobilisations pacifistes du milieu des années 80 contre l'appartenance de l'Espagne à l'OTAN, dont les noyaux jeunes furent les plus actifs. La position du *PSOE*, gagnante par 52/48 au référendum de 1986, contribua à accroître le fossé séparant les jeunes de la politique. Nous pouvons dire que la jeunesse n'est pas politisée dans le sens classique du terme, mais il est un fait certain que, comme dans d'autres pays, elle partage des valeurs telles que la paix, la défense de l'environnement et la solidarité. De plus, il ne faudrait pas mésestimer la capacité des nationalismes catalan et basque à enthousiasmer, avec plus ou moins de stabilité et d'organisation, d'importants groupes de jeunes qui se sont radicalisés sur des prises de position indépendantistes incluant même, pour ce qui est du cas basque, des appels à la violence politique qui se cristallisent dans le terrorisme de l'*ETA*.

## **les habitudes culturelles et de consommation**

Les changements dans les habitudes culturelles des Espagnols, tels que repris par les statistiques et les sondages, montrent une progression positive si nous entendons par là plus de consommation de produits culturels, c'est-à-dire, fréquentation de spectacles et d'expositions, lecture, accès à la musique ou même participation à la production culturelle. Cette tendance est particulièrement visible parmi les nouvelles générations, pleinement scolarisées à présent et donc plus aptes à s'intégrer dans le monde moderne. Néanmoins, chez les plus âgés, on constate toujours l'énorme dimension de l'analphabétisme fonctionnel, à savoir l'incapacité d'utiliser les mécanismes de relation (depuis les plans de métro jusqu'aux démarches auprès des organismes officiels), tous nécessaires à la bonne intégration aux sociétés développées, et spécialement, au monde urbain.

En effet, la scolarisation massive et l'accès aux niveaux supérieurs sont le phénomène culturel le plus important de l'Espagne actuelle. Curieusement, le mythe de l'enseignement universitaire fait que le nombre des inscrits dans l'enseignement supérieur s'élève à plus de 1.105.000. Cependant, ils sont à peine 70.000 à suivre les cours des écoles techniques d'ingénieurs, ce qui

révèle tant le retard technologique espagnol que le culte porté aux carrières dans les lettres et dans le secteur libéral, particulièrement en économie, droit et médecine, dont les taux de diplômés sont les plus élevés du monde.

Le système éducatif, c'est certain, continue, malgré l'enseignement public majoritaire, à développer ses réflexes de classe. Ceci dit, il est indéniable que l'accès croissant des classes populaires à l'enseignement joue comme élément impulseur du monde de la culture et de la société espagnole tout entière.

L'infrastructure culturelle espagnole est pauvre. C'est un fait. On compte, par exemple, une bibliothèque pour 5.000 habitants, chiffre qui peut paraître suffisant jusqu'à ce qu'on sache le manque de moyens matériels qui les caractérise, y compris les officielles, les provinciales ou les autonomiques : il suffit de s'y rendre pour s'en apercevoir. On publie près de 40.000 livres par an dont 6.000 en catalan, en basque et en galicien. L'hégémonie culturelle américaine est reflétée par le chiffre des traductions de l'anglais (4.500), loin devant le français (1.900) et l'allemand (900).

Un autre indice de la puissance culturelle de l'industrie US se trouve dans le fait que 50% des films projetés en Espagne proviennent des Etats-Unis, 71% des entrées. Triste contraste avec la production autochtone : 23% des films et à peine 12% des entrées, chiffres assez semblables à ceux de nos associés européens. La politique protectionniste de promotion de la cinématographie nous a pourtant permis d'atteindre à des niveaux de qualité qui ont valu à l'Espagne des prix importants à Cannes, à Berlin, à Venise et même un Oscar.

Les chiffres des disques vendus sont quelque peu plus réjouissants, puisque la force des interprètes américains, même s'ils prédominent aussi, est comparable à celle des groupes modernes espagnols de rock ou de pop, lesquels commencent même à percer avec un certain succès hors de nos propres frontières. Les étés espagnols sont, depuis des années, le théâtre de grands concerts donnés par ces groupes devant des foules considérables.

## loisir passif

Nous voulons souligner le rôle premier des jeunes dans cette vitalité croissante du monde culturel. D'après une enquête fiable réalisée à Barceloneville, les habitants y occupent leur temps libre essentiellement à des activités de «loisir passif» et, plus concrètement, à regarder la télévision. En quasi-

totalité, les foyers de l'ensemble des classes sociales ont un téléviseur-couleur et la vidéo, qui s'impose comme un nouveau besoin de base. En Espagne, 28 millions de personnes regardent quotidiennement la télévision, 16 écoutent la radio et 10 seulement lisent le journal. Si nous analysons ces données par tranches d'âge, nous voyons comment les jeunes sont ceux qui jouissent des loisirs les plus actifs, cependant que les plus âgés, les femmes surtout, se contentent des loisirs les plus passifs. Il faut mettre l'accent ici sur la dégradation de la télévision publique, qui a choisi la voie de la concurrence avec les chaînes privées en se situant sur le même terrain, à savoir, les séries, le sport, le vedettariat, les jeux... Le tout, au détriment de l'investissement dans des productions propres, dans les émissions culturelles ou d'information.

Pour ce qui est du sport, il serait pratiqué par 27% de la population, surtout les enfants et les jeunes; le football, le tennis et la gymnastique se partageant la part du lion. La massification des activités sportives est en train de se manifester, y compris dans des résultats il y a quelques années seulement tout à fait impensables, comme la médaille d'argent en basket aux Jeux olympiques de Los Angeles ou le Tour 91 gagné par le Navarrais Miguel Indurain, lequel avec sa taille et ses contre-la-montre a aidé (permettez-nous cette digression) à dissiper l'image typique de l'espagnol plutôt petit, velu et inculte qui fut, pendant tant d'années, portée comme l'étendard de l'Espagne aimable et serviable qui ne demandait qu'à attirer les touristes et les investissements étrangers. Le «*Spain is different*», qui était le slogan du tourisme des années 60, possède aujourd'hui, c'est sûr, un sens tout différent.

La consommation des Espagnols, une fois les nécessités de base satisfaites pour la majorité d'entre eux, se dirige un peu plus chaque jour vers les loisirs, mais il est vrai, à nouveau, que l'on valorise davantage le loisir passif même au prix du confort, comme le reflète la présence minime des lave-vaisselle et des aspirateurs parmi les équipements électro-ménagers. Dans les loisirs passifs, nous devons aussi inclure les 1.864 milliards de *pesetas* que nous, les Espagnols, jouons tous les ans au bingo, à la loterie, dans les machines à sous et autres jeux de hasard. Cela ne signifie pas que l'Espagne soit un pays de ludopathes, seulement que 3.5% du PIB constitue un chiffre préoccupant, même si une grande partie finance directement l'Organisation Nationale des Aveugles d'Espagne (*ONCE*), l'un des grands groupes financiers et communicationnel de l'Espagne actuelle grâce à la vente du populaire «*cupon*» (*ndt*, billet de loterie que les moins valides vendent tous les jours dans les rues espagnoles et qui, les prix mis à part, sont devenus une véritable institution nationale remplaçant les allocations d'invalidité par exemple). Tout au long de ces années de croissance économique qui ont débuté vers le

milieu des années 80, nous assistons à une fureur de consommation sans précédent dans notre pays. Cela a donné lieu à des chiffres records dans l'industrie automobile, le bâtiment (avec, en conséquence, l'augmentation des loyers et des prix des habitations), la prolifération de nouvelles zones commerciales et d'hypermarchés. L'endettement des familles, au détriment naturellement de l'épargne, bénéficie aux banques et déséquilibre encore un peu plus la balance commerciale toujours déficitaire. Il s'agit, c'est sûr, du débouchage d'une bouteille qui durant les années de crise a été maintenue trop longtemps fermée, et rien ne semble arrêter le mouvement, ni les recommandations officielles dans le sens de l'austérité, ni les hauts taux d'intérêts pratiqués.

Cette euphorie semble s'être arrêtée depuis deux ans, mais personne ne doute que la majorité des Espagnols - nous ne sommes pas japonais! - n'acceptent pas le modèle si longtemps appliqué selon lequel il faut épargner aujourd'hui pour jouir demain : il semble que s'impose le «il faut jouir aujourd'hui pour payer les dettes tout le restant de la vie»... A présent, la majorité des familles espagnoles possèdent une voiture neuve et sont propriétaires de l'appartement qu'elles habitent, elles partent en vacances en été et, de temps en temps, se paient un bon restaurant. Les mutuelles privées sont en plein essor et les écoles complémentaires, elles aussi privées, de langues, d'informatique, de musique, de sport, se généralisent. J'aimerais insister sur le fait que ce processus se développe à l'intérieur d'une société duale, dans laquelle nombreux sont ceux qui parviennent à sortir de la crise en laissant beaucoup d'autres à la périphérie de la société (20% de la population, selon des estimations dignes de foi, vivaient sous les niveaux de pauvreté), essentiellement des chômeurs et des pensionnés.

Les données que nous venons de voir reflètent bien les tendances culturelles diverses caractéristiques de notre histoire récente : progrès de la culture grâce à l'enseignement de masse; importance croissante du temps libre; récupération de la rue comme espace de culture, de la culture locale et, aussi, de l'individualisme; finalement, pénétration culturelle US. Nous avons laissé dans l'encier, par manque d'espace, des points tels que l'art et les manifestations culturelles minoritaires, le *design* et les nouvelles générations littéraires, même si nous pensons que ce qui précède donne une assez bonne idée de ce qu'a été le changement culturel espagnol au cours des quinze dernières années.

## **l'Espagne nouvelle, la nouvelle gauche**

Ce n'est pas le but du présent article que de s'arrêter à commenter la tentative de constitution d'une nouvelle gauche, spécialement autour de la Gauche Unie (*IU*) et de son versant catalan, Initiative pour la Catalogne (*IC*), nées sous l'impulsion du *PCE* et du *PSUC* respectivement, après les crises et les scissions respectives aussi, qui mirent ces deux partis eurocommunistes au bord de la disparition. J'aimerais, cependant, tracer quelques lignes directrices de ce que devrait être la nouvelle gauche espagnole sur base des changements qui se sont produits au sein de la société espagnole, et ceci sans perdre de vue le contexte international qui voit la fin du *socialisme réel* et la demande nécessaire de nouveaux modèles à partir de la tradition socialiste et démocratique. En résumé, je crois que nous devons voir l'Espagne comme un pays capitaliste développé, avec une structure de classe pas trop différente des autres pays communautaires développés, avec des secteurs sociaux importants marginalisés, une bourgeoisie peu structurée et une économie très dépendante, avec une société qui ne veut pas perdre le train de la modernité mais qui, en même temps, est chaque jour plus consciente des risques auxquels on expose l'environnement, avec un associationnisme jeune extrêmement pauvre et une jeunesse beaucoup plus cultivée et scolarisée que celle de la génération précédente... En définitive, ce n'est plus «l'Espagne des castagnettes» (*ndt*, l'auteur fait référence à une phrase du poète A. Machado pour définir l'Espagne qu'il aimait le moins, nous croyons avoir donné le sens), pas plus que ce n'est encore l'Espagne des *yuppies*.

Parallèlement, l'Espagne est un pays qui n'a pas construit de *welfare state* comme cela a été le cas dans le reste des pays européens, mais qui souffre des retombées de la vague néolibérale. L'Espagne veut être un pays communautaire, non seulement pour la liberté de commerce mais aussi et surtout pour l'égalité des droits sociaux, la réduction des différences régionales. Finalement, l'Espagne a trop de liens qui l'unissent à l'Amérique latine et au Maghreb pour oublier les devoirs de solidarité Nord-Sud.

Politiquement, nous parlons d'un pays peu porté à l'action. Tous les partis réunis comptent la moitié des militants du *SPD*. Le taux de syndicalisation réel ne dépasse pas 13 à 15% de la population salariée. On ne compte pas non plus d'associations puissantes. L'abstention est de l'ordre de 40% du corps électoral. Il s'agit donc d'une société civile peu organisée et qui, politiquement, tend vers le centre et la stabilité, que la pratique gouvernementale du *PSOE* représente en ce moment. Néanmoins, il y a place pour la gauche, comme le démontrent les 9% obtenus par *IU-IC* aux élections générales de 1989. Sans compter ce que nous appellerons «les gauches périphériques», à

savoir les organisations d'implantation autonome, aux contenus nationalistes et qui, au départ de traditions fort différentes, apportent des énergies et des idées de progrès. Le défi pour la gauche espagnole consiste à conjuguer cette pluralité de traditions et à construire un discours nouveau sur la transformation sociale, discours incarné par les courants de «l'eurogauche» qui traversent notre environnement de Rome à Londres, en passant par Paris, et de Madrid à Moscou en passant par Berlin et Stockholm. Mais ceci est déjà matière à d'autres articles.

---

## Notes

Pour le lecteur qui voudrait approfondir ses connaissances sur la réalité espagnole et l'évolution qu'elle a connue au cours des dernières années, je recommande les références suivantes.

- Annales du journal *EL PAIS*; il s'agit de volumes farcis de chiffres et de commentaires qui peuvent aider le chercheur à comprendre et à situer la lecture d'autres textes.

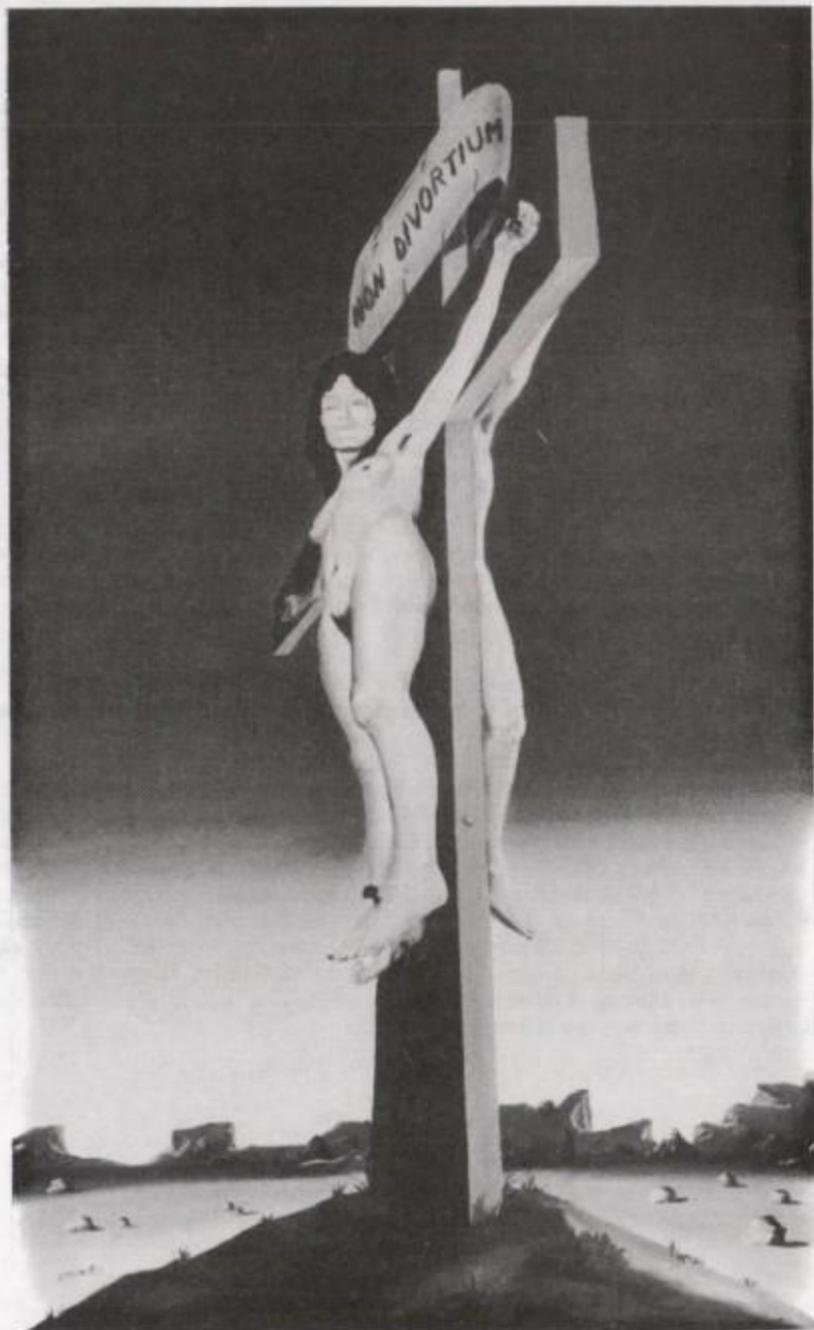
- Manuels de la maison d'éditions Espasa Calpe; il s'agit de compilations d'articles de spécialistes sur des sujets ayant trait à la réalité espagnole : société, science, économie... Les plus importants portent, dans le titre, le mot Espagne suivi du thème traité.

- Pour ce qui est de l'économie, la revue *Economistas*, du Collège des Economistes de Madrid, édite des annuaires avec des articles portant les signatures les plus prestigieuses du pays. De plus, les revues des Cajas de Ahorro (Caisses d'Épargne), *Papeles de Economía Española*, et du Ministère de l'Économie et des Finances, *Información Comercial Española*, sont au centre du débat économique en Espagne.

- Il n'existe pas de publication d'un niveau égal pour la sociologie, mais on peut citer la *Revista Española de Investigaciones Sociológicas (REISS)*, ainsi que les papiers du Centro de Investigaciones Sociológicas ou de certains ministères et communautés autonomes. De plus, nous attendons pour l'année prochaine les résultats du recensement général (le «Padron») effectué en 1991.

- L'Institut de la Jeunesse et celui de la Femme mènent à bien une intéressante expérience éditoriale qui aide à pallier les déficits accumulés durant tant d'années en ces domaines.

- Pour ce qui est du matériel édité par les partis politiques, je recommande les travaux préparatoires du *Programa 2000* du *PSOE*, particulièrement celui portant le titre «La sociedad española en transformación. Escenarios para el año 2000». On peut ajouter les revues lancées ces dernières années par le *PSOE*, *El socialismo del Futuro* et *Cuadernos 90* qui se proposent de contribuer au débat sur l'eurogauche. Pour ce qui est de *IU* et de *IC*, il faut mettre en avant, en plus des porte-parole et des revues de débat du *PCE (Mundo Obrero et Nuestra Bandera)* et du *PSUC (Treball et Nous Horitzons)*, la revue de la composante espagnole du Groupe pour la Gauche Unitaire Européenne, *Europa-España*, éditée à Bruxelles, ainsi que la présentation en septembre de l'édition catalane *Iniciativa i Treball*.



## ***izquierda unida*** **processus de recherche historique**

Juan B. Berga (\*)

Certains amoureux des théories des cycles historiques et économiques en Espagne ont suggéré, non sans humour, que la gauche émancipatrice espagnole a une bonne idée tous les quinze ou vingt ans.

Sans doute y a-t-il dans une telle affirmation un côté sarcastique, néanmoins il paraît évident que *Izquierda Unida* constitue l'effort le plus créatif depuis la création de «L'Alliance des forces du travail et de la culture» qui permit l'articulation du plus consistant groupe d'opposition au franquisme.

Les deux projets sont radicalement différents, mais se rejoignent en ceci qu'ils sont le produit d'une tradition unitaire fortement ancrée au sein du Parti Communiste d'Espagne (*PCE*). Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que le Manifeste-Programme du *PCE* (approuvé en 1975) prévoyait déjà la création d'une formation qui réunisse ce qu'on nommait alors «le bloc social de progrès». On ne peut affirmer, à strictement parler, que *IU* soit une traduction de cette idée, mais elle est sûrement le fruit d'une tradition culturelle forgée dans la lutte anti-franquiste.

Aujourd'hui, nous pouvons parler de *IU* en tant que sujet politique qui a débordé la réalité politique et organisationnelle des communistes espagnols. Cependant, sa naissance ne peut être séparée de la situation politique espagnole en 1982 et, plus précisément, de l'épuisement politique du *PCE* que démontraient les résultats des élections générales de la même année.

---

(\*) Juan B. Berga Monge est responsable de la Coordination de la Présidence de l'*IU*

## la gauche espagnole en 1982

Le triomphe électoral (et politique) des socialistes espagnols en 1982 est connu : le *PSOE* obtient la majorité absolue et Felipe Gonzalez est élu Président du gouvernement. Le résultat dramatique du *PCE*, placé dans une position de quasi-disparition institutionnelle, est également bien connu.

Bien évidemment, ce résultat révèle un changement radical de la culture politique de la gauche espagnole : les travailleurs et les couches populaires espagnols estiment la transition politique terminée et font preuve d'une volonté explicite d'en découdre avec la droite politique.

Cette attitude bute, essentiellement, sur la réflexion politique du *PCE*, lequel avait, à l'époque, prolongé sa stratégie de «concentration démocratique» (collaboration avec les secteurs de la droite démocratique, du centre et socialistes) jusqu'aux élections elles-mêmes.

C'était une stratégie qui, après l'étape constituante, avait privé le *PCE* et d'autonomie politique et de ses relations avec le mouvement social, en même temps qu'elle ouvrait une crise longue à l'intérieur du parti, crise que l'on résolvait par des méthodes bureaucratiques et administratives (expulsions, retraits de la direction, etc.).

A partir de cette date (octobre 1982), le *PCE* commença un processus de rénovation de sa politique et de son organisation qui allait lui permettre de récupérer l'autonomie de son programme politique, perdue auparavant, et de croître en crédibilité auprès d'une importante partie du mouvement social et de gauche.

Cependant, ce processus de rénovation ne permettait pas d'incorporer au *PCE* ou à son programme la plus grande partie des courants de la gauche qui, petit à petit et de plus en plus critiques par rapport au *PSOE*, trouvaient à s'exprimer dans la société espagnole.

Vers la seconde moitié de 1984, au départ des résultats des élections catalanes de la même année, la réflexion est lancée concernant les limites politiques d'une rénovation du *PCE* inscrite dans la continuité stricte de sa tradition idéologique et politique. Cette réflexion prenait appui sur les changements qui, dans la société espagnole comme dans les sociétés avancées, étaient en train de produire l'hégémonie de la pensée conservatrice.

Commence alors la coupure d'avec la formulation stratégique du *PCE* : on pose les premières pierres d'un projet devant mener, par la médiation entre la politique et la société, à une formation politique d'un nouveau genre.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler qu'à cette époque Tchernienko présidait encore aux destinées du PCUS et que la *perestroïka* n'est encore que le vœu pieux de quelques dirigeants soviétiques. Voici un élément essentiel du projet : il n'a pas cet aspect défensif qui veut relier la réflexion politique à tel ou tel changement de celle-ci, mais bien le but de s'adapter aux nouvelles données des sociétés modernes.

### **la proposition de convergence de la gauche**

Fin 1984, on apercevait déjà les effets du «déluge conservateur» des années 80. Une décennie qui a, sous hégémonie conservatrice et avec la position de subalternes choisie par les formations social-démocrates, amené nos sociétés à de profonds changements et, avec eux, à des remises en question des valeurs sur lesquelles la gauche appuyait son action.

A cette époque, il était tout à fait impossible de prévoir ni les formes, ni le processus politiques qui allaient produire la fin irréversible des régimes socialistes. Cependant, leur situation interne, l'Afghanistan et la crise des euromissiles avaient démontré de manière éclatante l'inutilité d'une telle expérience de pouvoir (qui invoquait des valeurs de transformation) comme référence dans la discussion sur les changements à opérer au sein de nos sociétés.

Un fait d'importance, à côté des transformations profondes du monde du travail et de l'organisation sociale, fut le développement de nouvelles cultures émancipatrices qui, faisant référence à de nouveaux processus de domination, s'étaient considérablement développées en Europe et en Espagne (principalement l'éco-pacifisme, les expressions de l'anti-sexisme, etc.).

Dans cette perspective, on se mit à analyser la nécessité de modifier radicalement l'articulation, l'organisation et le programme politique de la gauche transformatrice. Une telle perspective reposait sur une série de principes qui supposaient la rupture vis-à-vis de la tradition idéologique des communistes espagnols. Entre autres, cette rupture portait sur les six points suivants .

#### **1. Le renoncement à l'hégémonie dans le bloc de progrès**

La tradition communiste espagnole vit un marxisme renoué, produit sans doute de son expérience politique très marquée par les compromis démocra-

tiques inhérents à la guerre civile et à la lutte anti-franquiste.

Au départ de ce marxisme rénové, on continuait à se penser, cependant, comme formation capable d'appréhender la globalité du processus social, face à d'autres cultures qu'on considérait comme des particularismes ou des programmes à thème unique. Une telle perspective menait à la configuration d'une stratégie d'alliances dans le terrain de la gauche traditionnelle.

Cette perspective dépendait d'un rapport de forces déterminé par les relations entre le *PCE* et les secteurs susceptibles de s'intégrer dans le bloc social de progrès. Rapport de forces qui devait être hégémonisé par la pensée globalisante que le parti fournissait.

La politique de convergence venait altérer cette réflexion, puisqu'elle considère qu'une telle globalisation doit provenir d'une synthèse entre des sujets politiques égaux et que, par conséquent, l'alliance politique va au-delà de l'espace de la gauche traditionnelle.

## **2. L'hégémonie partagée**

La démocratie comme valeur n'était pas une inconnue pour les communistes espagnols depuis le début des années 60. Il y a dans leurs réflexions une orientation gramscienne lorsqu'ils considèrent que les institutions démocratiques peuvent être à la base de changements sociaux si le parti sait articuler une hégémonie sociale reposant sur une traduction dans les urnes.

La nouvelle réflexion, en redéfinissant l'idée de bloc social, introduisait le critère d'une «hégémonie partagée» qui devrait être articulée par une nouvelle organisation de gauche.

## **3. Le programme comme instrument de l'articulation**

La conséquence immédiate des principes précédents est l'impossibilité pour le parti traditionnel, sans la synthèse avec d'autres cultures et sans la participation du mouvement social, de donner une quelconque réponse politique à la société.

L'idéologie comme filtre à alliances est remplacée par le programme (ferment d'initiatives et de réflexions théoriques), auquel est attribuée la responsabilité d'orchestrer l'articulation de la gauche.

L'élaboration collective du programme vient altérer la fonction programmatique du parti traditionnel.

## **4. La forme et le contenu démocratiques**

On considère la démocratie parlementaire comme un élément indissociable de toute stratégie envisageable. Cependant, l'idée d'émancipation et d'auto-gouvernement individuel ou collectif de la société, héritée du marxisme, implique que les institutions de la démocratie parlementaire soient complétées par des formes de participation et de délégation sociale.

Cette vision de la démocratie rejette le processus démocratique comme élément suffisant à la gestion des conflits sociaux. Le développement politique de notre époque voit son reflet dans une modernisation économique qui considère que l'égalité ou le dépassement du processus de domination dépendent, uniquement, de la répartition du pouvoir politique au travers des mécanismes des institutions démocratiques.

La rénovation du programme de la gauche ne peut pas refouler les problèmes de l'égalité et des formes de domination. Sur ce point, la nouveauté de la réflexion de la proposition de convergence consiste en ceci que les formes de domination n'y sont plus vues exclusivement sous la problématique des classes et que, par conséquent, le projet socio-économique doit modifier sa conception traditionnelle s'il veut y inclure des demandes nouvelles.

### **5. La Gauche Européenne**

La proposition de convergence se trouvait en dehors de ce que l'on a appelé le «mouvement communiste international», dont la reconstruction était aussi impossible qu'inutile. Un mouvement dont la définition empêchait toute articulation d'une nouvelle gauche avec des sujets politiques autres que ceux de la tradition communiste, des sujets par ailleurs indispensables à une politique émancipatrice moderne.

Le cadre européen, dans son versant construction politique, est celui dans lequel doit s'inscrire la politique de convergence, laquelle prend ses distances à la fois par rapport aux formations social-démocrates et à l'idée «d'unité socialiste» (socialistes et communistes) comme terrain privilégié pour le nouveau projet politique.

### **6. La manière de faire de la politique et l'organisation de la gauche**

Les changements matériels, tant de l'organisation sociale que de ses valeurs, ont mis fin à une conception du parti comme secteur de la société qui interprète l'intérêt général, qui explique l'histoire contemporaine de la gauche européenne.

Considérant que le mouvement émancipateur et progressiste, opérant dans le cadre de la démocratie, se constitue d'une pluralité de sujets, d'intérêts, de besoins et de valeurs, il faut absolument les additionner en de nouvelles formations politiques avec de nouveaux programmes. En définitive, il s'agit d'introduire la souveraineté populaire dans le fonctionnement des partis.

Ces formations doivent donner une réponse aux tendances les plus pernicieuses qui érodent les formations politiques traditionnelles.

Nous parlons de leur tendance à l'oligarchisation, à la relation verticale entre le sommet et la base, à l'opacité croissante et au manque de transparence, au faible lien existant entre ce que l'on dit et ce que l'on fait. En définitive, à la

crise du contrat les liant à la société.

Le principe de souveraineté que l'on introduit dans le fonctionnement des forces politiques requiert des formes d'organisation et de travail qui soient compatibles avec la pluralité citée plus haut. Compatibilité à partir de laquelle on définit une organisation aux caractéristiques suivantes :

- une formation qui soit dans la société, en même temps que dans les institutions; qui organise la critique sociale dans les questions traditionnelles des classes, dans la revendication de la paix et du respect de l'environnement, en même temps que dans les domaines des droits des individus, de la santé, des services, etc.;
- le renoncement à être une formation «à deux personnalités», la masculine et la féminine, pour devenir la formation des personnes, offrant donc une autre manière de résoudre les différences sexuelles que celle de la société qui les résoud toujours au préjudice des femmes;
- une organisation active, efficace et résolue qui crée de nouvelles et de nouveaux dirigeants politiques, qui ne se conçoit pas comme une machine organisationnelle mais comme un collectif politique;
- le dépassement de la structure verticale, de la séparation entre base et sommet, par une organisation de base qui ne peut être que de type fédéral, avec des liaisons horizontales, et avec, pour les parties la composant, l'autonomie et l'auto-gouvernement nécessaires.

## le nom et la création de IU

Voilà donc les critères qui, à partir de 1984, déterminent la rénovation de la politique du PCE. Les communistes n'étaient pas les seuls à se poser ces problèmes. Dans le camp socialiste, on assistait, au même moment, à la reconstruction d'un parti (le PASOC) qui puisait ses racines dans le socialisme historique et dans lequel allaient s'inscrire des leaders qui ont coupé les liens avec les méthodes et la politique de Gonzalez. La tentative progressiste-écologique que constituait la Fédération Progressiste, unie à l'écologisme plus politique de la Fédération des Amis de la Terre, le PCPE (scission du PCE) et nombre d'indépendants de gauche réfléchissaient dans le même sens.

La concrétisation d'un tel projet devait se produire dans le cadre de la lutte sociale que représenta le Référendum pour la sortie de l'Espagne de l'OTAN (ndt finalement fixé en 1986). Cette mobilisation représentait la première grande rupture de la base sociale qui, en 1982, avait appuyé le PSOE, ainsi que l'incorporation de nouvelles générations espagnoles à la vie politique.

Il n'est peut-être pas inutile de révéler l'existence d'une enquête sociologique

demandée à l'époque par le *PCE*. L'étude se termine après le Référendum et le travail sur le terrain se développe dans les derniers mois de 1985.

Il s'agit d'une enquête sur les attitudes politiques et elle souligne dans ses conclusions que : «il existe la demande d'une organisation politique qui représente la vraie gauche... une gauche nécessaire... qui inclue des dimensions d'idées différentes de celles du mouvement ouvrier... et qui montre, dans la réalité, qu'elle travaille avec les gens».

Pour une fois, la science avalisait la réflexion politique. L'étude était basée sur la technique des groupes, et les sociologues inclurent dans le rapport, tout à fait volontairement, la transcription d'une phrase entendue dans l'un des groupes. C'était le 28 octobre 1985, le groupe analysé était formé par 8 femmes, de 30 à 45 ans, électrices du *PSOE* en 82 dans leur majorité; l'une d'entre elles dit : «*si seulement il y avait une gauche plus unie...*»

Les politiciens et les sociologues avaient des pistes, des propositions, il ne manquait plus que la décision politique. Après le Référendum, dans un cabinet d'avocats madrilènes, s'auto-convoqua la Plate-forme Civique. Une partie de ceux qui en faisaient partie décidèrent de constituer une force, électorale alors; le protocole de création fut signé le 29 avril 1986.

Un nom suggéré par une idée de femme, la gauche nécessaire dont parlaient les sociologues et la volonté politique des fondateurs, s'unirent pour former un ensemble politique qui se présenta pour la première fois à des élections en 1986.

### **le code génétique de IU**

L'avancement de la date des élections générales et l'immaturité des différentes réflexions qui convergeaient à l'intérieur de *IU* déterminèrent sa structure en tant que coalition électorale. Cette structure est l'un des plus grands motifs d'insatisfaction et l'une des matières à discussion favorites pour ceux qui l'intègrent depuis sa création.

Ce n'est pas sans difficultés que l'on passe alors l'obstacle des élections générales, avec en prime des résultats modestes mais l'ouverture d'un vaste espace politique. Le 4 juillet 1986, *IU* entrait dans la vie parlementaire mais, ce qui est plus important, les coalisés se réunissaient pour souscrire à un document par lequel ils s'engageaient à développer l'évolution de *IU* au-delà de la simple présence électorale. Il s'agissait probablement là du jour qui fixait le point de non-retour dans le processus de construction de *Izquierda*

*Unida.*

L'évolution de *IU*, ses débats internes, sont imprégnés du code génétique fabriqué à cette époque. Un code tissé d'idées, de pluralité et plein de la volonté d'autonomie politique pour le projet.

Le document de fondation définissait le patrimoine d'idées de départ : «les traditions rénovées du mouvement ouvrier, les positions émergentes de caractère écologiste, le progrès économique pour la participation politique et la nécessité de repêcher ce qui n'est qu'une vision moderne du socialisme démocratique». Depuis sa fondation, voilà le tissu d'idées qui structure les élaborations de *Izquierda Unida*.

Ces courants de pensée, constants depuis lors, se mettaient au service de la «demande publique en faveur d'un projet alternatif de gauche».

Les termes «projet» et «alternative» sont, probablement, les plus utilisés dans toute la documentation existante de *IU*. Au cours de la première époque, l'idée de projet est partout présente; à mesure que passent les années, c'est l'idée d'alternative qui, dans les documents, prend formellement et politiquement le dessus.

Ce ne sont pas là des expressions formelles, mais bien le critère politique sur lequel vient s'inscrire un autre des traits qui, au travers des débats, sont venus définir l'entreprise : l'idée d'autonomie politique.

L'idée d'autonomie fait partie des débats depuis les élections européennes, municipales et autonomiques de 1987. Ces élections furent précédées par une autre étape importante de l'histoire de *IU*.

Le 12 mars 1987, est approuvé un document appelé «Un pas en avant». Deux idées à la base de cette décision poussaient à croire à une fin annoncée de la phase de coalition électorale. On était alors d'accord pour «incorporer des forces politiques et sociales apparentées, à tous les niveaux», sans assumer «mécaniquement des formes conventionnelles d'organisation» et pour «ne pas limiter l'action aux institutions».

Avec ces idées, les élections municipales de 1987 permirent une progression significative dans le processus de développement de la base organisationnelle de *IU*. C'est l'époque des «engagements pour...» qui permirent la constitution de *IU* dans toute l'Espagne.

Le 25 juin 1987, *IU* adopte, pour la première fois, un critère qui allait définir

---

ses relations institutionnelles avec le *PSOE*. On s'accorde pour éviter que la droite ne s'empare des municipalités, mais sans s'engager sur des accords globaux de gouvernement avec des socialistes qui ne garantissent pas l'élaboration de programmes communs.

Le programme comme point de départ de toute possible alliance devient la référence obligée dans les relations avec le *PSOE* comme avec le reste des forces de la gauche. Ainsi, le 29 septembre 1988, une lettre fut envoyée à l'ensemble des forces des gauches nationalistes de l'Etat, pour les inviter à discuter de programmes communs et de voies de collaboration possible; lettre restée sans réponse.

La réflexion autour des relations avec le *PSOE* connaît une seconde étape importante lorsque la Présidence de *IU*, ainsi que le groupe parlementaire, approuvent la proposition faite par Julio Anguita à Felipe Gonzalez le 4 avril 1990, proposition qui définit vingt-cinq points concrets de programme comme base de tout accord avec le *PSOE*.

Cette relation basée sur le programme se voit de nouveau acceptée par le Conseil fédéral du 21 juillet 1990, après deux mois de nouveaux débats autour de la question, comme elle le fut encore après les élections municipales et régionales de 1991.

A force d'action politique et de débats, *IU* forge ainsi son identité. A partir de l'idée première de coalition, elle mûrit de nouvelles formes, par échelons.

Ce n'est pas par hasard si, de la soupe de sigles définissant la première *IU* jusqu'au logotype actuel, se sont écoulés pratiquement trois ans. Le 7 juillet 1989, après examen des près de deux cents propositions résultant du concours que nous avons lancé, le logotype était approuvé.

On a discuté de la configuration organisationnelle de *IU*, d'un côté au départ des résidus de l'idée de coalition, de l'autre au départ de la volonté de construire un nouveau parti politique de type conventionnel. La stratégie adoptée, reprise dans les divers documents et les débats des deux premières Assemblées, est celle consistant à avancer progressivement vers la fin des partis comme élément prédominant.

Après le «Un pas en avant» cité plus haut, le 25 septembre 1987, les quatre partis qui restaient dans *IU* (*PCE*, *PASOC*, *PCPE*, *IR*) réitérèrent la volonté définie en avril.

Le 2 décembre 1987, le Conseil de *IU* approuvait un document dans lequel on affirmait : «le problème principal réside en ce que, en dehors des partis soutenant la coalition, il n'est pas offert de cadre réel à l'intégration et à la participation d'une gauche, importante en nombre, non organisée au niveau politique.»

C'est au cours de ce Conseil que sera convoquée l'une des réunions les plus importantes de la brève histoire de *Izquierda Unida* : la rencontre du 19 décembre 1987 réunissant des délégations de toutes les *IU* de l'Etat pour discuter de la future organisation et du modèle politique de *IU*.

C'est avec cette réunion que prennent naissance et le fédéralisme comme forme d'organisation et la volonté de dépasser, au niveau organisationnel, les organisations de parti. C'est là que fut, pour la première fois, officiellement formulée l'évolution vers «un mouvement politique» comme «objectif non pas conjoncturel mais stratégique».

Cette idée est réitérée par la direction de *IU* le 17 mars 1988. Le développement de *IU* est débloqué, et commence alors une année de croissance rapide liée à l'évolution de la contestation politique et sociale vis-à-vis du gouvernement du *PSOE*. Le 19 octobre de la même année est convoquée la 11<sup>ème</sup> assemblée fédérale, qui s'accorde sur la définition comme «mouvement politique et social».

Les processus électoraux de 1989 sont bien connus. A leur suite, le débat organisationnel et politique a continué et a débouché sur la 11<sup>ème</sup> Assemblée. Une réunion qui a signifié, en fait, le début d'une nouvelle étape politique dans la vie de *Izquierda Unida*.

### **11<sup>ème</sup> assemblée : la maturité du projet politique**

La 11<sup>ème</sup> Assemblée de *IU* (novembre 1990) venait clore un débat long et ouvert, dont le début remontait pratiquement aux élections de 1989. Ces élections, qui se sont soldées par un succès significatif de *IU* (qui a vu ses votes pratiquement doublés), permirent de réévaluer les aspects idéologiques, politiques et organisationnels du projet.

Pour ce qui est des questions d'idées, il faut rappeler que l'exceptionnelle année 1989 (Tien-an-Men, triomphe de *Solidarnosc* en Pologne, élection de Havel en Tchécoslovaquie, chute de Ceausescu et du Mur de Berlin) s'était traduite par une pression idéologique vis-à-vis de la gauche transformatrice.

Une double pression qui, soit tendait à identifier ces formations aux partis communistes de l'Est, soit assimilait capitalisme et démocratie, rendant toute action de transformation inutile.

En Espagne, la première forme de pression ne parut pas donner les résultats escomptés (Tien-an-Men n'ôta pas de votes aux élections européennes, et l'augmentation aux élections générales fut importante). La deuxième, par contre, parut plus efficace, compte tenu qu'en Espagne elle produisit deux effets politiques importants.

En premier lieu, on transporta dans l'organisation le débat sur le rôle de l'Internationale socialiste dans l'articulation de la gauche européenne et sur la possible entrée en son sein de *IU*. En deuxième lieu, il y a eu une traduction politique, une pression en vue du développement d'un projet d'unité socialiste (socialistes et communistes) au travers de l'entrée au *PSOE*, projet que l'on connaît en Espagne sous le slogan de «Maison Commune de la Gauche».

Il s'agit de deux points qui gardent une relation étroite avec le principe d'autonomie politique mentionné plus haut.

Le débat fut clos de manière cohérente avec ce qu'avait été la réflexion traditionnelle au sein de *Izquierda Unida*, par le rappel de sa définition en tant que «force de la gauche européenne» ayant vocation d'aller au-delà des «limites politiques et d'organisation traditionnelles existant dans le monde politique».

La 11ème Assemblée refit sienne la thèse selon laquelle le fondement programmatique de la nouvelle articulation de la gauche rendait possible toute confluence dans le champ de la gauche. Confluence programmatique qui ne pourra pas mener à l'uniformisme mais à veiller jalousement sur le respect d'une autonomie multiple. Le programme n'est pas seulement un creuset d'initiatives mais une manière de faire face à la logique néo-libérale, ce qui devra définir de manière précise les limites à ne pas dépasser pour la gauche sur le terrain des idées, des politiques, des prises de position éthiques.

C'est ainsi que l'on va envisager, à partir de là, ladite unité socialiste (socialistes et communistes), qu'on présente, dans certains cercles, comme la seule référence possible de la gauche.

D'abord, cette thèse excluait de la structuration de la gauche les nouveaux courants d'émancipation, indispensables au projet politique de changement que *IU* voudrait développer.

Ensuite, la distance par rapport au *PSOE* se mesure inversement à celle de sa politique par rapport à la logique néo-libérale, qui devrait être l'essence

---

même de la définition d'un programme de gauche.

Le développement des alternatives autonomes de gauche est un patrimoine des forces progressistes : c'est ce développement qui peut permettre de briser ces comportements néo-libéraux de la pratique socialiste et de créer ainsi une nouvelle situation à gauche.

Le projet politique de *IU* ne trouve son identité dans le rejet de rien ni de personne; c'est pour cela que son élaboration politique est ouverte, toujours prête à entrer en relation avec d'autres forces politiques de la gauche sur base de l'incontournable respect de son autonomie et de son indépendance.

Le principe d'autonomie politique et programmatique ainsi défini prend racine dans le développement de l'idée d'alternative, qui structure le projet politique de *Izquierda Unida*.

*IU* considère que, la question de la démocratie en tant que régime politique résolue, le conflit se situe entre une éthique des changements sociaux et un pragmatisme qui, dans le fond, est complice de pratiques conservatrices, comme on peut les voir dans la politique socialiste en Espagne.

Face à ce pragmatisme, l'idée d'alternative propose un «nouveau réalisme» à vocation de changement de la réalité, qui croit qu'il est «techniquement possible, politiquement nécessaire et solidaire vis-à-vis de notre peuple de supprimer les obstacles et les pouvoirs se dressant sur le chemin des idéaux de paix, de solidarité, de liberté et de développement personnel».

Une vision de l'alternative qui doit abandonner toute forme de subalternité, que ce soit par l'émancipation vis-à-vis des pratiques dominantes ou par une simple culture de la résistance ou de l'opposition de principe.

Ce critère nous oblige non seulement à nous poser la question des propositions de gouvernement (crédibles, réalisables et constitutionnelles), mais aussi à faire en sorte que ces propositions tendent à relégitimer la politique aux yeux des citoyens, par le biais du développement d'initiatives qui amènent de nouveaux lieux, de nouveaux centres d'action politique.

La synthèse des deux nécessités citées constitue ce que nous avons appelé la «nouvelle culture de gouvernement», qui met le cadre institutionnel au service des alternatives surgissant au départ d'une pluralité de sujets politiques nouveaux, dont on reconnaît la capacité de proposition institutionnelle.

Ces questions idéologiques et politiques résolues, se posait le sérieux défi du

mode d'organisation. La 11ème Assemblée s'occupa principalement de définir le «mouvement politique et social» (résultat de la 1ère Assemblée), le développement du fédéralisme organisationnel et la question de ce que l'on appelle «l'élaboration collective».

Comme nous l'avons déjà dit, la tension résultant de l'existence simultanée de partis politiques et de la structure de type mouvement politique et social a constitué l'un des éléments permanents de débat à l'intérieur de *Izquierda Unida*. Le maintien des structures des partis s'était cristallisé sur deux principes qui, en fait, empêchaient le développement de *IU* : le principe du consensus (qui pouvait se traduire, dans la pratique, par le droit de veto) et le principe de pluralité (qui pouvait être interprété comme un régime de cotisations collectées dans le but de configurer des directions et des listes électorales).

La 11ème Assemblée nuança ces deux principes en y apportant d'importantes corrections. On y définit un principe de fonctionnement démocratique qui inclut le vote secret dans l'élection des organes dirigeants et de représentation, ainsi que pour les décisions politiques lorsque 10% des participants le sollicitent. L'articulation des Assemblées de base et l'élection de leurs candidats aux élections enlevaient, également, du poids aux partis. On continuait ainsi sur le chemin du dépassement des partis politiques traditionnels.

L'assemblée s'occupa enfin d'un dernier point : les élections locales et régionales encore à venir. La 1ère Assemblée avait défini une stratégie que l'on avait baptisée de «déploiement de force dans les institutions» et qui prétendait garantir, pour le cycle électoral 89-91 (européennes, générales et locales), une référence institutionnelle crédible de la part de *IU*.

Les résultats de ces élections montrèrent le succès d'une telle stratégie en confirmant *IU* comme une force institutionnelle importante et qui, de plus, avait contribué à la création d'une situation nouvelle ouvrant au nouveau cycle politique présent dans la 11ème Assemblée.

### **un nouveau cycle politique de *izquierda unida***

Après les élections générales et locales, on constate en Espagne une tendance à rompre l'hégémonie socialiste née en 1982. Cette crise du modèle socialiste, au-delà des crises internes et de leur reflet social, est visible sur trois plans essentiels :

- (a) perte d'un instrument de relation entre le gouvernement et la société;
- (b) perte du système des alliances politiques du *PSOE*, à cause, entre autres, de la consolidation de *IU*;
- (c) conséquence des deux facteurs qui précèdent, tendance à mettre en oeuvre des politiques sociales et économiques qui s'éloignent du domaine de la gauche.

S'il est vrai que le *PSOE* conserve un important appui électoral, la tendance à la perte de poids dans les secteurs sociaux les plus dynamiques et les secteurs qui font l'opinion, a eu pour conséquence première qu'une bonne partie de la société espagnole est à présent convaincue de la nécessité d'une alternative; sentiment qu'essaie de capitaliser la droite politique.

Dans cette situation, un élément nouveau par rapport aux précédentes législatures c'est la consolidation de *IU*, qui est capable de réunir d'importants secteurs de gauche en Espagne, avec le double objectif de créer une situation nouvelle depuis la gauche : à la fois une alternative aux propositions de la droite et, parallèlement, une alternative aux pratiques politiques et aux programmes que met en oeuvre le *PSOE*.

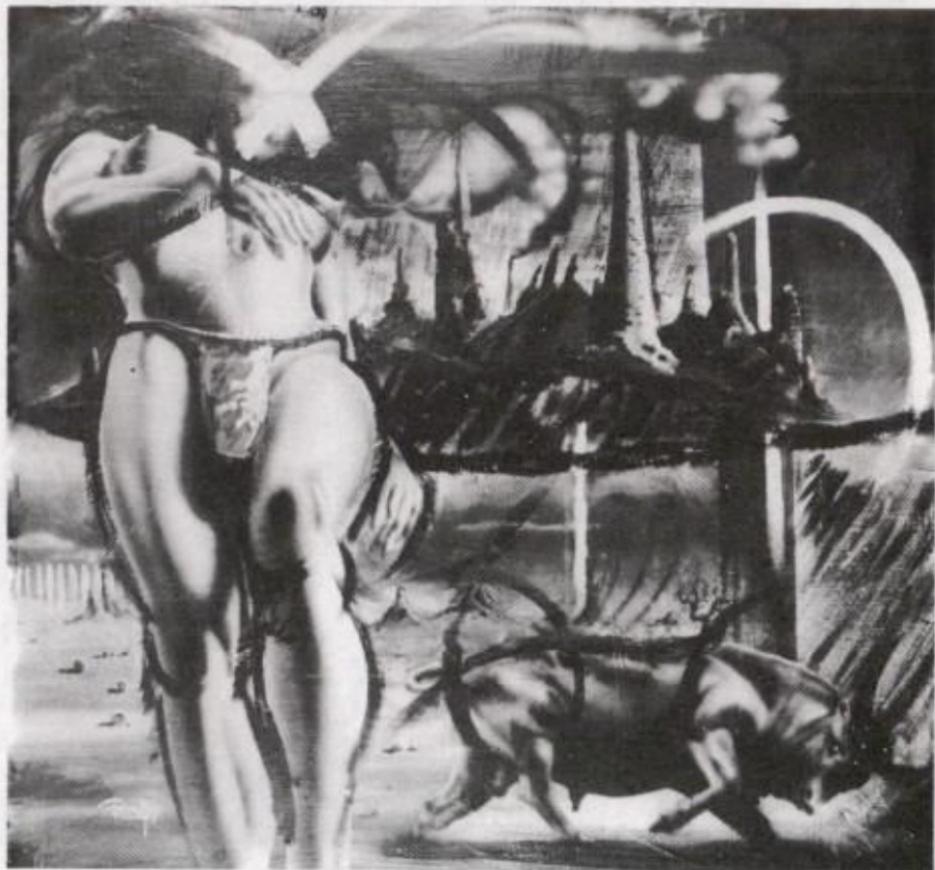
Dans ce nouveau contexte politique, *IU* (après décision de son Conseil fédéral, en juin dernier) se prépare à améliorer son articulation et son projet dans les directions suivantes.

- (a) On constate une hausse du nombre des affiliés et de l'influence de *IU*. Par conséquent, il s'agit de doter d'un nouveau dynamisme les Assemblées et les organes de direction de *IU* dans le but d'élargir le débat à l'ensemble de la formation, afin de faire de ses affiliés les instruments authentiques de la dynamique politique et sociale.
- (b) *IU* est en train de nouer une relation «légère» avec la société après l'important accroissement de la relation affiliation-vote, à l'intérieur d'un cadre organisationnel qui n'évolue pas à la même vitesse que le projet politique et qu'il faut nécessairement mettre à niveau.
- (c) Une fois l'identité de *IU* consolidée, il s'agit, à partir des traits qui la définissent (pluralité, autonomie du projet et proposition programmatique de gauche), de lancer le débat de la proposition politique et de programme, avant l'échéance de 1993, qui permette de nouvelles adhésions et/ou l'établissement de relations stables de coordination avec des groupes de la gauche sociale et politique.

Ce nouveau cycle politique s'accompagnera d'un débat intense impliquant l'ensemble des participants autour de ce que devrait être la IIIème Assemblée. Le XIIème Congrès du *PCE* (décembre 1991), la Convention du

---

*PASOC* (septembre 1991) et les débats entre non-affiliés aux partis, seront tous autant d'occasions pour un débat vivant, frais et transparent comme ceux que, de manière irréversible, nous avons été capables d'organiser jusqu'à présent.



## ***Izquierda Unida dans la politique du PCE***

juan trias vejarano

*Pour analyser l'alchimie complexe, ou le mouvement dialectique, qui permet au PCE d'être partie prenante à la construction d'Izquierda Unida, les CM ont sollicité la collaboration de Juan TRIAS VEJARANO qui est Président de la Fondation de Recherches Marxistes (FIM), fait partie du conseil de rédaction de Nuestra Bandera et est professeur d'histoire des idées politiques à la Faculté des Sciences Politiques et de Sociologie de l'Université Complutense de Madrid.*

*Le choix de l'auteur a entraîné le choix de méthode : il s'agit ici d'une analyse minutieuse, pas à pas, documents à l'appui, d'une élaboration théorico-politique de dix ans. Quelques concepts-clés en sont sortis, JTV nous en fait voir la genèse, et forcément la portée qui n'intéresse pas que l'Espagne.*

*Izquierda Unida s'est constituée en coalition électorale dans les derniers jours d'avril 1986, et cela, en vue des élections au Parlement espagnol de juin de la même année. Elle fut présentée comme l'aboutissement de la politique dite de convergence approuvée par le CC du PCE en mai 1984. Cependant, pour comprendre ce que signifie IU dans la politique du PCE,*

pour analyser sa genèse, ses premiers développements et sa consolidation, nous allons prendre comme points de référence le XI<sup>ème</sup> congrès du *PCE* (décembre 1983) et la II<sup>ème</sup> assemblée fédérale de *IU* (novembre 1990).

## **l'analyse des échecs de 81-82**

Le XI<sup>ème</sup> Congrès eut lieu dans une conjoncture extrêmement difficile pour le *PCE*. Fin 1982, on avait assisté au point culminant d'une crise grave dont on essaie de sortir à partir de 1983; seulement, l'orientation prise pour en sortir par les nouveaux dirigeants avec, à leur tête, Gerardo Iglesias, ouvrira presque immédiatement une nouvelle crise, à cause de l'opposition exprimée par les secteurs proches du précédent Secrétaire général, Santiago Carrillo : on assistera aux manifestations les plus dures de cette opposition au cours du XI<sup>ème</sup> Congrès. L'un des points de désaccord tenait précisément à la politique d'alliances.

En effet, 1981 et 1982 furent des années critiques pour le *PCE*. En janvier 1981 avait eu lieu le V<sup>ème</sup> congrès du *PSUC* (le parti des communistes catalans), qui supprima le terme «eurocommunisme» de la définition du Parti; cette décision allait ouvrir un conflit avec la direction du *PCE* qui allait se solder, un an plus tard, par la scission du secteur appelé «pro-soviétique» et la constitution d'un nouveau parti. En juillet 1981, au cours du X<sup>ème</sup> congrès du *PCE*, on assista également à un affrontement assez dur, cette fois-ci entre ceux que l'on appelait les «rénovateurs» et le secteur officiel. En automne de cette même année, l'appui d'un groupe de militants importants et de dirigeants appartenant au secteur rénovateur à la décision de la majorité du PC du Pays-Basque, de fusionner avec un parti basque (*Euzkadiko Ezquerria*), se solda par des départs et des expulsions, notamment celle de l'ensemble des conseillers communistes à la mairie de Madrid. L'année suivante, les élections autonomiques en Andalousie (un des fiefs du *PCE*), puis les générales du mois d'octobre, firent enregistrer une défaite cuisante : dans ces dernières, le *PCE* perdit plus d'un million de votes, près de 60% de ses électeurs de 1979, et passa de 23 à 4 députés. Finalement, en novembre, Carrillo présentait sa démission du poste de Secrétaire général et Iglesias était présenté comme remplaçant à ce poste.

Les raisons de cette crise sont très complexes, mais on peut pointer comme l'une des principales, en suivant les documents du XI<sup>ème</sup> congrès de 1983, l'abandon du travail de masse, dans les mouvements sociaux, en faveur d'une action purement institutionnelle. Par conséquent, on souligna la nécessité de se plonger dans ce travail, ce qui, immédiatement, posera le problème

des relations du parti avec les mouvements sociaux. Dans le rapport que le Secrétaire général, Iglesias, présente au Congrès au nom du CC, il constate qu'il existe des secteurs qui expriment «des réserves vis-à-vis d'un travail ouvert en direction des nouveaux mouvements sociaux», qui craignent que «le Parti ne se dilue dans ces derniers». Tout au contraire, tant dans le rapport cité que dans les documents approuvés par le Congrès, on soutient que «dans l'idée qui veut que le processus de transformation démocratique implique une participation croissante des citoyens à la vie politique, les communistes considéreront comme essentiel (...) de renforcer les formes associatives spécifiques qui facilitent une telle participation active» (thèse 2). Plus concrètement et en rapport avec des nouveaux mouvements sociaux, on souligne que «la crise de civilisation et l'élargissement de la démocratie ont libéré de nouvelles forces de changement qui s'expriment dans des phénomènes tels que les mouvements de citoyens, féministes, pacifistes, écologistes, de libération sexuelle ou de migrants (...). Le Parti doit être prêt à assumer ce que les thèses de ces mouvements pourraient avoir de transformateur et de révolutionnaire, avec l'idée qu'aujourd'hui la classe ouvrière, pour exercer sa fonction dirigeante, doit intégrer un grand nombre des propositions exprimées par ces mouvements sociaux dans son projet de transformation globale de la société; dans ce sens, il est tout à fait négatif d'opposer le protagonisme du Parti à celui des mouvements sociaux qui agissent à un niveau différent» (*ibidem*). Le Parti doit renforcer les mouvements sociaux, travailler en leur sein dans le respect de leur indépendance.

Dans les thèses approuvées par le XI<sup>ème</sup> Congrès, on voit formulés deux principes complémentaires qui sont à la base de la politique de convergence dont *IU* se prétendra l'aboutissement, et qui, à la vérité, comme on l'affirmera souvent, ne représentent pas non plus une nouveauté absolue, même si l'accent mis sur les nouveaux mouvements sociaux ainsi que sur la reformulation de la fonction du Parti représente une nouveauté certaine. Ainsi, lorsque l'on parle de «bloc social de progrès» comme agent de la transformation, on dit qu'en son sein «s'intègrent des forces politiques et sociales diverses et des mouvements sociaux» (thèse 4). D'autre part, quand on se réfère au Parti, on précise : «Un Parti à l'écoute et respectueux de toute forme d'organisation de masse... (puisqu') il s'agit d'assumer le fait que le Parti n'est pas le sujet unique des transformations sociales, l'ordonnateur suprême de toutes les idées politiques. Il est fondamental de comprendre que les mouvements sociaux ne sont pas de simples sujets subsidiaires des transformations sociales» (thèse 5). Même si la précision se fait dans une thèse parlant du *PCE*, sa portée va bien au-delà, étant entendu qu'elle touche au parti politique en général.

Pour remettre ces thèses dans leur contexte, il faut tenir compte du fait que, sous le franquisme, le *PCE* avait développé une riche expérience d'impulsion et de travail dans les mouvements sociaux: mouvement ouvrier, étudiant, citoyen, etc.. Plus concrètement, les Commissions ouvrières (*CC.OO*) se définissaient comme mouvement socio-politique, dans une tentative de dépasser les limites du syndicalisme classique. Comme nous l'avons dit, on attribuait en grande partie la crise du *PCE* à l'abandon du travail de masse, à partir du rétablissement de la démocratie, la faveur ayant été donnée au travail électoral et institutionnel. Ce choix, lié aux exigences de la politique de consensus avec l'*UCD* (le parti de centre-droit qui gouverna entre 1977 et 1982) maintint le Parti en marge du, quand ce n'était pas en franche hostilité avec le mouvement social qui, à cette époque, se développe avec le plus de force: le mouvement pacifiste mobilisé surtout par les problèmes de la possible entrée de l'Espagne dans l'OTAN et du maintien des bases militaires américaines.

### **1984 : une réorganisation à gauche**

La politique de convergence, base de la naissance de *Izquierda Unida*, est présentée par le Secrétaire général, Gerardo Iglesias, au Comité central du *PCE* dans un rapport du 11 mai 1984 et dans les termes suivants : «Je pense que le *PCE* devrait convoquer un ample mouvement social et politique convergent de tous les partis politiques, groupes, organisations sociales, des personnalités politiques, du monde de la culture, des arts et des sciences... qui partent d'un projet réellement rénovateur de la société espagnole, à partir des positions de la gauche réelle et démocratique». Malgré divers passages du rapport où on la présente comme «une initiative politique non conjoncturelle... mais (bien à situer) dans une perspective historique», il ressort de l'ensemble du document que ce qui vient d'être lancé n'est pas destiné à la longue échéance, mais à provoquer des impulsions immédiates. Le point de départ en est le blocage d'une politique progressiste en Espagne, suite à l'orientation du *PSOE* qui est venue frustrer les espoirs nés de la victoire du 28 octobre 1982. On craint que cette frustration ne soit préjudiciable à l'ensemble de la gauche et ne se traduise par un éloignement des citoyens de la chose politique, au cas où l'on ne mettrait pas sur pied un mouvement politique alternatif. Il apparaît de plus indispensable de briser le bipartisme, que favorise le gouvernement, et qui non seulement ne correspond pas à la réalité socio-politique espagnole, mais suscite des effets négatifs en présentant la droite conservatrice comme seule alternative possible au *PSOE*. C'est vrai que des mobilisations ouvrières ont eu lieu contre la politique économique du gouvernement, mais cela ne suffit pas. Une autre constatation d'importance s'impose, en partie dérivée des résultats encore frais des élec-

tions catalanes, à savoir que, pour le *PCE*, la récupération de ses forces ne se fera pas sans difficultés. Par conséquent, on souligne le fait que toute alternative réelle «requerra un nouveau cadre social, par une incorporation de nouveaux secteurs aux mobilisations et à la pression sociale qui offre à l'alternative de nouveaux supports politiques». C'est ce à quoi tend la politique de convergence. Plus concrètement on peut lire que «cet appel devrait comporter, sans que l'on présume des résultats, une position d'ouverture de notre part, dans le sens qu'une telle convergence puisse trouver une expression institutionnelle au travers d'un accord électoral large à l'horizon 86» (l'année à laquelle devaient avoir lieu les élections générales), bien que l'on ajoute qu'il ne faudra pas réduire le tout à une simple opération électorale.

Cette initiative suscita l'opposition d'un secteur du CC, avec Santiago Carrillo à sa tête. Ce secteur prétendait que l'on risquait une dilution du *PCE* qui n'allait pas faciliter la récupération de ses forces, sans compter qu'il n'y avait pas de force politique de gauche suffisamment importante pour composer une telle alliance avec le *PCE* face au *PSOE*. Ce à quoi il fut répondu que, tout au contraire, «c'est la voie vers la récupération pour le *PCE*, parce qu'elle repose, en ce moment difficile pour l'ensemble des forces de changement, sur une vision historique du futur; elle est rentable parce que tout ce qui signifie favoriser et stimuler l'organisation, la mobilisation sociale, renforce également le *PCE*. Aussi, parce que du point de vue électoral le *PCE* ne perdrait rien si c'est une plateforme au projet réellement progressiste qui gagne... dans laquelle personne ne mettra en doute le protagonisme propre du *PCE*». Pour ce qui est du deuxième point, on parlait de ne pas limiter les possibilités de l'initiative «à ce qui existe et est organisé, pas plus qu'aux personnes jouissant d'une certaine représentativité publique. Il faut savoir qu'une initiative telle que celle que nous proposons peut lancer une dynamique très ample de réorganisation».

Lorsque la politique de convergence est formulée, au centre de la vie politique espagnole il y avait le référendum sur l'appartenance de l'Espagne à l'OTAN, que le gouvernement continuait à reporter. Cela explique pourquoi, dans le rapport, on proposait de chercher, sur ce terrain, une mise en pratique immédiate. C'est ainsi que la fin de juillet voit la constitution de la «*Mesa por el Referendum*» avec des représentants de partis politiques et d'autres organisations. Les signataires appelaient à ce que de telles plateformes se constituent dans l'ensemble des communautés autonomes et à ce que l'on y adhère massivement. Le référendum allait attendre encore près de deux ans, mais il suscita un large mouvement d'opposition, avec des initiatives que nous présenterons ci-après. La politique de convergence provoqua encore d'autres initiatives, essentiellement ce que l'on appelle «*Convocatoria*

*por Andalucía*», par laquelle le *PCE* entreprit en septembre 1984, dans la perspective des élections andalouses du printemps 86, de susciter un large mouvement comprenant des groupes et des individus se mettant à travailler ensemble à l'élaboration d'un programme alternatif pour la région.

Nonobstant, la mise en oeuvre de la politique de convergence butait contre l'obstacle de l'opposition active du secteur de Carrillo, dont nous avons déjà parlé. La tension entre la majorité et cette minorité alla en augmentant. Pour tenter d'y mettre fin fut convoquée une réunion du Comité Central, les 6 et 7 mars 1985, au cours de laquelle la direction fit des propositions au secteur minoritaire que nous n'analyserons pas. Dans le rapport présenté par Iglesias au CC, il était dit que la différence politique principale entre la majorité et la minorité résidait dans la politique de convergence, raison pour laquelle le document s'y étend en en précisant certains points et en en développant les fondements. On y reviendra au cours de la Conférence nationale du Parti des trois derniers jours du mois de mars, alors que la rupture entre les deux secteurs est consommée, puisque les minoritaires non seulement ne vont pas assister à cette Conférence, mais vont convoquer, à la même date, une plateforme propre, ce qui provoquera leur éloignement du CC et, peu de temps après, leur départ du Parti.

### **1985 : rupture avec Carillo et nouvelle forme d'organisation**

Tant dans le rapport présenté au CC les 6 et 7 mars que dans celui de la Conférence nationale, tous deux présentés par le Secrétaire général, on revient sur ce qui avait été dit dans les documents antérieurs. La politique de convergence répond à deux motivations, l'une de caractère général, l'autre spécifique à la situation espagnole. Pour ce qui est de la première, on dit : «Nous pensons que les difficultés énormes que rencontre la gauche transformatrice, en Espagne comme en Europe, ne sont pas le fruit d'une conjoncture passagère, mais d'une crise globale qui nous oblige à redéfinir beaucoup de nos propositions»; celles-ci doivent tenir compte des changements au niveau de la structure sociale, des conceptions et des valeurs, de l'apparition de nouvelles revendications et de nouveaux mouvements. En définitive: «Il s'agit d'une politique (celle de convergence), qui répond à la nécessité de rénovation de la manière de faire de la politique... et se propose de développer le concept de parti «dirigeant», non plus entendu comme le totalisateur des propositions et de l'action politique transformatrices, mais en tenant compte d'autres facteurs de transformation sociale, que l'on ne peut mécaniquement placer dans ce que l'on connaît comme le mouvement ouvrier traditionnel,... (et) qui nécessitent un espace spécifique, autonome, pour réaliser

leurs objectifs, et faire apport de leurs nouvelles valeurs». Il ne s'agit pas de nier le rôle de la classe ouvrière, même s'il faut, parallèlement, tenir compte de ses transformations internes. Une vision traditionnelle réduirait l'unité de la gauche à l'unité des socialistes, des communistes, et des syndicats ouvriers.

De plus, la politique de convergence «se tourne essentiellement vers la recomposition de la gauche en Espagne». Il ne s'agit pas de travailler pour une alternative qui nie l'existence du *PSOE*, souligne-t-on en réponse à une objection très courante, mais «d'une politique qui tire les secteurs les plus à gauche du *PSOE* vers ladite alternative». Cette tâche ne peut être menée à bien par le seul *PCE*. Celui-ci ne s'affaiblit pas ce faisant, mais se renforce. En réponse à l'objection prétendant que le *PCE* avait échangé «le bloc social de progrès» pour «la convergence», on peut lire: «Le bloc social de progrès comprendrait une alliance plus large et plus hétérogène, anti-monopoles, pas seulement des forces proprement de gauche... Tous deux font partie d'un même projet: 'la révolution de la majorité'.»

Le rapport au CC faisait également allusion aux critiques dirigées contre l'application électorale de l'orientation, sur la question de savoir comment allait se structurer la possible coalition électorale. Après avoir dit que l'on n'était encore parvenu à aucun accord, on avait insisté sur le maintien des symboles et de l'autonomie du groupe parlementaire du parti. Ces deux points n'étaient plus repris devant la Conférence; par contre, on y répétait les trois propositions du CC: un large rassemblement de collectifs et d'individus «qui ouvre une étape de discussions tendant à élaborer des politiques alternatives pour les grands problèmes de l'Espagne»; la disponibilité du *PCE* à incorporer dans ses listes des «personnes représentatives, qu'elles soient ou non organisées»; sa disposition à réaliser des coalitions électorales avec d'autres forces.

## 1986 : l'année du référendum sur l'OTAN

Une fois la tenue du référendum sur l'appartenance de l'Espagne à l'OTAN officialisée, sans précision de date il faut le dire, Madrid vit se constituer, le 25 janvier 1986, la «Plate-forme civique pour la sortie de l'Espagne de l'OTAN», présidée par l'écrivain Antonio Gala (indépendant), et composée de personnalités indépendantes, de partis, de syndicats et d'associations (dont des chrétiennes). On ne réussit pas à réunir en un groupe unique l'ensemble des opposants à l'OTAN : en effet, à côté de la Plate-forme civique, on trouvait la «Coordination estatale des organisations pacifistes» (*CEOP*), à qui l'on reprochait d'être dominée par des groupes «gauchistes». Quoi qu'il en soit, la

---

Plate-forme jouit d'une grande capacité de mobilisation et convoqua à des manifestations conjointes avec la *CEOP*.

Les 15 et 16 février de cette même année 1986, le *PCE* organisa une nouvelle Conférence nationale sur trois thèmes : le référendum, les élections toutes proches et le Parti. Dans le chapitre électoral du document de présentation de la Conférence, on retrouvait les deux objectifs de la politique de convergence : «ouvrir la voie de la recomposition de la gauche en Espagne», «reformuler un nouveau discours de la gauche transformatrice en accord avec les mutations sociales que connaît notre époque». La plus grande partie du document, cependant, au chapitre électoral, se tournait vers les élections générales (en plus des andalouses) qui devaient avoir lieu la même année. De nouveau on répéta que : «Il ne s'agit pas de travailler dans le seul objectif d'une nouvelle majorité parlementaire ou d'une nouvelle formule de gouvernement, même si tout cela est nécessaire à l'avancée du projet»; que «l'obtention d'un accord de programme à large base sociale avant les prochaines élections ne garantit pas, seule, la convergence sociale et politique». L'accord électoral serait seulement «un premier pas important» dans ce but. Comme l'expérience se trouvait déjà en marche dans plusieurs provinces et régions, on les étudia en profondeur, à la suite de quoi fut fixée la stratégie électorale. Dans son rapport, Gerardo Iglesias répéta la critique faite à un CC du début décembre 1985, à propos de la tendance à en rester, le plus souvent, à des accords au sommet, en laissant de côté le travail préalable de discussion programmatique au sein de la société. *Convocatoria por Andalucía*, par contre, avait usé de la méthode correcte. Pour ce qui est de la stratégie électorale, on resouigna les propositions de la Conférence nationale, en y apportant certaines précisions et en rejetant l'idée d'une formule identique pour l'ensemble des circonscriptions: d'une part les associés éventuels de la coalition pourraient changer suivant les circonscriptions; de l'autre, le *PCE*, dans certaines autres, irait en solitaire, par manque de forces représentatives. Dans le sens de cette deuxième hypothèse, on avançait comme argument la présentation probable d'autres candidatures appelées communistes à ces élections (il faut se rappeler que le secteur «pro-soviétique» s'était constitué en parti (*PCPE*), et que Carrillo possédait son propre groupe, plus tard le *PTE-UC*). Raison pour laquelle on peut lire que «dans tous les cas (c'est-à-dire y compris pour les coalitions) les sigles du *PCE* devaient rester présents».

Le 12 mars 1986 eut lieu le référendum sur le maintien dans, ou la sortie de l'OTAN. Les sondages donnaient le «non» majoritaire, en raison de quoi le gouvernement se lança dans la campagne jusqu'à y engager sa propre continuité: comme De Gaulle en France, Felipe Gonzalez transforma le référen-

dum en plébiscite (moi ou le chaos - il en vint à soulever le problème de savoir qui allait prendre en charge politiquement le «non» s'il venait à l'emporter); de plus, la TV mit tout son poids pour que l'on confonde le «non» avec le PCE. Malgré l'énorme pression psychologique exercée sur l'électorat, le «non» récolta près de sept millions de voix.

Peu après, le 21 mars, le CC du PCE se réunissait. Le rapport de Iglesias soulignait que «le référendum a créé une nouvelle situation politique, dans laquelle s'ouvrent de nouvelles perspectives pour les forces progressistes» qui, nonobstant, «ne sont pas sur un chemin sans embûches, et tout dépendra de la capacité de réponse des diverses forces situées à gauche du PSOE pour créer une alternative solide, crédible, responsable et représentative des millions de citoyens qui ont dit Non à l'OTAN et, en même temps, non au projet libéral néo-conservateur de Felipe Gonzalez». Abondant dans ce sens, on prétendait que «la principale source d'espoir réside dans la composition du nouveau bloc de la gauche sociale qui s'est fait jour», pour ajouter que «l'existence de ce nouveau bloc à vocation de gauche alternative est aussi réelle qu'est difficile son articulation». Si l'on ne donne pas de projection politique au mouvement social, on court un risque de stérilisation. Il s'agissait de combler la dissociation entre la base sociale qui s'était manifestée lors du référendum et sa représentation parlementaire exiguë; éviter que, par manque d'alternative, les élections ne se transforment en plébiscite.

Le rapport, après avoir évoqué les présupposés de la politique de convergence, en venait aux propositions politiques, où l'on retrouve les anciennes idées mélangées à de nouvelles. Ainsi: «le PCE est un partisan décidé du lancement d'un processus d'articulation d'une gauche unie (*izquierda unida, ndt*) à vocation d'alternative». Ce processus ne doit pas se réaliser exclusivement par le haut et «doit être l'élément intégrant du multiple, de la diversité et de la dispersion politique et culturelle existant à gauche, en ce inclus les partis de gauche à vocation nationaliste. Ce projet unificateur est aussi adressé aux secteurs de gauche du Parti socialiste». On précisait encore trois aspects: «Les différents partis politiques, dont le PCE, maintiendront leur personnalité propre, leurs sigles et leur projet politique et stratégique quelle que soit la situation». En rapport avec ce qui avait été soutenu lors de la Conférence nationale de février, on ne rejetait pas une coalition unique pour l'ensemble de l'Etat. Finalement, on défendait l'idée qu'il ne fallait pas limiter l'accord aux prochaines élections mais lui «donner une dimension politique globale et un caractère de continuité». Comme on le voit, l'expression *Izquierda Unida* apparaît ici. Une *Izquierda Unida* conçue fondamentalement comme une union de partis, non une fusion puisque tous y conserveraient leur propre personnalité, mais allant au-delà d'une simple coalition électorale.

---

Au mois d'avril de la même année, la «plate-forme civique pour la sortie de l'Espagne de l'OTAN» approuvait une longue déclaration analysant la campagne et les résultats du référendum, mais aussi de la politique du gouvernement. L'analyse rejoignait celle du *PCE*. Dans la dernière partie du document de la Plate-forme, celle-ci définissait son action future : «conjuguer la définition d'objectifs très concrets avec l'appui à des initiatives sociales», dans la perspective du lancement «d'un processus favorable à la transformation de la société espagnole». Cependant - ajoutait-on - «la Plate-forme ne peut être l'instrument électoral d'une telle transformation», du fait de sa composition et de son objectif qui est «de maintenir comme prioritaire le lien avec la société civile». Mais, «cela ne signifie pas que la Plate-forme reste indifférente face au rassemblement électoral de tous ceux qui désirent changer le panorama politique actuel dans le sens indiqué par ce document», qui s'achevait par une invitation à «élaborer une alternative politique de gauche».

### **1986 : la naissance d'*IU*, et les premières épreuves électorales**

La date des élections générales étant fixée au mois de juin, ce fut le 27 avril 1986 que des partis politiques et des indépendants souscrivirent au document «Bases de l'accord pour la constitution de la plateforme de la Gauche Unie», acte de naissance officiel de celle-ci. Dans le préambule, on pouvait lire que l'abandon du projet de changement de la part du *PSOE* posait la nécessité d'une convergence des forces de gauche qui se traduisit par une plate-forme électorale, et qu'une telle exigence se trouvait renforcée par l'expérience du référendum OTAN; nécessité qui, de plus, correspondait «au sentiment que nous sommes nombreux à nous retrouver autour des traditions renouvelées du mouvement ouvrier, des propositions de caractère écologiste qui émergent, du progrès dans l'économie, comme autour de la participation politique et de la nécessité de sauver une vision moderne d'un socialisme démocratique» (ce paragraphe prétendait embrasser le spectre idéologique des signataires du document dont nous parlons ci-après). Le document poursuivait en affirmant que la plate-forme restait ouverte à de nouvelles incorporations et que, même si elle était née en vue de répondre à l'échéance électorale, elle allait au-delà «d'une proposition conjoncturelle. Elle prétend offrir aux citoyens un véritable projet stratégique»; dans la foulée, on invitait à la constitution, à tous les niveaux, de plate-formes semblables: depuis les territoriales jusqu'à celles «des lieux de travail, des centres d'étude, etc.». Pour ce qui est des territoriales, on précisait que cela serait «dans le respect total des initiatives pouvant surgir au sein de certaines communautés autonomes». Le texte s'achevait sur huit engagements: participer ensemble aux élections générales du 22 juin; élaborer un programme commun, sur base

des points qui y étaient repris; présenter des candidatures «sous une même appellation», même si la composition devait changer selon les circonscriptions (les candidats seraient proposés par les forces intégrantes avant qu'une commission n'établisse les listes); former un groupe parlementaire commun. Les points 5, 6 et 7 mettaient en place trois commissions: électorale, de design et de finances. Et enfin, la coalition participerait en tant que telle aux futures élections municipales, autonomiques et européennes.

Une commission politique fut désignée, composée de représentants des partis et des indépendants. Selon des proportions qui allaient des sept membres du *PCE* au seul représentant du Parti Carliste. Les autres partis composant *IU* étaient le Parti Communiste des Peuples d'Espagne (*PCPE*), le Parti d'Action Socialiste (*PASOC*), la Fédération Progressiste, la Gauche Républicaine (*IR*) et le Parti Humaniste. En vérité, la composition était très hétérogène et, qui plus est, la majorité des partis n'avaient presque aucune implantation. La présence du *PCPE*, le parti communiste du secteur appelé «pro-soviétique», devait permettre d'éviter la présentation séparée d'une candidature communiste, sauf que le groupe de Carrillo se présenta, appuyé de façon notoire par le gouvernement. Le *PASOC* était né d'une scission du *PSOE* qui n'avait pas réussi à attirer l'ensemble de la gauche de ce parti (postérieurement, certaines personnalités du courant Gauche Socialiste -*IS*-vinrent rejoindre *IU*). La Fédération Progressiste ne représentait pas plus que quelques personnes regroupées autour de Ramon Tamames, un intellectuel très connu qui, en son temps, milita au *PCE*. *Izquierda Republicana* était le petit résidu d'un parti de premier plan dans les années de la 11<sup>ème</sup> République espagnole (leur leader fut Azana, premier chef de gouvernement avant de devenir Président de la République). Il en allait de même pour le Parti Carliste, avec, en prime, le fait qu'il s'était agi d'une force qui avait appuyé le soulèvement militaire de 1936 et y avait activement participé : ainsi, même si par la suite ce parti avait évolué considérablement, sa présence dans *IU* souleva de nombreux problèmes, et l'on rappelait sans cesse son rôle dans la guerre civile, du côté franquiste. Enfin, on s'interrogeait en vain sur la véritable nature du Parti Humaniste. Au cours de la campagne électorale, le *PSOE*, comme le groupe de Carrillo, mirent constamment en avant cette hétérogénéité de *IU* et ce manque d'implantation des alliés du *PCE*. Le *PCE* lui-même reconnut que la présence des partis Carliste et Humaniste avait pesé d'un poids négatif sur l'image de la coalition. Ailleurs, comme en Catalogne, la coalition tourna autour du *PSUC* (le parti des communistes catalans) et d'un groupe nationaliste, l'entrée du *PCC* (correspondant catalan du *PCPE*) ayant échoué.

Les résultats de *IU* aux élections générales du 22 juin furent modestes. Par comparaison au vote communiste des élections de 1982, on montait en nombre de votes et en pourcentage, avec 7 députés (4 du *PCE*, 1 du *PSUC*, 1 du *PCPE* et R.Tamames de la Fédération Progressiste) au lieu des 4 *PCE* de 1982. Ceci dit, on était encore loin du vote communiste de 1979. Par contre, les élections en Andalousie, qui eurent lieu à la même date, furent pour «*IU-Convocatoria por Andalusia*» et son leader Julio Anguita, un succès éclatant. Quoiqu'il en soit, il faut prendre en compte la manière précipitée avec laquelle on avait dû procéder à l'articulation de la coalition, la campagne de disqualification menée par le groupe de Santiago Carrillo et le *PSOE*, outre les erreurs propres (comme la présence des partis Carlisme et Humaniste ou les défauts dans l'organisation de la campagne). Le *PCE* convoqua un CC pour le début juillet. Dans son rapport, Gerardo Iglesias souligna que : «Ce n'étaient pas là les résultats qui devaient consolider définitivement *IU* comme grande force émergente, mais ils représentent, sans aucun doute, la base sur laquelle avancer dans cette voie qui, comme on le voit, ne manque pas de complexité». La résolution approuvée par le CC insistait sur la nécessité de travailler dans la société, dans le cadre de la politique de convergence politique et sociale.

En 1987 il y avait, à la même date, des élections municipales, autonomiques (sauf l'Andalousie, la Catalogne, le Pays Basque et la Galice) et européennes. Pour ces échéances, les coalisés (qui n'étaient plus que cinq après le départ des controversés partis Carlisme et Humaniste) renouvelèrent leur pacte électoral. Dans le document signé à cet effet, sur le point traitant des principes sur lesquels se fondait le nouvel engagement, on répétait la volonté d'intégrer les différentes gauches en un projet commun. A ces élections, dans certaines communautés autonomes, les principaux alliés des communistes étaient des partis nationalistes toujours réticents à s'intégrer dans un projet global; dans certains cas, même, la coalition ne s'appelait plus *IU* (en Catalogne, par exemple, elle s'appelait *Iniciativa per Catalunya*).

### vers un mouvement politique

Les résultats de *IU* à ces élections furent à nouveau qualifiés de modestes par Iglesias dans son rapport au CC de fin juin. Le *PSOE* avait perdu des voix que *IU* n'avait ramassées que de façon minime : elles étaient plutôt allées à l'abstention. Malgré cela, pour tous, la seule référence estatale de la gauche transformatrice, c'était *IU*. En conséquence de quoi l'on réaffirmait la stratégie de «recomposition de la gauche, de récupération pour la gauche transformatrice, au travers d'un projet unitaire et autonome». «Le défi que

nous avons devant nous est celui de construire la convergence politique et sociale de la gauche espagnole... à partir de la réalité actuelle de *IU*, insuffisante mais nécessaire et de valeur». Cela exige que l'on «réorganise et développe *IU*, trop marquée encore par son côté coalition de partis». Il fallait avancer pour qu'elle se structure en tant que «mouvement politique». Dans ce but, trois tâches s'imposaient. «D'abord donner plus de place et un rôle plus important aux groupes et aux individus non inscrits dans des partis politiques» (les indépendants, non dans le sens de personnalités mais bien de militants «représentatifs de mouvements sociaux ou insérés dans des activités associatives, culturelles, etc.»). En deuxième lieu, il fallait reprendre le postulat du XI<sup>ème</sup> Congrès de façon à contribuer à l'organisation des mouvements sociaux, car la mobilisation sociale ne suffit pas; sans elle, «il sera difficile de trouver des bases à la sédimentation de *IU*». En troisième lieu, «fédéraliser *IU*». Sur ce dernier point, on en appelait aux forces nationalistes de gauche, et non pas à y entrer mais à coopérer sur base du principe que *IU* est «la référence de la gauche réelle au niveau espagnol»; ce même appel s'étendait aux Verts, etc... «La gauche - disait-on - doit être synthèse de ces diverses composantes». Le *PCE*, concluait-on, est prêt à faciliter «les formes nécessaires d'adhésion ou de coopération par rapport au projet commun: *IU*». De plus: «tout en maintenant la capacité mobilisatrice, nous devons mettre l'accent sur la capacité programmatique», étant donné que, pour que la gauche réelle progresse, il faut qu'existe une «plus grande crédibilité en tant qu'alternative».

En octobre 1987, le CC du *PCE* approuva les documents à soumettre au XII<sup>ème</sup> Congrès. Dans le «Document Politique», le paragraphe III était consacré aux «alliances *IU*». On y exposait le processus de la naissance de *IU*, les présupposés et les orientations de la politique de convergence, en y répétant les thèses reprises par les documents que nous avons déjà analysés. Les carences de *IU* y étaient également étudiées. Celles-ci, d'après le document, étaient évidentes dans trois domaines: «l'imprécision des définitions et les lacunes de programme»; «les limites dans la représentativité»; et «peut-être le plus grand défaut de *IU* réside-t-il en ceci qu'elle n'a agi qu'en fonction d'échéances électorales et que, par conséquent, elle n'existe que dans les institutions, ce qui, paradoxalement, tend à démontrer une orientation institutionnaliste, exactement ce que nous voulions combattre avec son lancement ou, du moins, compléter grâce à un déploiement social renouvelé». En partie, disait-on, cela était dû à la précipitation avec laquelle elle était née, face aux élections de 1986; mais aussi à l'insuffisante compréhension de ce qu'était le projet ou, ce qui revient au même, des présupposés et des orientations de base de la politique de convergence. Reprenant à son compte ce qui avait été exposé au CC du mois de juin, on se proposait de commen-

cer une nouvelle étape, celle de la «configuration de *IU* en tant que mouvement politique» et, à cette fin, les thèses de juin s'imposaient mais étaient insuffisantes; il fallait une direction plus efficace et représentative, comme il fallait trouver une quelconque formule pour exprimer l'adhésion à *IU* sans passer par l'affiliation aux partis qui la composaient. Il faut signaler que jusqu'à ce moment, dans toutes les élections, *IU* se présentait avec les sigles de tous les partis de la coalition repris en pied de sigle.

Le fait est que l'on reconnaissait une certaine impasse. C'est pourquoi, fin 1987 (le 19 décembre), se tint une réunion estatale de *IU* rassemblant des représentants de toutes les régions, au cours de laquelle on tomba d'accord sur le fait qu'il s'agissait d'aller de l'avant sur la voie indiquée par le CC du *PCE*, en juin, ainsi que dans les documents du XIIème Congrès que nous venons de voir. Dans une autre réunion du CC, celle du 11 janvier 1988, à la veille du XIIème Congrès du *PCE*, Gerardo Iglesias la faisait sienne à nouveau, en soulignant qu'en définitive les insuffisances de *IU* provenaient de la hâte avec laquelle elle s'était formée, en opposition au but premier de la politique de convergence, se limitant aux sommets comme «expression, uniquement, de la rencontre du *PCE* avec de petits partis politiques». Il annonçait, au cours de cette réunion, l'accord de la réunion estatale de *IU* qui était de tenir «une convention ou une assemblée nationale qui devrait aboutir à l'élaboration d'un programme, à la configuration d'un organe fédéral ou confédéral de direction, ainsi qu'à ébaucher un type d'organisation»; cette convention serait l'aboutissement de journées de discussions autour du programme, ouvertes à la participation la plus large, en plus des débats des collectifs de *IU*. Dans le rapport de gestion présenté par Iglesias au XIIème Congrès, qui eut lieu du 19 au 21 février 1988, on revenait de nouveau sur le fait que «*IU* ne correspond(ait) pas encore à l'essence de la politique de convergence».

Le XIIème Congrès du *PCE* approuva toutes ces propositions qui, en définitive, tournaient autour de l'idée de la transformation de *IU* en mouvement politique; ou politique et social comme on disait aussi dans une expression qui indiquait mieux le chemin que l'on voulait tracer, car il ne s'agissait pas de passer d'une *IU* coalition de partis à une *IU* parti. Le concept de mouvement marquait une triple orientation sur le plan du travail, de la composition et de l'organisation (direction comprise): un travail qui ne se limite pas à l'électoral, pas plus qu'à l'institutionnel; une composition qui ne comprenne pas uniquement des partis; une organisation très flexible. Une *IU* à l'identité propre, présente sur l'ensemble du territoire de l'Etat et qui, parallèlement soit capable d'intégrer, sans l'étouffer, une grande pluralité non seulement sur les plans social et politique, mais également sur le plan géographique: un autre grand défi était, en effet, la recherche d'un accord avec les partis nationalistes de

gauche et, en même temps, la prise en compte des différences dans l'expression et dans l'expérience des diverses communautés autonomes. Le XI<sup>l</sup>ème Congrès consacra la relève au secrétariat général du *PCE*, dont Julio Anguita, le leader de *Convocatoria por Andalucía* reprenait les rênes; il était, pour tous, celui qui avait le mieux exprimé les fondements de la politique de convergence. En un premier temps, on proposa au Congrès l'incompatibilité entre les postes de Secrétaire général du *PCE* et celui de Président de *IU*. Finalement, on n'établit aucune incompatibilité et Anguita finit par assumer les deux fonctions, même si, la présidence devenue collégiale, il prit le poste de coordinateur général.

### 1989 : *IU* s'organise

Le nouveau Secrétaire général présenta au *CC*, en mai 1988, un document destiné à être la base de discussion entre le *PCE* et les autres composantes de *IU*, dans toutes les communautés autonomes, et dont la mouture définitive serait soumise à l'approbation finale de la convention prévue. Dans ce document il est dit que *IU* a terminé sa phase «d'instrument électoral répondant à la dérive droitière du *PSOE*» et qu'elle doit commencer à devenir «le noyau, l'embryon du bloc social de progrès». En reprenant à son compte la définition du «mouvement politique et social», le document précise que cela signifie «la conjonction fluide de forces très variées et de milliers de citoyens qui se retrouvent dans la participation active à un objectif commun». Pour ce faire, *IU* déploiera ses forces essentiellement sur deux fronts: «la réalisation de programmes de gouvernement alternatifs et la mobilisation découlant de sa propre élaboration». Le schéma organisationnel prévoyait trois niveaux: assemblée générale, conseil politique fédéral et commission politique fédérale, avec une présidence collégiale; la commission serait l'organe de direction quotidienne de l'activité de *IU*. Finalement, les trois instances de *IU* seraient l'assemblée, le conseil et la présidence.

La première assemblée fédérale se réunit en février 1989. Elle sanctionna les propositions que nous venons de survoler. Cette même année étaient prévues les élections européennes et au Parlement espagnol: *IU* s'y présenta avec son identité propre, sans les sigles des différents partis. A ce moment, *IU* comprenait, au niveau de l'Etat, trois partis: le *PCE*, le *PASOC* et *Izquierda Republicana*, vu que la Fédération Progressiste avait disparu et que l'on avait assisté à l'unification entre *PCE* et *PCPE*; ce à quoi il nous faut ajouter les indépendants. Cette situation est celle de *IU* actuellement. Alors que le résultat des européennes fut modeste (l'abstention grandit), celui qui fut obtenu au parlement espagnol, en automne, marqua une avancée sen-

sible qui fit tripler le groupe parlementaire.

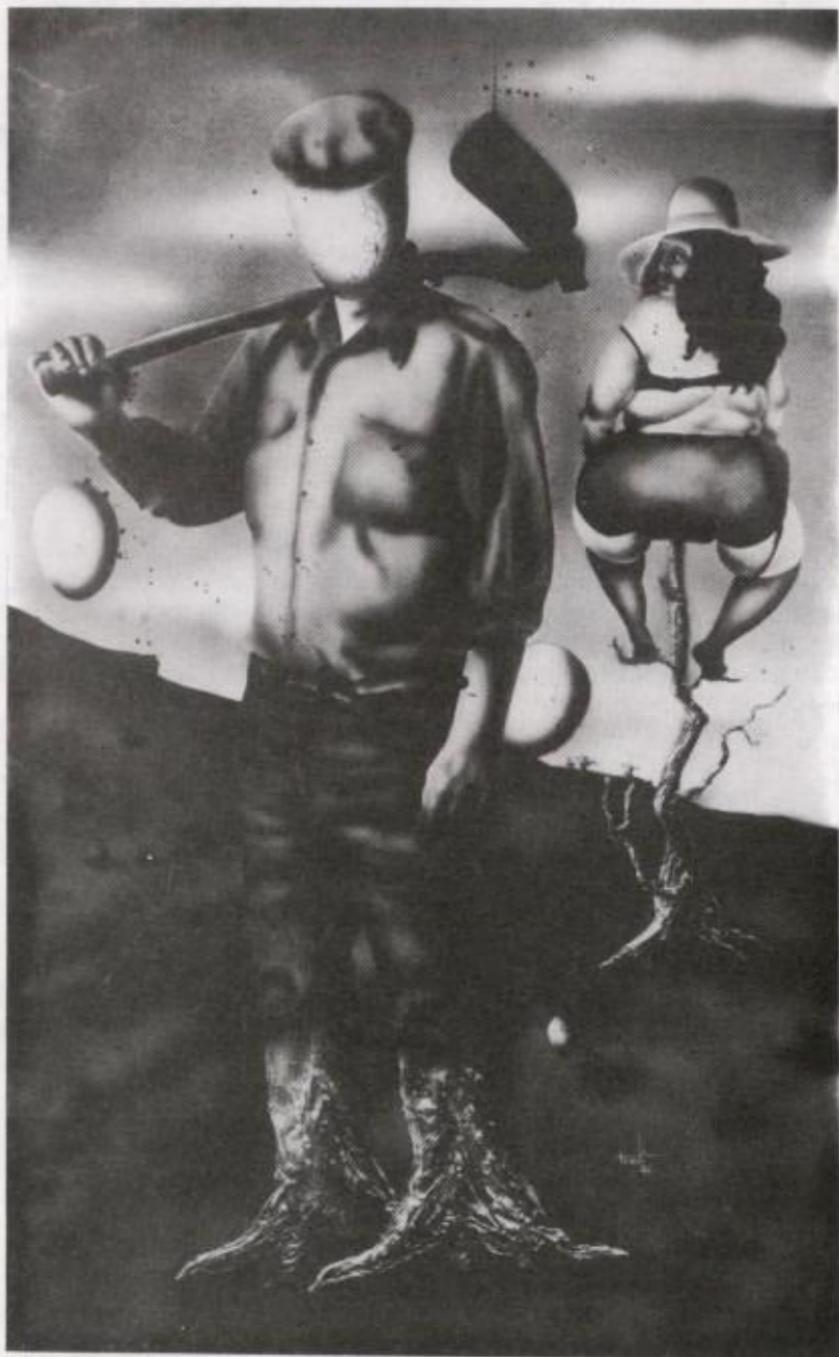
En novembre 1990 eut lieu la 11<sup>ème</sup> Assemblée Fédérale de *IU*. On y débattit trois documents - un rapport politique, une proposition de cadre théorique et une autre d'organisation - qui avaient été approuvés, auparavant, tant au niveau local que régional. Dans la proposition de cadre théorique, on parlait d'une «gauche nouvelle et transformatrice» dont les caractéristiques seraient: «(d')assumer pleinement, consciemment et de manière décidée le caractère utopique et transformateur de la gauche», utopique non comme la description d'une société idéale, mais comme «action dans le sens des idéaux émancipateurs»; l'élargissement à d'autres composantes et d'autres courants; de nouvelles façons de comprendre l'exercice de la politique qui la «désacralisent», la rendant accessible à l'ensemble des citoyens; «l'ancrage de l'activité politique dans la quotidienneté». Les deux axes d'une pratique de gauche devraient être la «plénitude des droits de l'homme», dans un sens ne se limitant pas aux droits des déclarations libérales; et par là, «le respect, la conservation et la régénération de l'éco-système mondial», ce qui suppose un nouvel ordre économique et politique international. Plus loin, on examinait le caractère de *IU* en tant que «force politique, démocratique, de gauche, transformatrice, socialiste, éco-pacifiste, féministe, européenne et solidaire»; européenne de deux manières, par le travail en faveur de l'unité de l'Europe, toute, et par la volonté d'agir conjointement avec d'autres forces de gauche du continent. On la définissait, encore une fois, comme mouvement et dans les termes déjà exposés. Une question se posait cependant: «doit-on entendre l'expression mouvement comme un agir pluriel, continu et permanent ou comme une étape vers la constitution d'une formation politique?» On décida que le moment n'était pas venu d'y répondre, tout en laissant la porte ouverte à ce que l'on appelait «une nouvelle synthèse». Nous reviendrons sur ce point. Le document s'achevait en disant que *IU* devait être une alternative de gouvernement et présenter une alternative au modèle d'Etat et de société. On insistait ainsi sur l'importance du programme et de l'élaboration collective de ce dernier.

## **mouvement ? parti ?**

Pour conclure, nous allons évoquer certaines des questions, touchant à la configuration de *IU*, qui furent débattues lors de cette assemblée et qui continuent à l'être aujourd'hui. D'une part, le poids des partis et des élus dans les divers organes de *IU*. Certains ont affirmé, que si l'on veut dépasser la conception d'une *IU* coalition de partis, il faut y diminuer, plus que cela n'a été le cas jusqu'à présent, la part réservée aux partis et aux mandataires publics, en faveur de représentants élus dans les différentes assemblées.

D'autre part, la nécessité d'avancer davantage et d'envisager la dissolution des partis présents au sein de *IU*. Il s'agit d'un débat central en cette veille de XIII<sup>ème</sup> Congrès du *PCE*. Un secteur de ce parti, pour l'instant minoritaire, défend que la consolidation de *IU* exige que l'on dissolve les partis. Il faut répéter que, du point de vue électoral et institutionnel, seule apparaît *IU*. Si les partis réalisent, aujourd'hui, la presque totalité de leur activité au travers d'elle, quelle fonction leur reste-t-il ? Dans le cas où ils viendraient à disparaître, cela semblerait supposer la transformation de *IU* en parti politique : or, cela ne signifierait-il pas, en dernière instance, altérer l'idée d'une *IU* comme formation d'un type nouveau ? Dans l'un et l'autre cas, l'on défend la pluralité comme composante essentielle de *IU*. Il faut remarquer que dans le débat se trouvent aussi imbriquées des questions touchant à l'orientation du programme. De plus, le problème de l'articulation territoriale se trouve posé, vu que, dans diverses communautés autonomes, on a une vision plus confédérale que fédérale de *IU*, et que les partis nationalistes restent tout aussi réticents à un accord avec *IU*.

Sans entrer dans ces questions, développées ailleurs, disons que sans avoir totalement dépassé son caractère de coalition de partis, *IU* possède, à présent, une identité et une image propres, tout comme elle compte la présence de groupes et d'individus non inscrits à des partis. Enfin, on avance, même si pas suffisamment peut-être, vers la fin de la réduction de l'action à l'action électorale et institutionnelle.



**le 14 décembre :**  
**vers la consolidation des syndicats**  
**dans l'Espagne démocratique**  
**- 1977/1988**

diego gonzalez marin (\*)

Dans la période de la transition et du changement politique, comme on a coutume de les appeler en Espagne, les relations entre les principales forces syndicales espagnoles, *CC.OO* (Confédération Syndicale des Commissions Ouvrières) et *UGT* (Union Générale des Travailleurs), furent marquées du sceau de la concurrence et de la division.

Ces comportements étaient influencés par les conceptions différentes défendues par ces organisations quant à l'activité syndicale, en général et sur des questions plus concrètes, mais aussi, par le poids politique que constituaient en leur sein les militants syndicalistes du *PSOE* pour ce qui est de l'*UGT*, et du *PCE* pour les *CC.OO*.

Après la tentative ratée de consolidation de la *COS* (Coordination des Organisations Syndicales), au cours de la période difficile des réformes démocratiques qui mit fin au franquisme, les relations entre les deux cen-

---

(\*) Diego Gonzalez Marin est un ancien responsable des Commissions Ouvrières d'Almeira et de leur direction andalouse

---

trales syndicales s'étaient engagées dans un processus de détérioration qui va se prolonger tout au long des années des gouvernements de l'*UCD* (Union du Centre Démocratique) et du premier gouvernement *PSOE* 1982/86.

### **stratégies syndicales durant les années post-franquistes 1977/82**

Au cours de ces années dites de la transition, qui va s'achever avec le coup d'Etat manqué du 23 février 1981 et l'arrivée au pouvoir du *PSOE* en octobre 1982, l'objectif premier des principales forces politiques et sociales est de conforter l'Espagne comme Etat démocratique et de droit, de lui donner un régime semblable à ceux qui sont en vigueur en Europe de l'Ouest. Or ces changements doivent s'opérer au milieu d'une forte crise économique, avec un appareil d'Etat sous le contrôle des héritiers du franquisme et avec des forces armées qui ne s'identifient en rien à la nouvelle situation politique.

Face à ces difficultés cumulées, le gouvernement de l'*UCD* propose à l'ensemble des forces politiques ce que l'on a appelé les Pactes de la Moncloa, accords politico-économiques dont l'objectif était, d'une part, de garantir l'élaboration d'une Constitution démocratique pour l'Espagne, et dans le même temps, de contrôler la difficile situation économique dans laquelle le pays s'enlisait. Ces accords furent signés par toutes les forces politiques présentes au sein du Parlement de la Nation, même si les appuis furent fonction des intérêts de chaque force politique et de chaque groupe social. C'est en sens que nous trouvons reproduites, au niveau syndical, les attitudes défendues à propos de ces Pactes par les deux principales forces politiques de la gauche espagnole.

Les *CC.OO.*, suivant en cela la tactique du *PCE*, appuient et défendent la mise en oeuvre des différentes mesures définies par les pactes, alors que l'*UGT* suit la tactique du *PSOE*, qui consiste à ne pas trop s'y identifier, à ne pas se sentir lié par eux, pas plus que d'en assumer les résultats. C'est ainsi que, dans un premier temps, on critique les accords dans leur globalité, avant de passer à une critique du degré de respect de ces derniers par l'*UCD* et le gouvernement de Suarez.

Il est intéressant de rappeler ici la position du patronat espagnol par rapport aux Pactes de la Moncloa : elle était caractérisée par l'hostilité active, plus particulièrement vis-à-vis de certains des compromis qu'ils reprenaient. Qu'il nous suffise de dire que le gouvernement se vit obligé de retirer un projet de loi sur la liberté syndicale à cause de la pression exercée par la direction de

la *CEOE* (confédération espagnole des organisations patronales). Les déclarations de son président, Ferrer Salat, aux Etats-Unis sont célèbres : il recommandait aux investisseurs nord-américains de ne pas investir en Espagne en raison du danger de voir le pays se convertir en un Etat soviétique (Ferrer Salat est le président actuel de la confédération européenne des chefs d'entreprise).

L'effet politique de ces accords épuisé, deux stratégies distinctes vont se consolider au niveau syndical : d'un côté, les *CC.OO* misent sur la politique des accords tripartites, de nature politico-économique, au niveau de l'Etat, accords qui devraient engager aussi bien le gouvernement que les syndicats et les patrons ; et de l'autre, l'*UGT* se prononce pour des accords bilatéraux syndicats-patrons, sur base du respect de l'autonomie des agents sociaux. Le résultat de tout cela est la signature de l'*AMI* (accord-cadre interconfédéral) entre l'*UGT* et le patronat espagnol, dont les *CC.OO* s'écartent pour les considérer de nature par trop exclusivement salariale, même si y était aussi reprise une espèce de déclaration d'intentions sur les droits et les garanties syndicales.

Dans ces stratégies on peut observer parfaitement les influences politiques du *PSOE* comme du *PCE*. Le premier a une attitude d'opposition au gouvernement *UCD*, et n'a donc pas grande envie de donner des victoires à l'adversaire politique : de là l'insistance de l'*UGT* à conclure des accords bipartites (patrons-syndicats). Le *PCE*, quant à lui, essaye de prolonger le genre de politique inaugurée par les Pactes de la Moncloa, qui lui permettaient d'exercer une influence politique plus grande que celle qui lui revenait de par son implantation électorale : de là l'insistance des *CC.OO* à conclure des accords tripartites, gouvernement-syndicats-patrons. A ce moment, comme les faits allaient malheureusement le confirmer par après, le *PCE* considérait que la situation politique en Espagne était assez instable (problèmes économiques, sociaux, des nationalités, constitutionnels) et que, par conséquent, le pays avait besoin, à tous les niveaux, d'une politique basée sur le consensus.

L'échec de cette seconde stratégie conduit, d'un côté, à la détérioration de l'édifice *UCD*, qui glisse progressivement vers la droite pour finir, avec le temps, par se désintégrer en de multiples groupes politiques avant de disparaître, et de l'autre, à la consolidation du projet politique et syndical représenté par le tandem *UGT-PSOE*. Au cours de cette période et suite à l'accord *AMI*, le Parlement adopte un Statut des travailleurs, négocié par les secteurs les plus à droite de l'*UCD* de l'époque (actuellement membres du Parti Populaire) et par le *PSOE*, tandis que le *PCE* s'y oppose. Non seulement l'*AMI* ne permet pas de consolider l'assainissement économique commencé

par les accords de la Moncloa, mais il va, du fait de la mise hors-jeu des *CC.OO*, compliquer et détériorer l'état des relations entre les syndicats.

Cette phase se termine avec la défenestration du secteur le plus centriste et le plus progressiste de l'*UCD*, avec l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN et le coup d'Etat du 23-F, avec le coup de frein au processus d'organisation régionale et autonome de l'Etat espagnol et la terrible défaite de l'*UCD* comme du *PCE* aux élections générales de novembre 1982. La situation politique, sociale et économique atteint des niveaux tels de détérioration que, tout de suite après le coup d'Etat du 23-F, et dans le but de redresser la situation du pays, l'ensemble des forces syndicales et politiques de la nation crurent nécessaire de reprendre la stratégie des *CC.OO* qui voulaient un grand accord tripartite gouvernement-syndicats-patrons; c'est ainsi que l'*ANE* (Accord National pour l'Emploi) fut signé.

### **les syndicats au cours des années de gouvernement *PSOE* 1982/88**

Le cours politique, initié en novembre 82 par la victoire écrasante d'un *PSOE* occupant l'espace politique qui va du centre à la gauche (disparition de l'*UCD* et élimination du *PCE*), enregistre aussi la consolidation du grand parti de la droite espagnole, avec à sa tête Fraga Iribarne. C'est le début des années du «bipartisme» politique, comme on les a appelées en Espagne, bipartisme qui allait se maintenir pratiquement jusqu'aux élections de 1989. Au niveau syndical, la division entre *UGT* et *CC.OO* grandit, à cause surtout de l'appui inconditionnel de la première au parti et au gouvernement *PSOE*.

Cet appui syndical va se maintenir jusqu'aux élections syndicales de 86, au cours desquelles l'*UGT* perd, au bénéfice principalement des *CC.OO* mais également d'autres centrales de nature corporatiste, la représentativité au sein des entreprises et des secteurs productifs les plus importants du pays. Ce à quoi il faut ajouter les initiatives socialement très coûteuses du gouvernement en matière de politique économique (assainissement et rationalisations), l'augmentation du chômage, le non-respect du programme électoral conclu avec l'*UGT* et les changements en politique internationale, surtout pour ce qui est de la position du gouvernement par rapport à la permanence ou pas de l'Espagne dans l'Alliance atlantique. Tout cela entraîne l'*UGT* vers une période d'éloignement vis-à-vis du *PSOE* et de son gouvernement. Ce processus d'éloignement ira s'amplifiant en raison de l'attitude publique méprisante de certains ministres pour les organisations syndicales. La rupture du tandem *PSOE-UGT* devient évidente avec l'approbation par le

Parlement d'une nouvelle loi sur les pensions, rejetée catégoriquement par l'*UGT*, ce qui va obliger d'importants dirigeants de cette organisation à abandonner leurs sièges de député du *PSOE* et, en tout premier lieu, le secrétaire général et le secrétaire d'organisation.

Cette loi fut rejetée activement par les *CC.OO* qui, en solitaire, lancent le premier appel à la Grève Générale de l'Espagne démocratique. Cette action fut suivie de manière importante, surtout dans les grands centres urbains et dans les grandes entreprises. La grève ne reçut pas l'appui de l'*UGT*, qui la considérait disproportionnée au regard des objectifs des revendications; même sans l'appui de cette centrale, la grève servit à démontrer le mécontentement d'une partie importante de la population, et spécialement des travailleurs, par rapport à la politique économique et sociale du gouvernement.

### **la phase du dégel et le début de la coopération syndicale**

Malgré ces divergences sur la tactique à suivre dans l'opposition à la loi sur les pensions, il est certain que, suite à la grève générale et après la réflexion interne sur la défaite de l'*UGT* aux élections sociales de 86, on assiste à la naissance d'un processus de rapprochement entre les directions des *CC.OO* et de l'*UGT*. Ce processus de convergence est fortement aidé par Monsieur le Président du Gouvernement, lequel, encouragé par ses succès électoraux répétés, considère que sa politique économique et sociale est suffisamment avalée par les citoyens, ce qui le pousse à mettre en question la représentativité des syndicats, soulignant leur bas niveau d'affiliation (en vérité l'un des plus bas en Europe de l'Ouest).

Les relations des syndicats avec le gouvernement se détériorent jusqu'à des niveaux irréversibles, d'une grande dureté verbale; le degré de méfiance des syndicats vis-à-vis du gouvernement augmente considérablement. Une situation similaire se met en place dans les relations syndicats/patrons.

La constante de la politique économique du gouvernement, d'abord avec le super-ministre Boyer, ensuite avec M. Solchaga, est une attaque continuelle contre les intérêts des travailleurs en général et de certains secteurs sociaux en particulier.

La phase de redressement économique, lancée par M. Boyer, jette près de un million et demi de travailleurs au chômage et fait monter le chiffre des chômeurs à près de trois millions. Les lois sur l'embauche temporaire mettent l'Espagne au premier plan des pays de la CEE pour ce qui est du nombre de

travailleurs temporaires ou à statut précaire. Sur d'autres plans de la politique économique et sociale, le gouvernement opte pour les positions des chefs d'entreprises et pour une philosophie économique ultra-libérale, et il devient, par le biais des entreprises publiques, le fer de lance de la politique de réduction réelle du pouvoir d'achat des salaires (au cours de cette période, leur part dans le PNB baisse de plus de six pourcents). Il prend aussi des initiatives législatives socialement douteuses, comme la fameuse loi Boyer sur les loyers d'habitation qui catapulte la spéculation immobilière jusqu'à des niveaux inconnus en Europe (le super-ministre de l'économie, Monsieur Boyer, est aujourd'hui cadre supérieur dans l'un des plus importants groupes immobiliers du pays, comme il est un fan acharné des théories de K. Popper).

Ce processus ne se déroule pas sans tensions à l'intérieur de l'équipe socialiste de gouvernement. La preuve en est que Boyer doit sortir sous la pression du secteur le plus populiste du parti, mené par Guerra, lequel s'est vu récemment défenestré à son tour, à cause, entre autres, de ses divergences avec le successeur de Boyer au ministère de l'économie et de ses liens supposés dans un fameux scandale où est impliqué son frère Juan Guerra.

Au cours de cette période, on assiste également à un léger report des voix du *PSOE* vers une nouvelle formation politique que pilote le *PCE*, et dont les origines sont à chercher dans l'organisation andalouse de ce dernier et dans les réflexions et initiatives de ses dirigeants syndicaux. Cette nouvelle formation politique, *IU* (Gauche Unie), formée par le *PCE*, par des socialistes désenchantés du *PSOE*, par des dirigeants syndicalistes des *CC.OO* et certains de l'*UGT*, par des professionnels et des intellectuels de gauche, commence à recevoir une partie du vote socialiste, surtout dans les villes, comme on le constatera au cours des élections successives: européennes, générales de 89, et municipales et autonomiques de 1991. Dans ce processus de consolidation de *IU*, la fin de la crise du *PCE* joue un grand rôle, avec l'élection d'un nouveau secrétaire général, Julio Anguita, en remplacement de Gerardo Iglesias.

### **la politique d'unité d'action**

Les organisations syndicales connaissent aussi des mouvements de fond sur le terrain de l'organisation, surtout au sein de l'*UGT* où le secrétaire général, Nicolas Redondo, doit affronter et freiner les assauts contre la direction du syndicat venant des éléments pro-gouvernementaux (Corcuera, Matilde Fernandez, entre autres) qui, après leur défaite, se verront récompensés par des sièges au Gouvernement ou dans l'Administration. Redondo sort de cette

lutte renforcé, et il consolide sa position comme celle de son équipe dans toutes les structures de l'*UGT*, aussi bien dans les fédérations territoriales que dans les influentes fédérations industrielles. Le *PSOE*, et plus particulièrement le Gouvernement, veulent sa tête parce qu'il a défendu, tant au sein de l'*UGT* que du *PSOE*, un changement de politique.

Pour les *CC.OO.*, c'est à un changement de secrétaire général préparé de longue date auquel on assiste. Le dirigeant historique du mouvement syndical, Marcelino Camacho, laisse la place à un autre, représentant des jeunes syndicalistes entrés dans l'activité politique et syndicale à la fin des années 60 et au début des années 70, Antonio Gutierrez.

L'entente entre les deux dirigeants progresse rapidement, et cela se voit immédiatement reflété dans les actions de base menées par les deux syndicats dans les entreprises et les secteurs. Cette nouvelle situation politico-syndicale commence à soulever des problèmes à l'intérieur du *PSOE*, à susciter crispation et nervosité dans le parti et le gouvernement. Il s'agissait donc de freiner le processus et de donner une bonne leçon aux syndicats, de renforcer la pression, et de briser les reins du seul mouvement de masse capable de faire face à la politique du gouvernement et des secteurs sociaux et politiques sur lesquels elle s'appuyait.

Les provocations à l'encontre des syndicats vont dès lors se multiplier. Cela ira d'une politique de la lune de miel gouvernement-patronat, comme on n'en avait jamais connue dans l'histoire de l'Espagne démocratique (*«L'Espagne est le pays où quelqu'un peut s'enrichir immédiatement»*, Solchaga dixit), à une politique économique que Felipe Gonzalez, Secrétaire général du *PSOE* et Président du Gouvernement, résume en ces quelques phrases: *«en économie, il n'y a pas de politique, il n'y a pas d'options de gauche ou de droite»*; ou *«que le chat soit blanc ou noir n'a aucune importance, ce qui importe c'est qu'il chasse les souris»*, le dernier slogan ramené d'un de ses voyages en Chine. Sous ce parapluie de pragmatisme économique, les scandales financiers font rage (reprivatisation du holding Rumasa, passage de la Banca Catalana au Banco de Bilbao, aides aux entreprises auto-routières, activités des frères Alberto, du groupe koweïti KIO,... la liste est trop longue), on solde au capital étranger d'importants actifs des secteurs industriels et de services (le cas obscur le plus récent concerne la vente de l'entreprise de camions ENASA au groupe FIAT).

Tout ou presque tout est permis dans cette course contre les valeurs défendues historiquement par les organisations de gauche, contre le propre programme du *PSOE* qui les reprenait à son compte; on en appelle au sens de

---

«la modernité», de « la compétitivité», de «la réussite professionnelle», comme à la défense à outrance de l'économie de marché et du capitalisme en tant que principe et fin de toute politique économique.

Dans le même temps, les syndicats sont ridiculisés dans les media publics et privés; attaqués, on les présente comme des organisations «réactionnaires», opposées au progrès. Il suffit de regarder les analyses de presse pour s'apercevoir que les attaques les plus virulentes proviennent des dirigeants du *PSOE* et des membres du gouvernement. Ainsi, on dit qu'«il faut considérer les syndicats comme tout collègue professionnel», phrase qui, pour ceux qui en connaissent l'origine fasciste et le caractère purement corporatiste, est reçue comme une insulte à l'histoire passée et récente des syndicats, à la lutte pour la liberté, pour la démocratie et les droits des travailleurs espagnols.

On ne lésina pas sur les moyens, on manoeuvra y compris à l'intérieur même des partis, de la droite et de la gauche, dans le but de créer une espèce de front anti-syndical, et l'on manipula de manière éhontée l'opinion publique, en assurant que les syndicats ne sont pas nécessaires aux travailleurs, qu'on a l'appui électoral de la majorité de la population, que les syndicats ne sont pas représentatifs, que ce sont des organisations avec peu d'affiliés, qu'ils ne défendent que les travailleurs actifs, pas les chômeurs, etc., etc.. Il s'agissait de resserrer encore davantage l'écrou de l'option ultra-libérale et anti-syndicale.

### **le détonateur du 14-D**

L'occasion se présenta avec une nouvelle loi de précarisation des contrats de travail. Ce projet prétendait, selon le gouvernement, faciliter l'accès des jeunes au monde du travail. Dès le début, les syndicats comprirent les véritables objectifs dudit projet de loi, à savoir, d'une part remplacer de la main-d'oeuvre fixe et des emplois fixes par une main-d'oeuvre jeune et bon marché avec des emplois précaires ou temporaires et, d'autre part, du fait de ces changements dans les relations du travail, affaiblir encore un peu plus les syndicats.

Ce n'est en effet pas un mystère que le niveau d'affiliation dans les entreprises est inversement proportionnel au niveau de précarité des travailleurs qui les composent : plus grande est la précarité, plus bas est le niveau d'affiliation syndicale; plus est faible l'affiliation syndicale, moindre est la capacité de revendication; plus la capacité de revendication est faible, plus élevés sont

les bénéfiques pour les patrons. La formule marche à tous les coups pour les patrons, pour simple qu'elle puisse paraître.

Mais, comble des combles, le gouvernement allait subventionner avec les deniers de l'Etat les contrats des jeunes repris dans le projet de loi. Conclusion: «quelle aubaine pour le patronat». Ce dernier se frottait les mains de plaisir lorsque la loi fut reçue avec enthousiasme par le Parlement, aussi bien par les députés de la majorité *PSOE* que par ceux du *PP* (normal): seuls les députés de *IU*, et certains de la gauche nationaliste (pas tous), la rejetèrent.

Cette initiative constituait une attaque en règle sur la ligne de flotaison du mouvement syndical espagnol. La réaction des syndicats fut à la mesure : pas un pas de plus en arrière; la volonté de remplacer la politique syndicale défensive par une politique offensive face au gouvernement et aux patrons se consolidait au sein des organisations syndicales, l'unité d'action à la base était quotidiennement à l'ordre du jour; il s'agissait donc de consolider cette politique et ces attitudes offensives. Pas un sacrifice de plus sur l'autel de «l'économie générale du pays»; le moment était venu de donner une réponse syndicale à l'ensemble des contentieux accumulés, à toutes les promesses non tenues, de répondre à la toute-puissance arrogante du gouvernement et des patrons; il fallait, finalement, sauver du bûcher le seul instrument dont dispose le travailleur dans la défense de ses intérêts, et démontrer au pays, à toute la société, que les syndicats sont des éléments indispensables à une société qui aspire à être démocratique. Il fallait ne point laisser de doute sur le fait que les syndicats, en défendant leurs affiliés, ne font qu'exercer le droit démocratique à la défense de leurs intérêts légitimes, de travailleurs et sociaux, et que l'exercice de ce droit non seulement ne met pas en question le système démocratique, mais en est plutôt consubstantiel, de manière telle que, à l'utiliser de façon responsable, on renforce la crédibilité démocratique de l'Etat et de la société dans son ensemble.

### **la préparation du 14-D**

La Grève Générale du 14 décembre 1988 ne peut être considérée comme un acte isolé, se déroulant sur une journée seulement. Cette action qui possède, effectivement, son expression dernière dans la grève générale du 14 décembre, il faut la voir comme le point d'orgue d'un mouvement de mobilisation et d'action syndicales.

Si l'on tient compte du fait qu'il s'agissait de la première convocation à une action d'une telle envergure (exception faite de la grève générale décrétée par les *CC.OO* contre la loi sur les pensions), à laquelle vinrent se joindre, ci et là, d'autres organisations syndicales minoritaires, cette action planifiée, jusque dans ses moindres détails par l'*UGT* et les *CC.OO*, ne pouvait pas être un échec.

A sa préparation furent associés, de manière systématique, tous les cadres et un grand nombre des affiliés des deux centrales syndicales. L'action fut précédée par une mobilisation intense, où les assemblées sur les lieux de travail jouèrent un rôle prépondérant, comme les assemblées de délégués à tous les niveaux : de branche, locales, provinciales, régionales. Des tables rondes furent organisées, des débats. Tout un travail d'explication et de conscientisation, en somme, tel qu'il ne s'en était jamais produit en Espagne depuis de nombreuses années. Le tout accompagné de la présence directe des plus hauts dirigeants syndicaux qui couvrirent toute la géographie du pays.

Ce travail de préparation minutieux garantit non seulement la réussite de l'entreprise, mais il renforça aussi des éléments importants du point de vue syndical: (a) il conforta, en partant de la base, les relations de confiance entre les deux organisations; et (b), il augmenta le niveau de crédibilité des syndicats devant l'opinion publique en général et les travailleurs en particulier. Le nombre des actions de pression convoquées de concert par les deux centrales fut extrêmement élevé et la participation des travailleurs y fut très importante.

A part la mobilisation interne des syndicats, de leurs cadres et de leurs affiliés, et la participation directe de centaines de milliers de travailleurs dans les actions préparatoires au 14-D, les syndicats et leurs dirigeants mirent particulièrement l'accent sur le travail en direction d'autres secteurs sociaux, non directement convoqués à la grève. L'objectif poursuivi était de mettre la raison de son côté devant l'opinion publique, de mieux défendre les positions syndicales face à l'ensemble de la société espagnole, d'éviter des attitudes de rejet ou de confrontation par rapport à ces mêmes secteurs sociaux et, par là, de gagner leur solidarité. Dans ce sens, on intensifia les contacts avec le monde académique et intellectuel, avec les étudiants, les mouvements de quartier, les moyens de communication, etc.. En définitive, on mit en route, dans les journées qui précédèrent le 14-D, tout un travail d'information en direction de la société espagnole. La Grève Générale touchait directement ou indirectement l'ensemble de la population qui, de ce fait, avait le droit d'être informée de la portée et des objectifs poursuivis par les syndicats qui, eux,

avaient l'obligation d'informer de tout cela. L'objectif fut plus qu'atteint.

### **réactions au 14-D**

Une fois l'action convoquée et la date fixée, les réactions ne se firent pas attendre. Comme il ne pouvait en être autrement, il y en eut pour tous les goûts: favorables, défavorables, optimistes, pessimistes, pleines d'espoir, catastrophistes, sensées, démagogiques, il y en eut pour tout le monde.

Nous pourrions classer ces réactions selon leur origine et selon leur contenu. Pour ce qui est de l'origine, on peut affirmer que l'ensemble du corps politique et social espagnol prit position sur le sujet.

Ces prises de position, favorables ou contraires, ne furent jamais neutres. Nous pourrions faire la liste des réactions négatives, politiquement situées dans l'espace occupé par le *PSOE* en tant qu'organisation et toute sa droite. Ainsi, sauf d'honorables exceptions, dans les rangs des membres du courant *IS* (Gauche Socialiste) qui se prononcèrent publiquement pour la grève, la grande majorité du *PSOE* s'opposa viscéralement à l'appel à la grève générale lancé par l'*UGT* et les *CC.OO.*, attitude à laquelle s'unirent l'ensemble des partis de la droite régionale et nationaliste, de même que le *PP*, représentant la droite estatale. Les seules forces politiques qui appuyèrent sans réserves les syndicats furent la coalition *Izquierda Unida* et, au niveau régional, quelques partis de la gauche régionale et nationaliste.

Les partis politiques opposés à la grève générale, qui comptaient une représentation largement majoritaire au Parlement (90%), convoquèrent pour la même date une séance plénière qui devait condamner l'action syndicale. Il est inutile de dire combien cela fut triste de voir comment, alors que la presque totalité du pays appuyait la grève générale, la majorité des représentants du peuple se manifestaient en sens contraire.

Pour ce qui est des organisations sociales, nous pouvons affirmer que, la *CEOE* patronale mise à part, la majorité des organisations et mouvements sociaux appuyèrent la grève générale (agriculteurs, PME, étudiants, professionnels, artistes, écologistes, pacifistes, mouvements de quartiers, etc.) et y portèrent leurs propres revendications. Cela représenta donc un grand mouvement de solidarité avec les travailleurs et leurs organisations syndicales: le rejet de la gestion gouvernementale, appuyé, suivi et organisé par l'immense majorité de la population espagnole.

Il ne pouvait en être autrement. Non seulement les syndicats attaquaient la politique économique et sociale du gouvernement, toute entière tournée vers

la défense des intérêts des grands groupes industriels, mais le 14-D représenta également une espèce de catalyseur des revendications des divers mouvements et organisations sociaux. Il finit par se transformer en une énorme mise en garde, de la part de l'ensemble de la population, à l'encontre du gouvernement et des différentes forces politiques à qui il signifiait que, si tous les x ans les citoyens votent et offrent leur confiance à tel ou tel parti, ce vote n'est pas un chèque en blanc et que, donc, ces mêmes citoyens peuvent mettre en marche des actions globales dans le but de corriger, d'inverser une politique ou de lutter pour la défense d'intérêts légitimes non pris en compte. En d'autres termes, le 14-D rappela à «certains politiciens» que la démocratie s'exerce aussi par le biais des droits de manifestation et de grève; droits qui peuvent s'exercer et qui s'exercent, dans le cadre de la légalité constitutionnelle, de façon ferme, énergique et responsable.

Le *PSOE* et la droite espagnole essayèrent d'empêcher l'exercice de tels droits et, dans ce but, ils utilisèrent tous les moyens. On essaya même de faire peur à la population en lui rappelant les grèves générales révolutionnaires de 1917 et 1934. On dessina et on diffusa un tableau catastrophique pour le cas où la grève générale serait menée à bien; on proféra des insultes, on calomnia les dirigeants syndicaux; on tenta d'intimider les représentants des travailleurs dans les entreprises, comme on menaça les membres du *PSOE* qui participeraient au mouvement. Les attaques furent très dures et les moyens employés pour la désinformation extrêmement importants.

Curieusement, du côté syndical, on pouvait constater comment, plus les attaques fusaient contre la grève générale, plus le taux de sympathie et d'appui de la population augmentait: il y eut une espèce de réaction naturelle, d'effet boomerang que personne ne prévoyait, une espèce de ressort actionné d'un seul coup et qui, à 0 heures, 0 minutes et 0 secondes le 14 décembre, paralysa tout le pays. A cet instant, tout le monde comprit, et le gouvernement en premier lieu, que la Grève Générale serait un succès.

### **conséquences du 14-D**

Elles furent immédiates. Le même jour, le gouvernement faisait son auto-critique, de la bouche de Felipe Gonzalez en personne. Ceci dit, il n'a toujours pas fait amende honorable et l'on attend encore un changement de sa politique économique et sociale. Les partis de la droite fermèrent leur grand clapet et commencèrent de nouer une ébauche de dialogue avec les syndicats. L'ensemble du monde politique se mit à reconnaître la justesse des revendications et le bien-fondé des actions lancées par les organisations syndicales.



Le gouvernement se vit forcé de jeter des ponts et de commencer le dialogue; ainsi, il retira son projet de loi sur le travail des jeunes et convoqua toute une série de rencontres dans le but de négocier, de manière immédiate, les revendications syndicales (couverture de l'allocation de chômage, révision des pensions, salaires dans la fonction publique, dette sociale, etc.). Indépendamment du succès plus ou moins grand de ces négociations, il était important qu'elles aient lieu et que, à dater de ce jour, le gouvernement réfléchisse à deux fois avant de prendre des mesures de type économique ou social sans auparavant les avoir communiquées, pour négociation, aux organisations syndicales.

A dater du 14-D, tous les partis représentés au Parlement ont pris la bonne habitude d'informer les syndicats, et même de les consulter sur toutes les initiatives (qui sont peu nombreuses) en matière de politique sociale.

La négociation des conventions collectives, tant dans le secteur public que privé, se vit fortement favorisée, et c'est ainsi que l'on arriva à des améliorations salariales qui dépassaient le niveau de l'indice des prix, et donc à un accroissement du pouvoir d'achat des travailleurs.

L'image, le rôle et la place des syndicats en Espagne en sont sortis renforcés, plus particulièrement pour les *CC.OO* et l'*UGT*, qui ont fait un tabac aux dernières élections sociales en récoltant plus de 80% des délégués d'entreprise (l'*UGT* devançant les *CC.OO* d'une courte tête). Les petites centrales ont presque disparu et, pour la première fois, ces élections ont atteint les petites et les moyennes entreprises qui, traditionnellement, restaient en marge de ces processus électoraux.

De plus, le degré d'indépendance de ces deux centrales, par rapport aux partis qui influencèrent leurs stratégies (*PSOE*, *PCE*), s'est considérablement accru.

Mais, à mon avis, la principale victoire est l'accroissement de la coopération, de la confiance et de l'unité d'action entre les deux centrales syndicales qui ne s'est pas vu affecté par le récent processus électoral, malgré les tensions inévitables qui lui sont inhérentes.

Comme fruits de ce double mouvement d'indépendance et d'unité d'action syndicales, nous citerons, parmi d'autres, la mise en place de la *PSP* (Plateforme Syndicale Prioritaire), l'abandon du veto de l'*UGT* à l'entrée des *CC.OO* au sein de la *CES* (Confédération Européenne des Syndicats). Il y aura d'autres pas en avant, d'autres victoires et de nouvelles conséquences

---

positives du 14-D pour les travailleurs, surtout si sont maintenus, dans les deux organisations, le même climat d'écoute mutuelle, le même niveau de responsabilité et de lutte pour la défense des travailleurs que ceux démontrés déjà par l'*UGT* et les *CC.OO.*



## la double fédération européenne

rafael ribo

*Le fédéralisme était déjà un enjeu pour la 11ème République espagnole. La première reconnaissance des autonomies - Catalogne, Euskadi, Galice, Andalousie - fut un moment décisif du post-franquisme, et une clé de la Constitution de 1978. Celle-ci reconnut en outre les régions, qui furent mises en place en un deuxième temps.*

*Depuis lors, les indépendances encouragées à l'Est ont donné de l'idée à l'Ouest, et notamment en Espagne. Le texte ci-après <sup>(\*)</sup> éclaire l'approche de fond d'un acteur catalan, Rafael RIBO, président de IC-Iniciativa per Catalunya. Mais les événements s'accélérent, notamment depuis cet été avec les reconnaissances des pays baltes et la guerre entre républiques yougoslaves, il aurait fallu le ré-écrire chaque semaine. D'accord avec l'auteur, nous avons préféré la formule d'un post-scriptum des CM tiré d'une conférence donnée le 9 septembre dernier, et publiée par Iniciativa i Treball d'octobre, de façon à rendre la dynamique des analyses.*

---

(\*) Son contenu a été défendu lors de diverses conférences sur la réforme de l'Etat espagnol et sur l'union européenne depuis décembre 1990, moment où le Parlement de Catalogne a voté le droit à l'autodétermination. Les sous-titres sont des C.M.

---

L'histoire de ces derniers siècles démontre les contradictions aussi bien que les impuissances d'une constante volonté centralisatrice. Ainsi l'Espagne est une, quels qu'aient été les différents régimes et pour l'ensemble des forces politiques et idéologiques. Le gouvernement sera pour qui saura interpréter le bagage historique de l'espagnolisme au départ de positions centristes. Des alliances diverses seront nouées avec les bourgeoisies périphériques - principalement basques et catalanes, quoique dans une moindre mesure pour ces dernières - dans le but d'assurer la gouvernabilité.

Par contre, la Constitution de 1978 a indiqué, pour la première fois en des termes encore d'actualité, une solution démocratique à l'espagnolisme, même si la logique du consensus devait la galvauder quelque peu. C'est de ce texte constitutionnel que peuvent poindre des interprétations, des lectures, allant dans le sens de solutions autonomistes et progressistes. Cependant, une lecture purement administrative de l'autonomie est aussi possible, à savoir celle du maquillage de l'Etat centraliste. La résultante de gouvernement oscillera entre ces deux tendances, avec une prédilection évidente pour la deuxième.

Quoi qu'il en soit, le chemin parcouru représente un grand progrès par rapport à la situation antérieure. Cela étant vrai surtout pour les régions et pour ce qui est de la décentralisation du pouvoir de décision.

Les incohérences les plus marquées proviennent des réticences à démanteler les structures centralistes au bénéfice des autonomies, de l'usage abusif des bases législatives, des transferts contrôlés, ainsi que des erreurs découlant d'une mauvaise interprétation du consensus sur le financement. La reconnaissance plus ou moins grande des nationalités devient ainsi une question essentielle qui va constamment tourner autour de cette problématique.

Tous ces points se sont compliqués à dater de l'entrée de l'Espagne dans la CEE et au fur et à mesure que l'on avance vers l'unité européenne, quelle que soit la lenteur du processus. Nous nous trouvons confrontés aux méandres de l'adhésion espagnole, toute fraîche, et à la possible modification des traités. Nous ne pouvons oublier que la CEE est constituée d'Etats et que, jusqu'à présent, elle a presque ignoré, du point de vue institutionnel, toute dimension sub-estatale, même si à présent, en son sein, des besoins se font ressentir dans ce sens, comme surgissent, de l'extérieur, des demandes nouvelles au départ de l'effondrement des régimes de l'Est et de l'accroissement probable des aspirations nationalistes.

## **l'état-nation pris en tenaille**

Il est nécessaire, à ce stade, d'ouvrir deux parenthèses liées aux concepts : (1°) à propos des différents niveaux d'utilisation de l'auto-gouvernement; (2°) à propos de l'obsolescence croissante de la conception Etat-Nation face aux demandes d'auto-gouvernement.

**L'auto-gouvernement**, et sa formulation concrète via les autonomies, peuvent être utilisés pour faire face à trois niveaux d'aspirations. Dans l'ordre croissant d'importance conceptuelle, nous avons d'abord le besoin de décentraliser le pouvoir pour des raisons d'efficacité et de rationalité administratives. C'est ce niveau qui a été le plus développé sur base de la Constitution de 1978, même si, parfois, on ne l'utilise pas sans arrière-pensées, pour provoquer des dysfonctionnements. Deuxièmement, il s'agit de satisfaire un besoin démocratique par l'entremise de l'auto-gouvernement, c'est-à-dire de rapprocher les citoyens des décisions et de leur contrôle, par le canal des représentants élus. Cette acception de l'auto-gouvernement, s'il est vrai qu'on en usa à profusion dans les années de la transition démocratique (pour ajouter un contenu démocratique plus grand à la lutte contre les restes de la dictature), est presque oubliée actuellement. Enfin, troisième niveau d'aspirations : la reconnaissance de la personnalité collective, d'une conscience nationale, des nationalités, souvent sur base de facteurs différentiels tels que la langue. Ces aspirations ont des racines historiques et peuvent être l'objet de mystifications dans l'un ou l'autre sens.

Il est clair que toutes les communautés n'aspirent pas à mettre leur demande d'auto-gouvernement sur les trois plans, ni avec une force égale pour chacun d'eux. Le grand point positif d'une politique autonome résiderait dans le respect des diverses options et dans l'adaptation progressive du processus aux demandes formulées.

**L'Etat-Nation**, formule universelle d'organisation du pouvoir politique, paraît ne pas pouvoir canaliser, loin s'en faut, tous les nouveaux problèmes qui se font jour. Les problèmes qui surgissent autour des compétences jusqu'ici réservées à l'Etat - défense, monnaie, relations extérieures, etc. - sont, progressivement, en train de se poser au sein d'unités supérieures (OTAN, UEO, CEE, ONU, etc.), et les macro-décisions socio-économiques - environnement, taux d'intérêt, politiques industrielles, etc. - requièrent la co-responsabilité au niveau international. D'un autre côté, ce qui touche aux personnes, spécialement les matières concernant l'accroissement de la qualité de la vie (santé, enseignement, culture, etc.), nécessite un cadre plus restreint, sur

une échelle plus réduite, plus proche des citoyens, que ce soient les auto-gouvernements des unités sub-estatales ou les pouvoirs locaux comme les municipalités.

La demande d'auto-gouvernement tend ainsi à une reconnaissance institutionnelle croissante, mais elle vise aussi, aspect trop souvent oublié, l'organisation et le fonctionnement des forces politiques et sociales.

### **un double transfert de compétences**

Dans un tel contexte, comment faire face, simultanément, au développement constitutionnel en Espagne et au processus d'intégration de et dans l'Europe?

Pour ce qui est de l'Espagne, nous avons formulé la proposition d'un accord sur l'auto-gouvernement. Et nous laissons de côté la littérature à bon marché sur le fédéralisme comme masque des insuffisances actuelles de la politique autonome : de quel fédéralisme parle-t-on si l'on refuse d'aborder, non plus une réforme institutionnelle, mais l'application même de techniques fédéralisantes en matière de sécurité, de financement, de coopération institutionnelle, etc. ?

Cet accord prévoit, dans un premier temps et sans qu'il ne soit nécessaire de revoir aucune loi fondamentale, des améliorations politico-administratives telles que la suppression des chevauchements d'administrations, une autre répartition des financements (50/25/25 - pour Etat/Autonomies/communes, ndt), la rationalité pour les thèmes touchant à la sécurité, etc.. En un deuxième temps, on pourrait transférer des compétences via l'article 150 de la Constitution, principalement en matière socio-économique. Enfin, ultérieurement, les possibilités des phases antérieures épuisées, on devrait s'atteler à la réforme de la Constitution de 1978 pour les articles (Sénat, pouvoirs, etc.) permettant la mise en place d'un Etat fédéral.

Je veux souligner que, pour les communautés visées par l'article 143, (les «historiques» : Catalogne, Euskadi, Galice, Andalousie ndt.), tout cela doit être précédé de la réforme de leurs statuts d'autonomie, dans la profondeur et la responsabilité que chacune d'entre elles assume.

Je crois cependant que, dans une vision globale, le noeud de la question réside dans le contenu à donner à ce possible Etat fédéral. Le point crucial étant le pacte, entendu comme base d'avancée essentielle, à établir au

---

départ d'une des nationalités appelées historiques, avec la volonté d'achever une nouvelle structure estatale. Le pacte fédéral devrait se trouver présent dans l'ensemble des institutions importantes de l'Etat. Je veux parler, en tout premier lieu, du Parlement, dont l'une des Chambres devrait devenir dépositaire du pacte fédéral, avec des pouvoirs lui permettant, pour des problèmes touchant les parties, d'obliger celles-ci au consensus. Il va sans dire que le Sénat devrait ainsi être élu sur des bases fédérales et disposer de larges pouvoirs, dans le cadre d'une autre distribution des compétences entre l'Etat et les unités sub-estatales. De la même manière, la composition du gouvernement, comme celle d'autres institutions importantes, telles le Tribunal constitutionnel, pourraient être le reflet dudit pacte.

Le consensus obligé découlant du pacte fédéral pourrait aider à dépasser les difficultés, comme les méfiances, qui proviennent du problème apparemment insoluble de savoir quelles sont les unités fédéralisables, leur hiérarchie (non explicitée dans le prescrit de l'article 2 de la Constitution de 78 qui parle de régions et de nationalités), et quelle est la fédération possible, ensuite, entre les diverses parties concluant le pacte (Euskal-Herria, Paisos Catalans). Cependant le consensus, quant à lui, serait beaucoup plus viable et beaucoup plus acceptable s'il se trouvait uni à la coopération et à «l'horizontalité» du pouvoir.

L'horizontalité, entendue comme la relation et la coopération directes et permanentes entre les parties, contribuerait à dépasser les vices de la pyramide centraliste du pouvoir. Chaque unité, ou sujet concluant le pacte, se trouverait plus impliquée dans les objectifs communs, librement consentis, sur base de la co-responsabilité vis-à-vis des autres unités. Et il en serait ainsi pour des raisons historiques, mais également à cause des exigences de la participation au processus de construction européenne.

L'histoire nous démontre (et je parle, principalement, de la Catalogne), qu'il existe une volonté répétée, sous les formes légales les plus diverses, d'arriver à des pactes entre parties égales, à laquelle on n'a, presque toujours, donné qu'une réponse purement administrative. Cela étant, la volonté de la majorité, qui se prononce pour un pacte, transperce et réapparaît tout au long de l'histoire.

Pour ce qui est de l'Europe, il n'est pas inutile de partir de deux situations de déséquilibre dans le partage des pouvoirs : l'espagnole, en soi, et l'européenne.

Jusqu'à présent, l'adhésion de l'Espagne à la CEE s'est assimilée, sur le plan

institutionnel, à l'adhésion de l'Etat-appareil central. On a oublié que ce qui a adhéré à la CEE, c'est une architecture - celle de l'Etat des autonomies, telle que fixée par la Constitution de 78- plurielle et possédant des centres variés de création et d'application de normes. On attend l'institutionnalisation de formes ascendantes et descendantes de participation européenne. En résumé, il s'agit de véhiculer, des autonomies vers la CEE, les aspirations, les informations, les programmes, etc., et de la CEE vers les autonomies, les directives. Une formule comme celle de «l'observateur» allemand pourrait servir de point de référence à une solution adaptée à la diversité de la distribution des compétences.

Dans le cadre communautaire, tous les Etats, à des degrés divers, refusent l'incontournable mouvement de transfert des compétences. Au départ du thème qui nous préoccupe, nous devrions poser un double mouvement de transfert, combler un double déficit démocratique, progresser dans une double volonté fédéralisante.

Il semblerait que la voie la plus logique de la construction européenne doive passer par un transfert échelonné des pouvoirs des Etats vers les institutions communautaires.

Il est vrai que les institutions communautaires accusent aujourd'hui ce que l'on a appelé un déficit démocratique, principalement le Parlement européen, et la Commission sur un autre plan, au regard des pouvoirs détenus par le Conseil. C'est un problème fondamental qu'il s'agit de résoudre si l'on aspire vraiment à une authentique union politique.

Mais le transfert de pouvoirs vers les unités sub-estatales est tout aussi urgent. Le déficit est ici encore plus grand, puisque les traités d'unification, jusqu'à présent, ne prennent même pas en compte - ni ne nomment - la réalité «régionale». Les architectures des Etats membres, quant à elles, prévoient des solutions très différentes (lorsqu'elles en prévoient), tant pour la distribution que pour la structure territoriale du pouvoir.

Déjà au cours des débats sur l'unification, on a mis en avant des mesures telles que la possible création d'un Conseil Consultatif des Régions, la possibilité d'exposer ses plaintes à la Cour de Justice européenne et même, dans un horizon lointain, la création d'une chambre parlementaire propre.

De manière cohérente avec les arguments qui ont précédé, j'avancerais qu'au niveau européen aussi, lorsque l'on parle d'unités sub-estatales, il faut séparer nationalités et régions. En d'autres termes, dans le calendrier du pro-

cessus d'union, il s'agirait de reprendre d'abord la reconnaissance linguistique, culturelle et politique de celles des unités qui possèdent des éléments historiques différentiels. Elles seraient, à l'exemple de l'Italie ou poursuivant la lecture autonomiste de la Constitution espagnole de 78, des autonomies européennes spéciales.

### **la gauche à l'initiative des fédéralismes**

La fédéralisation de la CEE, le problème de ses frontières ou celui de son extension au continent mis à part, est une revendication progressiste, tant pour ce qui est de la forme que du contenu. Les forces politiques qui, à gauche, se débattent aujourd'hui, dans la pluralité, autour d'un projet transformateur, devraient conquérir l'hégémonie dans ce mouvement. Il serait possible, alors, de canaliser les aspirations légitimes à la reconnaissance de la personnalité collective; de propulser les énergies de la gauche par des propositions alternatives; de poser les bases de solutions plus démocratiques à un problème aussi complexe; de revoir le discours du pouvoir et du contrôle le plus efficace sur les concentrations économique-financières qui dessinent, aujourd'hui, une autre Europe. Tout particulièrement, on atteindrait à une vision globale sur base du respect et de la richesse de la spécificité.

Au sein de la construction européenne, la reconnaissance de la globalité reposant sur la spécificité permettrait aussi une meilleure compréhension de processus ultérieurs d'adhésion, comme elle permettrait une prise de distance par rapport aux conceptions euro-centristes ou au danger de racisme envers les immigrés d'autres continents, lesquels devraient pouvoir jouir également de leurs droits dans la future Europe.

Comme je l'ai déjà dit plus haut, tout cela requiert de plus un schéma semblable de l'organisation et de l'articulation des forces politiques, à l'intérieur des Etats comme à l'échelle européenne. Un projet politique de gauche devrait, de manière cohérente, être auto-gouverné et, simultanément, co-responsable vis-à-vis des niveaux d'action supérieurs. Un premier pas dans ce sens pourrait venir de la coordination, dans le respect mutuel.

---

#### ***post-scriptum CM***

*L'indépendance de la Catalogne, entre autres, est-elle à l'ordre du jour en automne 1991 ? En Espagne, le débat a été relancé avec force par les événements de l'Est : pourquoi «oui» aux pays baltes, et «non» aux six millions*

de Catalans, par exemple ?

*Rappelant les positions de fond développées ci-dessus, Ribo insiste aujourd'hui sur la nécessité de refuser l'escalade verbale - on a parlé en Catalogne, d'un risque de guerre civile! - et de faire prévaloir rationalité et réalisme, de mettre en oeuvre et formuler des propositions concrètes. C'est l'occasion d'une critique des blocages et des retards de développement du régime autonome, par laquelle Ribo renvoie dos-à-dos le PSOE, le gouvernement central, et la droite catalane (Pujol) au pouvoir à Barcelone.*

*L'option reste donc d'exploiter d'abord toutes les potentialités de la Constitution de 78. Mais l'actualité bouscule le «puzzle européen» - réputé «intouchable», selon une formule de Felipe Gonzalez - et quelques certitudes, et appelle quelques mises au point. Ribo en propose d'abord trois.*

*Il s'agit en premier lieu d'une prise de distance avec «l'indépendance comme issue non solidaire», équivalent collectif des options individualistes, qui sont dans «un rapport négatif à l'émancipation sociale» : Ribo vise assez clairement les républiques ou régions riches, pressées de larguer leur Est ou leur Sud pour rallier la CEE.*

*En deuxième lieu, et se référant aux principes d'auto-détermination des peuples, Ribo dénonce l'hypocrisie qui fait soutenir ici ce qu'on refuse ailleurs : en Palestine, au Sahara, au Kurdistan.*

*Enfin, il s'agit de refuser la tentation xénophobe, qui, présente aussi en Catalogne, déforce l'autonomie.*

*Pour Ribo, «le dilemme principal n'est pas entre l'indépendantisme et le régionalisme, il est de savoir comment approfondir la souveraineté, comment faire en sorte que la Catalogne ait plus de pouvoirs politiques et des moyens économiques suffisants : le concept central est celui d'une Catalogne «souveraine et solidaire», dans un cadre européen, et plus précisément dans une Europe sociale. Réitérant ses propositions de pactes, espagnol et européen, Ribo redit en conclusion son refus de la confrontation, des faux dilemmes à propos de l'indépendance, et d'une approche non solidaire des problèmes sociaux et économiques, qui concernent aussi la Catalogne, la reconversion de son tissu industriel,...*

*A propos, les lecteurs des CM se souviennent-ils que la Wallonie est aujourd'hui «classée économiquement» avec quelques «lointaines» régions d'Europe,...dont la Catalogne. Relire Ribo, pour la vista, comme on dit au*

## le problème basque : le nationalisme, le terrorisme et la gauche.

kati gutierrez(\*)

Le problème basque a été un des principaux facteurs conditionnant la récente démocratie espagnole. Parmi les questions principales que le jeune système démocratique devait aborder, suite au marasme de la dictature franquiste, se trouvaient les revendications des nationalités historiques: Catalogne et Euskadi principalement; et dans le cas de Euskadi, en tenant compte de l'existence d'une organisation armée à caractère nationaliste-gauchiste. Le processus -de réformes profondes et non de rupture nette avec le passé franquiste- selon lequel se développa la transition espagnole, engendra des insuffisances dans la reconnaissance des revendications nationales, ainsi que dans de nombreux autres domaines. Le fait peut-être le plus important, pour ne pas bloquer le contentieux entre de larges secteurs du nationalisme basque et l'Etat espagnol, ce fut l'amnistie graduelle, et dans certains cas souterraine (la mesure la plus significative fut celle du bannissement -«négocié» pour certains condamnés , *ndf*). Bien que, l'activité armée ne cessant à aucun moment, il continua à y avoir des prisonniers basques.

En Espagne, se produisit en plus une réforme démocratique rigoureusement surveillée par l'armée et d'autres pouvoirs institués. Ce contrôle fut assumé,

---

\* Kati GUTIERREZ est professeur d'histoire et militante syndicale CC.OO à Bilbao. Les sous-titres de son texte sont de la rédaction des CM.

avec la précaution nécessaire et modération politique, par tous les partis et plus que n'importe quel autre par le *PCE*, force-clé de la gauche dans la lutte antifranquiste, puisque sa direction, agissant avec le plus grand pragmatisme, était disposée à gagner sa légalisation à force de modération. Cependant, en Euskadi, se produisit le paradoxe que le nationalisme basque modéré, peu actif pendant la lutte antifranquiste - l'apparition même de l'*ETA* parmi les jeunes nationalistes était due à la critique de la passivité du *Partido Nacionalista Vasco-PNV* - augmenta son degré de revendication par rapport à son activité antérieure.

Cela amena les partis nationalistes (le *PNV*, et une infime partie de *Euskadiko Ezkerra-EE* regroupant les futurs fondateurs de *Herri Batasuna-HB*) à mettre en question la Constitution de 1978 comme base de la consolidation d'un régime démocratique. Et cela bien que les nouvelles dispositions légales aient donné à l'Etat espagnol une structure autonome qui -cela était évident- aurait pu doter Euskadi de plus grandes possibilités d'auto-gouvernement que celles obtenues par la IIème République avec le statut de 1936 (le parti nationaliste basque, par une véritable pression sur l'Etat, revendiqua la reconnaissance et la reprise dans les dernières dispositions de la Constitution, d'anachroniques «droits historiques»). De son côté l'*ETA* augmentait la fréquence de ses actions, accentuant la stratégie terroriste et profitant de la nouvelle situation politique qui offrait plus de liberté. Au même moment se produisaient des scissions continues, qui conduiraient à la naissance de l'*ETA*-militaire, les «*milis*» (avec *HB* comme référence politique) et de l'*ETA* politico-militaire, les «*poli-milis*» (avec *EE*).

Si on se centre sur l'activité terroriste de chacune des deux branches, depuis le début des années 80, elle constitua de manière objective, bien que ses auteurs prétendent autre chose (ils ne sont jamais passés pour être de grands théoriciens), une magnifique contribution à la politique dominante de poussée vers la droite. Le sabre de l'armée reluisait grâce aux continuel attentats, alors que les principaux dirigeants politiques espagnols se moquaient au Parlement des mises en gardes réitérées du *PCE* contre des risques de coups d'Etat. La tentative du 23 février 1981 servit à modérer un peu plus la politique espagnole, spécialement les audaces de la jeune direction du *PSOE*. Celui-ci, comme c'était prévu en tenant compte de la profonde crise que traversait la principale force de la droite espagnole, l'*UCD*, et de l'usure politique de son leader, Adolfo Suarez, artifice de la transition, et du faible charisme de son successeur, gagnerait les élections de 1982.

## de la difficulté d'isoler le terrorisme

Le conservatisme qui a guidé le gouvernement socialiste est suffisamment connu. Sa politique a eu pour objectif principal l'incorporation de l'Espagne dans le club des pays développés, via la Communauté européenne (objectif qui, soit dit en passant, fut aussi prioritaire pour le gouvernement *UCD*, et pour les gouvernements de la dernière période du franquisme). Au cours de la transition espagnole, cette aspiration, logique, était partagée par tous les partis politiques espagnols, exception faite des petites forces radicales. Le problème était dès lors dans la manière de faire, et c'est celle-ci que les dirigeants socialistes marquèrent d'un sceau conservateur. En politique extérieure, cela consista à mener la moitié du pays à accepter l'adhésion à l'OTAN (bien qu'en Espagne, de nombreuses générations gardaient à l'esprit le soutien des Etats-Unis au régime de Franco), et récemment, à jouer un lamentable rôle dans la guerre du Golfe. En matière de politique économique, ils ont profité de la bonne conjoncture internationale -avec une stratégie monétariste d'attraction de capitaux étrangers- pour obtenir un développement économique où, par dessus tout, décolleraient la banque et le capital. C'est ce qui a été rejeté par le mouvement ouvrier, qui s'est exprimé lors d'une grève générale (le 14-D), sans précédent récent en Europe.

En même temps, en raison des tours de passe-passe du *PSOE* pour reconduire sa majorité aux élections, malgré les rejets populaires périodiques de son action au gouvernement (alors qu'en même temps il compte sur le conformisme des pouvoirs institués, spécialement de l'armée), le point le plus faible de sa politique concernait la réaction au développement de l'activité terroriste de l'*ETA*, qui visait les membres des forces de police et leur familles, l'armée et également la société civile, lors d'attentats sauvages et chaque fois plus cruels et indiscriminés. Dans ce domaine, le parti au gouvernement conjugua la nécessaire répression du groupe terroriste avec des tentatives secrètes de négociations, dont celles -vaines- d'Argel; et postérieurement, suite à l'échec, avec une politique de fermeté -en consensus avec les autres partis, et spécialement avec les autres partis basques (pacte de Ajuria Enea)- pour résister aux prétentions de l'*ETA* de retourner à la négociation tout en continuant le chantage à la violence. Le consensus prétendait de plus isoler *Herri Batasuna* en politique basque et par conséquence l'asphyxier, en le faisant passer pour la médiocre branche politique de l'*ETA*.

Cet objectif, cependant, n'était pas facile à atteindre, et pour une raison essentielle: la logique politique de l'activisme de l'*ETA*, la lutte *pour Euskadi* -qui a pu se concrétiser dans la lutte *pour l'indépendance* totale, absolue,

mais nous préférons lui donner une dénomination abstraite, parce que les différents courants du nationalisme l'interprètent à chaque moment historique selon leurs intérêts- cette lutte n'a pas seulement derrière elle 18% des électeurs basques qui votent *HB* : cet idéal est également partagé par les autres partis nationalistes et par une grande partie de leurs électeurs. Des quatre partis basques nationalistes -le Parti nationaliste basque (*PNV*), *Herri Batasuna*, *Eusko Alkartasuna*, et *Euskadiko Esquerra*- les plus représentatifs du nationalisme radical (et du soutien de sa plate-forme) sont, bien sûr, *Herri Batasuna* et *EA*, le parti dirigé par l'ex-président (*lehendakari*) du gouvernement basque, Carlos Garaikoetxea, extrêmement radical dans ses positions nationalistes, mais s'opposant à la stratégie terroriste, contrairement à *HB*.

Plus compliquée est l'analyse de la stratégie actuelle de *EE* et du *PNV*. S'il avait fallu mettre en évidence, il y a quelques mois, les aspects les plus significatifs de la politique basque, la formation du premier gouvernement nationaliste de coalition *PNV-EE-EA* (au lieu de l'alliance précédente entre *PNV* et *PSE*, le *Partido Socialista de Euskadi*, *PSOE*) aurait été le premier, avec l'instabilité que cela créait face à Madrid et au sein même de la société basque; il y aurait eu deuxièmement, et de manière étonnante, la crise interne de *Euskadi-Esquerra*, qui le menaçait de liquidation, poussant un secteur à rejoindre *EA*, et l'autre le *PCE*, et enfin; il y avait les désaccords supposés d'un secteur de *HB* a propos de l'énorme brutalité des derniers attentats *etarras*.

Dans l'optique de la gauche, en tenant compte que *Izquierda Unida-Ezker Batua (IU-EB)* a une part minime dans le panorama politique basque, l'attention prioritaire était centrée sur les problèmes de *EE*. La profonde crise qui affecte ce parti, fruit immédiat de ses dernières défaites électorales, n'augure rien de bon, dans la mesure où cela signifie la défaite d'un projet de gauche nationaliste d'un *nouveau type*, qui s'était organisé avec une plate-forme minimum de solidarité en Euskadi. On se souviendra que, né comme branche politique de *ETA poli-mili*, *EE* eut le mérite de trouver une issue pour cette organisation. Suite à sa fusion avec un large secteur du parti communiste de Euskadi, l'*EPK*, qui se scinda, *EE* se convertit en un parti rejetant fermement le terrorisme et défenseur d'un projet nationaliste et de nouvelle gauche, bien qu'il déçut avec le temps une bonne part de ses militants et de ses électeurs.

### vers le bi-partisme ?

Dans un processus dont le développement est prévu pour cet automne, et que nous ne nous aventurerons pas à éclaircir, les indubitables bénéficiaires

sont le parti socialiste et le *PNV*. Le *PSE*, parce qu'il se débarrasse de son principal adversaire dans les affrontements électoraux, puisque le parti socialiste joue l'anti-nationalisme ou, au moins à être la force de frein au nationalisme (même si, après, il laisse faire le *PNV* tant que celui-ci partage le pouvoir et soutient le gouvernement central au parlement de Madrid) : *EE* lui disputait l'espace de parti socialiste nettement basque. D'un autre côté, le *PSE* avait déjà pu recevoir de petits restes de *EE*, ce qui, espère-t-il, ira en augmentant à mesure que la crise s'enracine.

Cependant le véritable phénomène est constitué, aujourd'hui comme toujours, par le Parti nationaliste basque. Après avoir éjecté littéralement le Parti socialiste de Euskadi du gouvernement basque, à la suite des dernières élections autonomiques, il constitua un nouveau cabinet de coalition nationaliste avec *EE* et *EA*, tout en maintenant des pactes avec le *PSOE* au parlement de Madrid.

Mais suite aux élections municipales et régionales, au lieu de renouveler les accords avec ses associés nationalistes en baisse électorale, il voulut à nouveau diriger les gouvernements régionaux (dotés d'un énorme pouvoir en Euskadi), et les municipalités, avec les socialistes.

Cet emboîtement compliqué a profité de façon croissante aux nationalistes modérés qui, aujourd'hui plus que jamais, se sont érigés en arbitres et seigneurs de la politique basque (alors qu'il y a quelques années, lorsque se produisit la scission *EA*, le *PNV* était à son seuil le plus bas, surtout à Guipuzcoa et Alava).

Ces nouvelles alliances ont permis en outre au *PNV* et au *PSOE* d'obtenir de nouvelles marges de pouvoir, avec un effet clair sur *EA* : le *PNV* ne lui pardonne pas sa «trahison», ni le *PSOE* son radicalisme.

Selon une analyse récente<sup>(1)</sup>, les partis nationalistes, bien qu'ils soient hégémoniques en Euskadi, sont en baisse électorale : le *PNV*, qui a pourtant progressé lors des dernières élections, n'a pas encore récupéré sa cote électorale de 1984 ; *HB* est en baisse continue ; et dans les cas de *EA* et *EE*, on a constaté une authentique saignée électorale lors des dernières échéances.

---

(1) Analyse du professeur de droit constitutionnel R. Jimenez Asensio dans son article «La bataille des votes. L'espace du nationalisme (1)», publié dans *El Correo español* du 3 août 1991, p.16, La deuxième partie porte le titre significatif «Le *PNV* bouscule l'échiquier», *ibidem*, p.20.

Ce serait un des points-clés pour comprendre l'irréversible politique d'alliances que le *PNV* pratique, et qui aurait pour objectif de réduire le nombre d'options nationalistes à son profit.

Peut-être cela permet-il également de comprendre l'accord scandaleux que ce parti a établi avec la Coordination anti-autoroute de Leizaran et avec *HB*. Jusqu'il y a quelques mois, le gouvernement général de Guipuzcoa était dirigé en coalition *EA-EE*, avec à la tête même de celui-ci *EA*. Or, dans le conflit suscité par le tracé officiel de l'autoroute qui unirait Guipuzcoa avec la Navarre, l'*ETA* décida de lever l'étendard de l'écologie et de relancer son chaquet d'attentats et de morts. La position du gouvernement, appuyé par tous les partis à l'exception logique de *HB*, fut de ne pas céder aux requêtes de modification du tracé tant que le nouveau député du *PNV*, ancien conseiller à l'Intérieur du gouvernement basque, négocierait avec la Coordination et avec *HB* sur un nouveau tracé. Face au scandale que cette affaire a suscité, les autres partis ont apporté de plus ou moins grands amendements à l'accord. Mais c'est *Eusko-Alkartasuna* qui l'a dénoncé avec le plus de force, y voyant une manœuvre d'attaque du *PNV* contre lui.

L'attitude de compréhension, que les dirigeants du *PNV* ont montrée récemment pour les militants de l'*ETA* (qui selon eux, souhaitent abandonner la violence et défendre pacifiquement leurs idéaux, les mêmes que ceux du *PNV*), est un autre chapitre de la stratégie monopoliste de ce parti. Les nationalistes modérés ont fréquemment considéré les radicaux comme des corréligionnaires qui se trompaient, soulignant le caractère marxiste-léniniste que s'attribue *ETA* lorsqu'ils ont voulu se démarquer de ses actions, et son amour pour Euskadi quand cela leur convenait. L'évolution historique du nationalisme, dans toute sa complexité, tend sans aucun doute à la simplification et à ce que tous les courants se polarisent à nouveau entre le parti nationaliste par excellence, le *PNV* (probable destination de *HB* ou au moins d'une grande partie de cette organisation, si l'on arrive à mettre fin à la violence) et le *PSE*, rendu plus basque s'il arrive à se nourrir d'un courant provenant de *EE*.

## le vent d'Est

En tout cas, la situation la plus préoccupante en ce moment est la répercussion des éclatements nationalistes en Europe de l'Est. Le «syndrome lituanien» n'a fait que commencer en Euskadi et en Catalogne. La position de l'Espagne reconnaissant les Etats baltes, même si elle fut forcée par la CEE, rappelle l'aide aux indépendantistes américains des treize colonies britanniques alors qu'on était sur le point de perdre les colonies espagnoles en

Amérique latine. Il est vrai que l'on ne peut pas faire de parallélismes historiques entre l'Europe de l'Est et celle de l'Ouest, mais il n'en est pas moins vrai que les droits nationaux ne se mesurent pas tant par l'ancienneté historique que par la volonté des citoyens exprimée démocratiquement. En Europe occidentale, le droit à l'autodétermination était un tabou; en Europe orientale, c'était un droit reconnu. Les événements nationalistes d'URSS et de Yougoslavie n'inaugurent pas seulement une étape d'instabilité dans la politique européenne, qui est sans précédent récent, ils effacent en plus les limites de ce qui est permis pour les consciences de nombreux nationalistes.

De fait, en Euskadi et en Catalogne, les petits partis radicaux ont commencé à prendre position en faveur de l'indépendance et de l'autodétermination (*HB*, *EA*, *Esquerra Republicana*). Plus significatives sont les analyses de *CiU* en Catalogne et du *PNV*. A propos de ce dernier, seules existent les déclarations de son porte-parole au congrès des députés de Madrid, qui a dit deux choses profondes et claires : premièrement, l'autodétermination n'est plus seulement l'affaire d'autres continents, d'anciennes colonies, c'est devenu un droit pleinement européen; deuxièmement, il n'est pas recevable que l'armée espagnole continue d'être le garant de l'unité, comme le prévoit la Constitution. C'était également ainsi en URSS et en Yougoslavie, et les événements l'ont annulé. Ces déclarations ont certainement provoqué un énorme malaise au gouvernement, dans d'autres partis d'opposition, dans des secteurs de la presse, et bien sûr au sein de l'armée. Malgré cela, la direction du *PNV* ne s'est pas prononcée comme telle, et bien que son pragmatisme soit légendaire, la prédominance absolue de ce qu'il considère comme étant son intérêt et ceux de Euskadi est tout aussi légendaire.

Pour toutes ces raisons, la crise à l'Est aura encore de profondes répercussions en Euskadi, aussi bien pour le nationalisme modéré que pour le radical, ce dernier étant épaulé par les éclatements de l'indépendance au moins autant qu'il est rendu muet par la chute du modèle marxiste-léniniste qu'il affirmait suivre. Dans tous les cas, les deux courants sont relativement conscients d'avoir obtenu ces dernières années un soutien électoral et social qui compte de considérables secteurs non-autochtones, mais aussi que le désenchantement les affecte, et que chaque jour l'abstention augmente, jusqu'à des limites préoccupantes. Des affaires aussi sérieuses que l'autodétermination en relation avec la revendication d'indépendance ne seraient pas assumées par la société basque sans de grands déchirements, en plus des problèmes énormes avec le reste de l'Etat. Le *PNV* sait qu'il est du plus grand intérêt de les manipuler avec précaution, pour obtenir des contreparties et un plus grand pouvoir.

Par contre, le défi pour la gauche basque serait de mettre sur pied une alternative au nationalisme qui prenne en considération l'énorme potentiel progressiste que porte la société, et qui est en train de se perdre de manière lamentable. La tâche serait de contribuer à faire de l'Espagne un Etat fédéral, de pluralité et de solidarité. On verrait si les détachements de la gauche sont capables de s'unir dans une situation aussi complexe et délicate pour toute la gauche européenne, en tenant compte du fait que sa faiblesse est due au faible soutien social rencontré par des formulations politiques peut-être déphasées. Car des questions comme les problèmes nationaux, le développement d'une culture de paix et beaucoup d'autres continuent d'être des questions en suspens

## **PCE-immigration : les dilemmes de la lutte politique en exil**

marie-jo sanchez

*Le projet de retour au pays est un élément dominant de la culture de tous les migrants, un mythe dit-on, surtout à la première génération. Il est encore bien plus fort quand l'émigration est politique, ou politico-économique.*

*Et dans ce cas, les questions de l'intégration - dans le pays «d'accueil» ou «nouveau», selon la perspective adoptée - sont donc aussi plus directement politiques. Mais encore, elles ne peuvent être dissociées des effets centrifuges qui affectent souvent les relations entre résistances de «l'intérieur» et de «l'extérieur» : ces effets - rapides parfois, dans une période de quelques mois ou années - vont de pair avec les écarts culturels liés au déracinement. Les uns et les autres apparaissent le plus nettement au moment du retour effectif de la démocratie, et des exilés, au pays.*

*Sur tous ces points, l'émigration espagnole de Belgique est porteuse d'une expérience particulière et riche. Marie-Jo SANCHEZ l'a étudiée d'abord à l'occasion d'un mémoire de licence consacré à l'Histoire du PCE en Belgique sous le franquisme (ULB-1987). Elle a ensuite collaboré à une étude sur l'histoire de l'immigration en Belgique (à paraître aux Editions de l'ULB). L'article ci-après résume l'essentiel de ces travaux.*

Pour la grande majorité des Espagnols de Belgique, l'immigration a débuté officiellement en 1958 par la ratification du premier accord bilatéral belgo-espagnol d'exportation de main-d'oeuvre ouvrière. La Belgique a des soucis démographiques (Rapport Sauvy), et doit «diversifier ses importations de main-d'oeuvre» après des conflits avec l'Italie, le scandale de Marcinelle-Bois du Cazier ayant servi de révélateur. L'Espagne franquiste, de son côté, voit les technocrates modernistes de l'*Opus Dei* prendre le dessus sur les phalangistes : elle planifie, et réalise effectivement, l'exportation de 100.000 travailleurs/an vers l'Europe.

Mais, la présence espagnole en Belgique est plus ancienne et ne s'explique pas qu'en termes économiques.

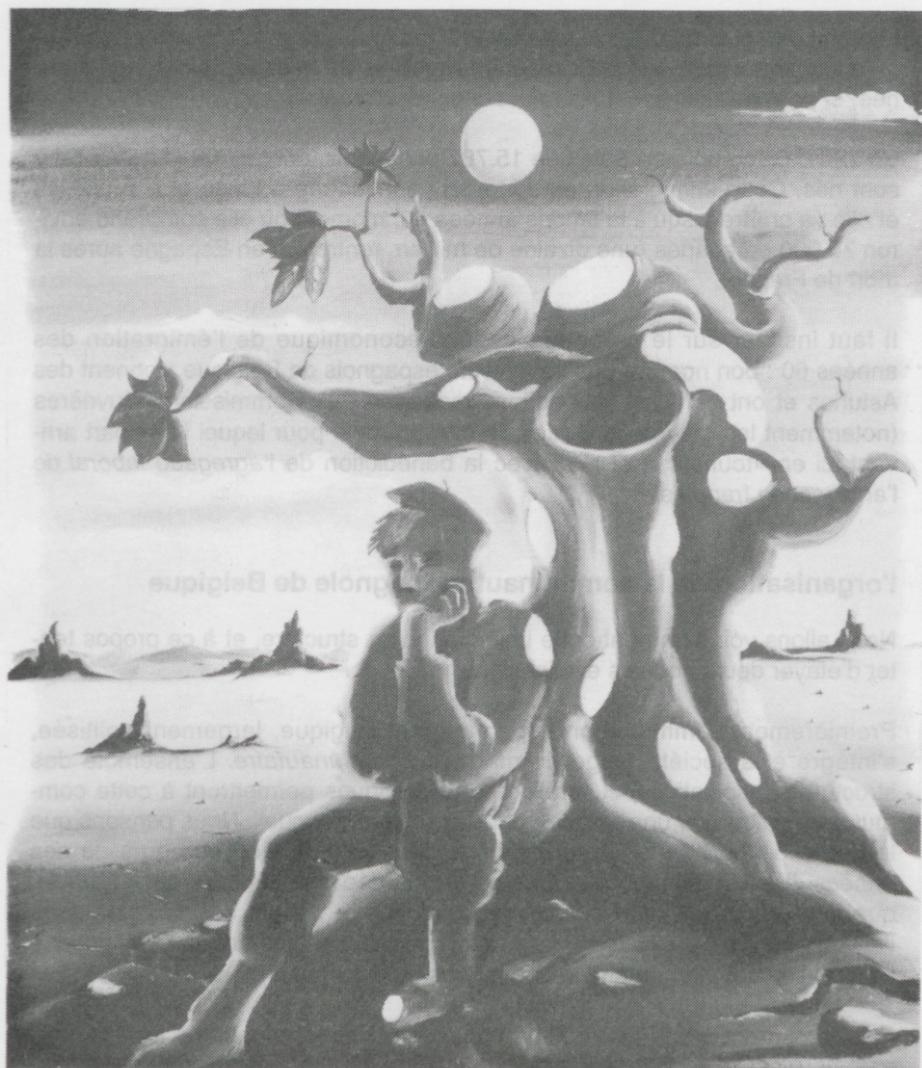
Le premier tiers de ce siècle avait été caractérisé par une immigration espagnole très marginale en terme d'effectifs (1.218 Espagnols sur le territoire en 1935, c'est la seule indication connue pour cette époque).

La première guerre mondiale avait poussé vers la Belgique des Espagnols résidant en France auparavant. Puis, dans les années 20 s'étaient installés, de manière plus ou moins provisoire, une communauté catalane d'affaires à Anvers ainsi que des exilés politiques, eux aussi essentiellement catalans. Ainsi le groupe de Fransisco Macia, leader du nationalisme catalan, s'était réfugié en Belgique en 1928, après l'échec de l'action expéditionnaire pour renverser la dictature de Primo de Rivera. Dès cette époque la communauté espagnole politisée commence à produire des structures propres.

La guerre civile ensuite va pousser vers l'exil des milliers de républicains. Certains viendront s'installer en Belgique, quelques centaines seulement, en plus de quelques 3.000 enfants républicains adoptés.

Pourtant cet exil est important, car il est à l'origine des premières organisations politiques constituées en Belgique. Et cette période est également importante parce que, pour la première fois, la gauche laïque et catholique belge montrera avec force sa solidarité et sa sympathie à l'égard de la République. L'adoption d'enfants et les Brigades internationales en sont les deux principales formes d'expression, et cette solidarité se prolongera tout au long de la dictature franquiste. Elle continuera à s'exprimer de manière très concrète, plus tard, à l'égard des immigrés.

En effet, dès la fin de la deuxième guerre mondiale, une immigration sauvage se développe, surtout autour des mines wallonnes, état de fait qui sera légalisé avec l'accord bilatéral mentionné de 1958. Les contrats de travail négociés



fois, d'une solidité concrète est nécessaire et qu'il faut reconnaître une  
large autonomie aux acteurs espagnols. Mais cette autonomie, facteur impor-  
tant de la pollution-intégration, pour aller jusqu'à une certaine «extériorité»  
totalement - au regard de la réalité belge. Au moment où il n'est plus question de  
retour, face aux deuxième et troisième générations, l'autonomie est devenue  
essentiellement un facteur d'isolement, un écartèlement ou une neutralité.

---

en vertu de cet accord prévoient que les Espagnols doivent travailler dans les mines pendant cinq ans pour obtenir un permis de travail à durée indéterminée, et pouvoir ainsi éventuellement changer d'emploi.

En 1961, on compte en Belgique 15.787 espagnols, dont 2.763 (17,5%) qui y sont nés. Cette immigration est fortement concentrée à Liège et à Bruxelles et elle va croître jusqu'à la fin des années 60, moment où elle comprend environ 70.000 personnes (une dizaine de milliers rentreront en Espagne après la mort de Franco).

Il faut insister sur le caractère politico-économique de l'émigration des années 60 : bon nombre des travailleurs espagnols de Belgique viennent des Asturies et ont participé aux actions massives des Commissions Ouvrières (notamment les grèves générales de 62-63), motif pour lequel la plupart arrivent ici en «touristes» et non avec la bénédiction de l'*agregado laboral* de l'ambassade franquiste.

### **l'organisation de la communauté espagnole de Belgique**

Nous allons voir comment cette immigration se structure, et à ce propos tenter d'étayer deux modèles explicatifs.

Premièrement, l'immigration espagnole en Belgique, largement politisée, s'intègre à la société belge de manière *communautaire*. L'ensemble des structures associatives, culturelles et/ou politiques permettront à cette communauté de trouver une «place» dans la société d'accueil. Nous pensons que le degré de *politisation* aura été un facteur d'intégration au cours de ces années. Il faut d'ailleurs noter, même si cela dépasse le cadre de cet article, que la réponse politique du régime franquiste, à travers ses organes dans l'immigration, sera elle aussi largement politisée et contribuera elle aussi à l'intégration communautaire des immigrés qu'elle encadre.

Deuxièmement, dans sa structuration, l'immigration espagnole en Belgique comptera sur *le soutien d'une partie de la gauche belge* qui comprendra, à la fois, qu'une solidarité concrète est nécessaire et qu'il faut reconnaître une large autonomie aux acteurs espagnols. Mais cette autonomie, facteur important de la politisation-intégration, pourra aller jusqu'à une certaine «extra-territorialité» au regard de la réalité belge. Au moment où il n'est plus question de retour, face aux deuxième et troisième générations, l'autonomie est devenue insensiblement un facteur d'isolement, un anachronisme ou une nostalgie.

## **l'exil espagnol**

Dans les années 30, l'organisation politique des Espagnols est à la fois l'oeuvre du corps diplomatique républicain, en place à l'époque, et l'oeuvre des exilés eux-mêmes.

Dès le 14 avril 1933, l'ambassade d'Espagne célèbre le deuxième anniversaire de la proclamation de la République. Divers centres espagnols y sont invités : la *Casa de Espana*, le Cercle espagnol, la *Sociedad de beneficencia*, et le *Casal catala*. Sauf ce dernier, ces centres furent créés avec le soutien de l'ambassade.

En plus de ces centres de type socio-culturel, apparaissent aussi des mouvements politiques. Selon des témoignages d'enfants républicains accueillis en Belgique, un peu plus tard, les principaux mouvements politiques représentés étaient les communistes, les socialistes et les anarchistes. A cette époque, ces courants politiques s'organisent, selon ces mêmes témoins, au sein des structures belges existantes.

Ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale qu'apparaissent des organisations politiques espagnoles totalement indépendantes.

En 1949, deux Catalans - Josep Carner et Frederic Escofet - sont délégués du gouvernement républicain en exil pour la Belgique. Leur tâche est de rassembler les associations de l'exil afin d'unir toutes les forces contre le régime franquiste, mais aussi de «promouvoir des incidents, en utilisant des étudiants de l'Université de Bruxelles et en lançant des tracts contre le régime franquiste, lors des fêtes organisées par l'ambassade pour commémorer les anniversaires du soulèvement ou de la victoire...», comme le rapportera Escofet à son biographe.

Dès cette époque, la volonté de concevoir l'immigration d'abord comme une force de lutte antifranquiste apparaît clairement. Mais si les Espagnols seront effectivement très prolifiques en actions politiques, leur unification sera impossible, comme le montreront rapidement les faits, les divisions du camp républicain se prolongeant à travers les années et l'exil.

Deux structures unitaires sont pourtant créées au début des années 50, et les principaux courants politiques y sont représentés. Il s'agit de l'AREL - Association des républicains espagnols de Liège, et de l'ARDE - Association républicaine des Espagnols, à Bruxelles. Mais il s'agit d'une unité de façade, sur un fond permanent de rivalités partisans. Citons à titre d'exemple cette

lettre d'un dirigeant socialiste espagnol, adressée à Isabelle Blume, et lui demandant de refuser l'invitation à la commémoration de la République organisée par l'AREL, au motif que cette dernière serait truffée de communistes. Ils y sont effectivement nombreux, de même qu'à l'ARDE, et ils seront aussi les premiers à rompre avec ces associations.

Les communistes choisissent la voie solitaire d'abord parce qu'ils n'ont pas le choix : ils sont de fait isolés par les autres courants politiques. Mais aussi parce que le *PCE*, encore en pleine période stalinienne, choisit le repli sur soi. Il considère en effet être le seul mouvement antifranquiste porteur de la véritable lutte révolutionnaire. Illustratif de l'exclusion et du repli, notons le fait que le *PCE* est le seul parti antifranquiste victime de persécutions policières et frappé d'illégalité en Europe.

Ainsi, à Bruxelles vers 1954, les communistes espagnols et belges (surtout des anciens des Brigades internationales) créent le premier club Federico Garcia Lorca. Et cette rupture -relative puisqu'il n'y a jamais eu unité sur le fond- aura des conséquences fondamentales, car à partir de ce moment le *PCE* commence à se développer largement en Belgique, pour y devenir probablement le principal parti politique espagnol au cours des années de dictature.

Tandis que les anarchistes se fondent rapidement dans le *PCE*, les socialistes quant à eux se rapprochent du PSB, où ils continuent à se structurer sans pour autant atteindre une ampleur hégémonique ni même significative dans la communauté espagnole. Cela s'explique au moins en partie par le fait que le *PSOE* en exil a sa base principale en France. Les sections socialistes dans les autres pays européens ont comme principale fonction d'alimenter la section française. Alors que, chez les communistes, même si leur base centrale est aussi à Paris, l'illégalité à laquelle ils sont condamnés, dès 1950, les oblige à déplacer d'importantes forces ailleurs. La Belgique, pays limitrophe, et plus tolérant à l'égard des communistes espagnols, deviendra dès lors un bastion important.

Dire que le *PCE* est le principal parti politique espagnol en Belgique semble osé si l'on se réfère à l'effectif. Un certain Sorel, pour le compte de l'Institut d'Emigration franquiste, s'y est risqué pourtant en 1974, en estimant que, si 2% des immigrés espagnols appartiennent à un parti politique, les communistes feraient seuls près de 1%. Et il ajoute, concernant la Belgique, que «... pour des raisons caractéristiques spéciales, c'est peut-être cette population immigrée espagnole, non seulement la plus concentrée mais aussi la plus politisée, qui a le plus un caractère sectaire selon la vieille méthode stalinienne».

Pour notre part, nous considérons que le *PCE* fut le principal parti dans l'immigration, pendant les années de franquisme, parce qu'il démontra sa capacité mobilisatrice, aussi bien de ses membres que de la communauté dans son ensemble. Ainsi, un peu plus tard, aux élections du Conseil consultatif de Liège, les communistes emportent 4 sièges sur 8 (le reste allant à 2 socialistes, 1 chrétien et 1 indépendant).

Cette percée tient au fait que le CC du *PCE* laisse une totale liberté d'action aux sections européennes, pour autant qu'elles servent la lutte antifranquiste et qu'elles nourrissent les caisses du parti. Elle tient aussi au fait que la forme culturelle ou socio-culturelle adoptée - d'abord par besoin de «couverture» - pour l'action des sections belges va se révéler un formidable facteur d'hégémonie.

En Belgique, ces actions seront en effet très diverses. Depuis le développement très important de centres socio-culturels jusqu'à la célébration de nombreuses fêtes symboliques : la Fête de l'immigré, la célébration de la République, la fête du journal du *PCE* dans l'immigration, *Informacion española*. Ce qui n'empêche, au contraire, que tous les événements marquants de la dictature franquiste sont, en Belgique, dénoncés par des manifestations, des meetings, etc.. De même, des *Penas obreras* dans les bistrotts espagnols - sortes de parrainages du syndicat communiste en Espagne, les Commissions ouvrières - se développeront dans les principales villes de concentration espagnole.

Toutefois, cette option «socio-culturelle» n'est guère théorisée au moment même : jusqu'aux alentours de 1969-1970, le *PCE* inscrit toute son action dans l'antifranquisme, le rapport d'intégration à la Belgique, ne serait-ce que sur le plan socio-culturel, n'étant pas pris en compte.

L'élément nouveau, ce sera la naissance des premiers conseils consultatifs communaux des immigrés, dans la région liégeoise (Cheratte 1968, à l'initiative du PCB), qui marque le développement du combat pour le droit de vote. La problématique de l'intégration scolaire des enfants d'immigrés se développe également avec les premières expériences d'enseignement interculturel.

Ce nouveau contexte, et les premières grandes luttes ouvrières dans lesquelles les immigrés jouent un rôle essentiel (Michelin et Citroën, par ex., en 1969-70), transforment le discours des communistes espagnols, désormais fondé sur la revendication sociale dans la société d'accueil.

---

## le tournant des années 70

Deux orientations nouvelles apparaissent sur le terrain de la lutte en Belgique à l'aube des années 70 : la défense des immigrés et la scolarité de leurs enfants.

Le fait important de cette nouvelle décennie, c'est la prise de conscience par les immigrés que leur séjour en Belgique ne sera pas provisoire, mais de plus en plus définitif. Et pour les Espagnols, que la fin du franquisme et le retour probable à la démocratie ne suffiront pas à accueillir les milliers d'immigrés en Espagne. En outre une deuxième génération - les enfants d'immigrés - est, elle, enracinée dans la société d'accueil.

C'est dans le cadre de cette réflexion que naissent les premières ébauches de projet de scolarité en espagnol comme condition pour une meilleure intégration scolaire. Les premiers cours d'espagnol intégrés à l'enseignement belge sont mis sur pied en 1974-1975, à Saint-Gilles, à l'initiative de parents qui se sont regroupés à cette fin. Cette initiative sera récupérée plus tard par les autorités consulaires.

Aussi rapidement que par le passé, contre les crimes franquistes, les Espagnols s'organisent en mouvements de lutte sur ce nouveau terrain : un mouvement proprement associatif et espagnol est en train de naître.

Toutefois, les clivages politiques de la période antérieure traverseront également cette nouvelle forme d'organisation de la communauté. Ainsi, le MAEB (mouvement associatif d'immigrés en Belgique) est à majorité communiste, même s'il se veut pluraliste. La FICAB (fédération indépendante des centres et associations en Belgique) se dit apolitique, mais elle rassemble en fait les anciens centres - *hogares* - créés par l'ambassade dans les années 60. Et la FECADEB (fédération espagnole des centres et associations démocratiques en Belgique) se définit comme socialiste et ugétiste.

## la fin du franquisme

Pour le *PCE* en Belgique, la mort de Franco (novembre 1975), puis le démantèlement rapide du franquisme, y compris la légalisation du *PCE* en Espagne, vont constituer une fameuse épreuve. Sans compter le départ d'un bon tiers du millier de membres, c'est à un total changement de fonction politique qu'il faut s'adapter, celles de «base arrière» ou de «caisse de résonance» n'ayant rapidement plus guère de signification. En outre, c'est le *PSOE*

qui, en Espagne, surgit comme champignon après la pluie et devient la force de gauche dominante.

Pour analyser cette transition, il ne faut pas perdre de vue que le *PCE* s'est constitué comme parti de la clandestinité et de l'exil. Ses militants ont été longtemps pourchassés: emprisonnés et assassinés en Espagne (Grimau, encore en 1963); espionnés, expulsés et poursuivis dans la plupart des pays européens. Tandis que le franquisme a été reconnu par ceux-ci avant la fin de la guerre civile, puis laissé en paix en 1940-45, et enfin associé de facto à l'OTAN. La guérilla communiste, lancée de France en 1945, s'arrête en 1948-50.

En même temps, les années 50 ont été, en Espagne, celles d'un anti-franquisme large, dont les nouveaux dirigeants - «post-staliniens» - du *PCE* voudront prendre la tête, jusqu'à lancer eux aussi le thème de «la réconciliation nationale», en 1960 (6ème Congrès du *PCE*). Les Commissions Ouvrières sont créées en 1956, en subvertissant les structures syndicales franquistes : elles ne seront interdites qu'en 1967, après un retentissant succès électoral qui a confirmé leur rôle décisif dans de vastes mouvements sociaux.

Mais cette évolution touche moins les migrants, car joue pour eux une espèce de double distance: entre les militants de «l'intérieur» et la direction de «l'extérieur», et entre celle-ci et la masse croissante des immigrés en Europe. La construction d'organisations du *PCE* dans l'immigration, décidée en 1961, met plutôt en valeur la tradition de clandestinité : au plan idéologique et politique, elle cultive de fait un certain dogmatisme, la dureté symbolique des luttes.

C'est pourquoi, au moment de la fin du franquisme, le concept d'euro-communisme, défendu par Santiago Carillo au plan européen et sur le terrain espagnol, prendra une bonne part de l'immigration «à contre-pied».

La distance par rapport au terrain belge n'est pas mince non plus, et elle prend, chez bien des militants de base, le même tour idéologico-politique : le mouvement ouvrier belge est jugé mou, réformiste; le PCB est considéré comme un parti «d'intellectuels»,...

Cette forme de repli a peut-être des traits culturels et psycho-sociologiques de l'immigration en général, mais il ne faudrait pas perdre de vue que les priorités et modes d'organisation du *PCE* dans l'immigration ont fini par jouer un mauvais tour. Comme indiqué précédemment, les luttes anti-franquistes et le soutien financier venaient en premier, et la référence constante à l'Espagne - via Paris - était telle qu'il n'y eut par exemple aucun contact struc-

turel entre les communistes espagnols de Bruxelles et de Liège jusque vers 1965. La première conférence «nationale belge» n'eut lieu qu'en 1973, tout comme la conférence européenne qu'elle préparait.

A ce moment, la théorie est au point : en 1972, au 8ème congrès du *PCE* (le dernier de la clandestinité), tout en réaffirmant que les migrants font «partie de la classe ouvrière espagnole», on estime qu'il faut «s'opposer à la perpétuation de cette catégorie d'Européens muets»; et puis on dira qu'ils sont culturellement d'Espagne mais font partie de la classe ouvrière du pays de résidence.

Mais la pratique ne suit pas, ou pas suffisamment, et l'anti-franquisme, privilégié encore, deviendra bientôt, et très vite, sans objet.

### **des liens de solidarité seulement**

En pratique, si l'immigration espagnole prend, dans les années 70, une part active dans la défense des droits des immigrés, c'est à partir d'options partisans espagnoles que cette défense se constitue, dans la lignée des combats précédents. En fait, et même sur ce terrain, les tendances politiques caractéristiques de la Belgique ne semblent toujours être considérées que comme réserves d'alliés, solidaires mais non impliqués dans les affaires «internes» de l'immigration. Ce qui pouvait s'expliquer au cours des années de dictature, où les Espagnols étaient investis d'un combat spécifique, en tant qu'exilés d'un pays dictatorial, a donné une structuration tellement forte que le retour à la démocratie en Espagne n'y met pas fin : les Espagnols restent nationalistes jusque dans leur combat d'immigrés.

Du côté du PCB, un soutien constant et discret a été assuré : *Mundo Obrero*, à partir de 1951 (après l'interdiction du *PCE* en France) puis *Nuestra bandera* seront imprimés à Bruxelles; les associations «belgo-espagnoles» seront soutenues, avocats et logements seront fournis.

De plus le PCB a rompu avec la tradition «kominterniste» - à la différence du PCF - et il favorise l'organisation du *PCE* en Belgique. Convaincu que l'autonomie des partis «frères» dans l'immigration est indispensable, il n'arrivera toutefois jamais à obtenir une coordination de ces partis autour de leurs luttes communes. Et les communistes espagnols seront parmi les plus réfractaires, au moins pour deux raisons fondamentales. D'abord, leur tradition de lutte est très différente de celle du PCB, qu'ils considèrent trop «réformiste», pas assez «révolutionnaire», comme indiqué déjà. Deuxièmement, avec les

autres communistes immigrés en Belgique, toutes nationalités confondues, ils reprochent au parti belge de «vouloir une base ouvrière» et de chercher seulement à préparer son électorat de demain, lorsque les immigrés auront gagné le droit de vote.

C'était considérer un peu vite que le PCB ne croyait pas dans le combat pour l'égalité des voix, ou qu'il n'était pas prêt à faire une place à la classe ouvrière immigrée. Fameux paradoxe de l'arroseur arrosé... Le malentendu fut complet : il n'y eut jamais de vraie collaboration entre organisations «soeurs», mais plutôt des contacts au sommet, quasi-diplomatiques, «dans le respect des prérogatives»...

La solidarité fut donc bien la seule forme de relations entre mouvements, qui permit au *PCE* de se structurer en Belgique.



## problèmes nationaux en urss à travers la mythologie politique

konstantyn pozdnyakov

*Les CM ont traité récemment de la question nationale à l'occasion d'un numéro sur la Wallonie (n° 157, 1988), attentifs aux enjeux politiques de la fédéralisation de la Belgique. En l'espèce, et par comparaison rétrospective, l'actualité nous invite à espérer que, chez nous, continuent à tomber des gouvernements et non des vies humaines.*

*A propos de l'Europe centrale, cette même question s'est imposée encore (n° 173, 1990). Et elle émerge parallèlement et massivement dans l'histoire soviétique qui s'est accélérée ces derniers mois.*

*Or le dossier soviétique des nationalités est gigantesque, et mal connu : un de plus, et notamment pas le seul où les illusions débordaient largement le camp des soviétophiles. Au regard de ces lacunes, l'article ci-après n'a pas l'ambition de tout dire en peu de mots. Au premier abord, il apparaîtra peut-être même trop peu « politique ». Et pourtant... l'humour de l'auteur en prime, il conduit à un plaidoyer précis pour les droits de l'homme. D'autant plus précis que se manifeste une connaissance approfondie de la sociologie et de l'anthropologie sociale, sans lesquelles les solutions dites politiques risquent de s'ensabler.*

*Le plaidoyer est en outre fondé sur une connaissance de l'intérieur du «système». L'auteur, ethno-linguiste de réputation mondiale, disciple du grand anthropologue et linguiste OLDEROGGE, est membre de l'Académie des Sciences, section de Léningrad/Sankt Petersburg.*

*Outre ses recherches sur les langues et ethnies en Union Soviétique, ses travaux sur les langues d'Afrique de l'Ouest sont également connus. Il est enfin un des rares spécialistes mondiaux des écritures liées à la statuaire de l'Ile de Pâques. Et il nous a écrit directement en français.*

Le matin du 19 août, quand un speaker ensommeillé de la TV centrale lisait en bégayant les édits fastidieux des putschistes, il n'y avait personne qui pouvait prévoir qu'une semaine plus tard toutes les portes du sanctuaire d'Etat, la Maison du Parti à Moscou, seraient mises sous scellés.

La conscience individuelle des gens -déconcertés et irrités par des queues aux magasins, par la perte de toutes les valeurs coutumières, par la peur de l'avenir- est hors d'état de suivre de brusques et incessants changements politiques. C'est pourquoi des périodes critiques de troubles mettent toujours au premier plan des astrologues, de nouveaux saints, des prophètes qui, dans la mesure de leurs talents et de leurs principes de morale, comblent le vide de conscience par de nouveaux mythes, prédictions, dogmes, dont l'ascendant est souvent plus fort que l'influence des décrets du gouvernement. La conscience mythologique devient ainsi de plus en plus sensible dans le domaine très fragile des relations entre les ethnies, qui se présentent comme un facteur principal de la tension politique. Cet article vise à présenter quelques mythes et illusions des plus répandus, qui règnent dans la politique nationale d'aujourd'hui en URSS.

**Mythe 1 : «Les peuples-frères soviétiques vivaient dans l'amitié, mais cette amitié a été dynamitée par les réformes de Gorbatchev»**

**Variante : «Les peuples-frères vivaient dans l'amitié, mais un Ennemi des réformes de Gorbatchev a fait se heurter des ethnies soviétiques»**

Trouver un Ennemi, c'était un des seuls moyens d'expliquer les premiers conflits inter-ethniques de la *perestroïka*, qui sont advenus comme une vraie

surprise pour tout le monde, y compris les démocrates. La liste de ces ennemis acharnés est très impressionnante : C.I.A., mafia, communistes, démocrates, nationalistes-séparatistes, Moscou, Russes, Juifs, républiques fédérées, structures féodales, «des ennemis de la *perestroïka*» (remplaçant les «ennemis du peuple» des années 30), «des forces suspectes» ou tout bref, «Certains» (les plus incertains de tous). Aujourd'hui l'Ennemi est démasqué : c'est un «complice des putschistes». C'est lui qui a fait exploser l'amitié des ethnies. Les ethnologues sont beaucoup moins certains à ce sujet que les politiciens. Il n'est en effet pas tellement clair pour des spécialistes que cette amitié ait jamais existé. De plus, ils se demandent : qu'est-ce que cela veut dire «l'amitié des ethnies», et qu'est-ce qu'un «peuple-frère» ?

Plusieurs fois, au cours de discussions sur des problèmes nationaux avec un auditoire russe, j'ai demandé au public de se rappeler quelques deux noms kirghizes ou turkmènes. Je précisais que ce pourraient être des noms d'écrivains, de politiciens, de sportifs, de n'importe quels gens connus ou même de personnages littéraires. En vain. La même question concernant des noms français semblait toujours élémentaire : Saint-Laurent, Atos, Mitterrand, Piaf, Platini... une centaine de noms se présentaient un instant après la demande. Pour les ethnies soviétiques le jeu ne marchait pas. Après méditation, des intellectuels donnaient normalement le nom d'un écrivain qui était sélectionné comme un symbole culturel pour la république en question. Chaque ethnie avait en effet un représentant officiel de la culture traditionnelle connu par la plupart des soviétiques grâce aux millions d'exemplaires de ses livres édités en russe. C'est pourquoi toutes les réponses de l'auditoire russe étaient réglées d'avance : Daghestan ? Gamzatov ! - Kirghizie ? Aïtmatov ! - Lituanie ? Mejelaïtis ! - Tchoukotka ? Rytkeou ! - etc.. Les autres écrivains n'étaient jamais traduits en russe et restaient dans l'obscurité.

En définitive, c'est la Russie qui s'est trouvée dans l'isolement culturel, ce qui signifie toujours une voie vers la dégradation de l'ethnie. Aujourd'hui, plusieurs Russes s'inquiètent de la perte des traditions, mais normalement on n'invoque que deux orientations pour réanimer la culture. Soit on s'adresse aux traditions folkloriques, qui ont peu de chance de renaître. Soit on lutte contre des juifs, des arméniens, ou des géorgiens «qui ont pénétré chez nous» et qui doivent être expulsés : ces mouvements «patriotiques» croient avec ferveur aux vertus de l'isolation ethnique. Pourtant, il y a une troisième voie pour réanimer la culture d'une ethnie qui domine un pays : soutenir par tous les moyens raisonnables des cultures qui sont à côté. C'est en effet un axiome pour des ethnologues que le contact des cultures riches assure leur maintien.

Pour avoir un peuple-ami, il faut le respecter ou, du moins, il faut le connaître. Pour avoir un peuple-ami, il faut au moins connaître son nom. Jusqu'à présent, on ne le connaît pas. En effet, combien d'ethnies y a-t-il en URSS ? Personne ne vous donnera une réponse, même approximative. Etant politisée, la statistique est souple. Dans les années 20, il y avait officiellement 160 ethnies. En 1936, Staline a proclamé 60 grands peuples-frères. Un an plus tard le mot *grands* s'était perdu, et on a commencé à parler de 60 ethnies soviétiques. Dans les années 70 (l'époque de Brejnev), le chiffre est parvenu à 130. Aujourd'hui Gorbatchev utilise la formule prudente, «plus de 100», d'autant que les ethnologues en préfèrent une autre, «plus de 200». Il y a quelques années, notre institut de recherches a reçu une proposition d'un service statistique de confirmer que nous avons 99 peuples, ce qui serait plus commode qu'un nombre de trois chiffres pour l'ordinateur.

Le dernier recensement général, dont les résultats restent secrets jusqu'à présent, n'éclaircira pas la situation. La liste des ethnies avait été dressée par avance, comme toujours. Nous avons l'information que, pour les membres des ethnies qui n'avaient pas la chance de se trouver dans la liste officielle, des recenseurs proposaient de choisir comme réponse quelque chose «de moins exotique». Donc, à partir des années 20 et jusqu'à présent, plusieurs ethnies n'existaient pas officiellement. En revanche, il y a dans la liste quelques «ethnies» qui n'ont jamais existé en réalité. Comment cela se fait-il ? On a pris par exemple six ethnies de la région de l'Altaï, des ethnies tout à fait différentes de par leurs langues, leurs cultures, et on les a pourvues de passeports avec l'inscription «altaïques».

Aujourd'hui, on apprend l'existence de certaines ethnies grâce à des conflits sanglants. Il y a deux ans, les Turcs de Meskhete étaient absolument inconnus du public. Ils ne figuraient même pas dans la liste publiée récemment des peuples «punis» pendant la guerre par Staline, qui les avait accusés de collaboration avec les nazis et expulsés de leurs terres natales. Le massacre récent des Turcs déportés en Ouzbékistan a découvert pour les soviétiques un frère de plus dans la famille amicale des peuples.

**Mythe 2 :** «Chaque ethnie a le droit de créer son Etat, ce qui correspond au droit démocratique des peuples à disposer d'eux-mêmes, proclamé par l'URSS dans les années 20»

**Corrolaires :** «Nous, les Moldaves, utilisons notre droit de libre disposition ici, en Moldavie. Vous, les autres, pouvez utiliser vos droits dehors». «L'élimination de l'enregistrement de l'ethnicité sur les passeports serait un attentat aux droits nationaux»

Parfois les soviétiques se demandent pourquoi on est obligé d'indiquer la nationalité sur les formulaires requis pour s'inscrire à la bibliothèque ou pour entrer à l'université. Pourquoi fixe-t-on la nationalité sur le passeport s'il n'y a pas de discrimination ethnique ? En réalité, il s'agit d'une question de base de la politique nationale en URSS. Car, à partir de la naissance du régime, deux idées différentes se sont mêlées pour former le principe national-administratif de l'Etat : l'idée de l'ethnie (une idée culturelle) et l'idée de la société (une idée sociale). La confrontation systématique de ces idées dissemblables est un des motifs les plus importants des conflits nationaux d'aujourd'hui.

A partir des années 20, chaque ethnie s'est trouvée à une des marches de la pyramide d'Etat. Sur le sommet se trouvaient des peuples qui avaient la chance d'obtenir le statut d'une république fédérée. Au-dessous se sont trouvées des ethnies qui avaient reçu le statut de république autonome dans une des républiques fédérées, mais il est très difficile d'expliquer aux étrangers pourquoi les républiques autonomes sont moins autonomes que les républiques qui ne sont pas autonomes. Sur la troisième et la quatrième marches se présentaient des ethnies qui vivent dans le cadre des régions et des districts nationaux. Et au pied de la pyramide se trouvent la plupart des ethnies : elles n'avaient et n'ont aucun statut administratif.

Cette hiérarchie était liée à des droits très concrets. Par exemple, pour une république autonome il était interdit d'avoir un studio de cinéma, mais il était permis d'avoir un théâtre national. Pour les régions et les districts, il était interdit d'avoir une université, mais il était permis d'avoir des instituts (des écoles supérieures). Pour les ethnies sans aucun statut administratif, c'était un grand problème d'obtenir la permission d'éditer même un abc de leur langue pour l'école primaire.

Grâce à ce principe des privilèges hiérarchiques, la lutte pour les droits de l'homme, la lutte pour le droit à l'existence d'une culture s'est transformée très rapidement en lutte pour un statut administratif plus élevé. En même temps, la différence des droits sociaux était perçue très douloureusement, car interprétée toujours comme discrimination de l'ethnie.

Aujourd'hui, le temps est venu de recueillir les fruits de ces tendances dangereuses engendrées dans les années 20. En 1991, quand nous observons par exemple une résistance dure du Tatarstan à signer l'accord fédéral en qualité de république autonome de la Russie, nous devons prendre en considération le fait que, pendant des dizaines d'années, les Tatars ne savaient pas pourquoi ils se classaient comme le sixième grand peuple soviétique d'après la statistique, alors que pourtant leur avait été refusé le droit de créer une répu-

blique fédérée. Le motif officiel de ce refus pour les Tatars était vraiment paradoxal. D'après l'explication officielle, la Tatarie ne pouvait pas avoir ce statut à cause du... droit des nations soviétiques à la libre disposition. En effet, pour réaliser ce droit théorique, qui suppose la possibilité de sortir de l'Union Soviétique, on devait avoir, d'après la légende officielle, un centimètre de la frontière extérieure de l'URSS pour le moins. Comme ce n'était pas le cas de la Tatarie, elle ne pouvait pas prétendre au statut de république fédérée. Selon les règles du jeu, cela signifiait que la liberté des Tatars à réaliser leurs activités culturelles avait été limitée.

Ce droit des nations soviétiques à la libre disposition, en apparence très démocratique, proclamé par Lénine, passe jusqu'à présent pour une pierre angulaire de la politique nationale de l'URSS. Probablement, c'est le seul principe déclaré dans les années 20 qui n'a pas été rejeté au cours de la *perestroïka* par l'opinion publique, et qui est très populaire dans toutes les républiques. Cependant, il n'est pas aussi anodin qu'il paraît. L'analyse de l'application concrète de cette formule, des contacts multiples avec des mouvements nationalistes de toutes les couleurs, avec des forums politiques et scientifiques, l'analyse des déclarations de nos leaders, démocrates y compris, toute l'expérience professionnelle de mes collègues permettent d'affirmer qu'on attribue plusieurs valeurs très peu compatibles à un seul principe, ce qui provoque des situations très dangereuses.

Par exemple, les mouvements nationalistes dans les républiques essaient souvent de justifier la politique de discrimination envers les minorités ethniques en invoquant la formulée citée. La logique est la suivante : comme nous avons le droit d'une nation à la libre disposition, donc notre nation, qui est majoritaire dans la république, réalise ce droit, tandis que vos nations peuvent le faire quelque part ailleurs.

Des déclarations pareilles se basent sur les contradictions que comporte le terme *une nation* dans l'actualité soviétique. Quand ce principe de libre disposition, engendré par la pensée européenne, avait été transplanté sur le terrain soviétique, «le droit de nation» signifiait le droit de la population d'une république. Il ne s'agissait pas d'un groupe ethnique, non plus de groupe ethnique majoritaire. Cependant, dans la tradition soviétique, la définition du terme *nation* - proposée par Staline avant même la révolution d'Octobre et acceptée comme une formule canonique par toute la société - avait combiné des critères sociaux et politiques (le stade du capitalisme au moins, comme condition obligatoire pour une nation), administratifs, historiques et culturels (une langue commune). Presque quatre-vingts ans après cette définition, nos enfants continuent à l'apprendre par coeur dans les écoles secondaires, tan-

dis que les ethnologues soviétiques sont obligés d'ignorer complètement le terme *nation*, qui est devenu tellement éclectique qu'il n'est plus opérationnel.

Le signe d'égalité entre les aspects culturels (ethniques) et sociaux avait été transformé en formule : un Etat national pour chaque ethnie. Et grâce au système des privilèges liés au statut administratif de chaque ethnie, l'idée de constituer un Etat national est devenue très séduisante pour chaque minorité ethnique ainsi que pour les grandes ethnies.

C'est pourquoi, aujourd'hui, il y a plein de gens qui essaient de réprimer toute discussion, même douce, quand quelqu'un propose d'annuler les inscriptions de l'ethnicité dans les passeports soviétiques. En avril 1991, on a essayé de poser cette question de nouveau au niveau du Conseil Suprême de l'URSS. La réaction des députés représentant des minorités ethniques, aussi rapide que celle de députés des grandes ethnies, fut tellement orageuse qu'on fut obligé de renvoyer cette discussion dangereuse aux calendes grecques. Pour les grandes ethnies, l'abolition de l'enregistrement de l'ethnicité dans les papiers officiels porte atteinte à l'idée de l'Etat national, ce qui renvoie au système des privilèges très particuliers créé dans les années 20. Quant aux petites ethnies, elles regardent cette inscription officielle comme leur seule chance de survivre.

Dans la vie *quotidienne*, les relations sociales sont considérées très souvent en fonction des relations ethniques. Par exemple, une pression exercée par le pouvoir d'Etat était toujours perçue par la population des républiques non russes comme une pression exercée par les Russes. Quand la différence ethnique est superposée à une différence entre deux groupes sociaux, la situation politique devient toujours explosive. La tragédie des Turcs de Meskheti peut servir d'exemple à cet axiome.

Les Turcs déportés en Ouzbekistan par Staline constituent une ethnie caucasienne très paisible qui n'a jamais eu d'institutions militaires traditionnelles. Ils sont agriculteurs sachant labourer et vendre la production de leur labour. Grâce à leur savoir-faire, le niveau de vie des Turcs est devenu plus élevé que celui de la population autochtone. Cela veut dire que la distinction ethnique entre Turcs et Ouzbeks a coïncidé avec une grande distinction sociale. Une base favorable pour le conflit ethnique s'est ainsi créée. Deux mois avant la tragédie, l'Institut d'ethnologie de Leningrad avait envoyé au gouvernement un avertissement basé sur des données objectives, où nous avons signalé que la situation en Ouzbekistan était devenue très dangereuse. Cet avertissement a été ignoré. Quand le conflit a explosé, on a essayé d'expliquer les événements par un incident occasionnel de marché rural. Or c'est un

scénario classique pour les ethnologues, qui peuvent donner des dizaines d'exemples de conflits pareils.

Le public s'aperçoit des distinctions culturelles formelles (la langue, le vêtement traditionnel, le comportement, l'étiquette) bien avant qu'il puisse se rendre compte des distinctions sociales moins explicites. C'est pourquoi les distinctions sociales ont tendance à se teindre en couleurs ethniques, surtout à l'époque des changements rapides du système économique qu'on vit en URSS. Par exemple, à Leningrad, le commerce aux marchés est réglé par des membres des ethnies caucasiennes : dans l'opinion publique, ce ne sont pas les prix exorbitants des marchés qui sont les plus révoltants, mais «les noirs» en général, terme qui est né dans les transports publics pour nommer n'importe quel ressortissant des républiques du Sud de l'URSS. Il n'est pas difficile de prévoir que le cours des réformes économiques doit aggraver le conflit entre «les blancs» et «les noirs» dans une ville où il n'y avait pas jusqu'à présent de tension inter-ethnique.

Aujourd'hui, la naissance de dizaines de petits Etats sur base ethnique, dans des conditions sociales très différentes, devient un des facteurs principaux qui provoqueront demain des conflits très graves. Les événements en Yougoslavie, Etat fondé sur le même principe national-fédéral, représentent une perspective réelle pour l'URSS. Malheureusement, les politiciens ne prennent pas au sérieux les opinions des spécialistes. Dans notre pays, les ethnologues n'étaient pas considérés par les pouvoirs comme des experts officiels dans les problèmes ethniques. Dans un pays de 300 millions d'habitants, il n'y a que quatre (!) sections universitaires d'ethnologie, qui ne préparent que soixante spécialistes par an. Et il ne s'agit pas du retard par rapport aux universités européennes ou américaines, où on trouve partout des chaires d'ethnologie ou d'anthropologie sociale. Il s'agit d'une autre vision des problèmes : la confusion des facteurs nationaux et sociaux a pour résultat le fait que ce sont les spécialistes du «communisme scientifique» et de l'économie marxiste que l'on considère comme les experts des problèmes nationaux, et ces «experts» appliquent de bonne foi leurs méthodes.

**Mythe 3 : «Les questions des langues nationales, des traditions culturelles, sont des questions secondaires. On pourra les régler plus tard. Il faut commencer par les réformes économiques. Si ça marche, on n'aura plus aucun conflit entre les ethnies»**

Il est très symbolique que les premiers slogans des premiers mouvements nationaux réveillés par la *perestroïka*, ne touchaient pas l'économie ou la

politique. L'opinion publique, autant qu'officielle, était embarrassée par le degré des passions inspirées par des questions «peu importantes», telles que le statut des langues et des systèmes d'écritures. Ces questions ont émergé brusquement, en provoquant de vraies batailles sur un terrain comparable au théâtre de la Première Guerre Mondiale : l'Asie Centrale, la Moldavie, les républiques baltes, le Caucase. Principalement, le Centre n'a pas prévu que la langue, le phénomène le plus important de la culture, devienne le drapeau d'une ethnie dans des époques de changements rapides de la vie sociale. De plus, il y a des facteurs historiques qui ont considérablement aggravé la situation linguistique dans plusieurs régions du pays.

Dans les années 30, Moscou a décidé d'offrir l'alphabet cyrillique aux cultures «inférieures». En Asie Centrale, cela a été fait en deux étapes. D'abord l'écriture arabe a été abandonnée au profit de l'écriture latine, qui a plus tard cédé la place à l'écriture cyrillique. La tradition écrite a été interrompue. Les peuples ont été séparés de leur histoire. Aujourd'hui, seuls les spécialistes essuient la poussière des livres superbes accumulant l'histoire de la culture depuis plusieurs siècles.

Les expérimentations ayant pour but l'unification des cultures locales ont donné des résultats inattendus. Dans plusieurs régions du pays, elles ont engendré des néo-nomades sans racines, sans traditions, sans histoire et parfois sans langue maternelle. Depuis quelques années, les ethnologues et les linguistes sont très inquiets des données de leurs enquêtes de terrain. Le fond de l'affaire peut être illustré par un exemple concret.

Samarkand et Boukhara sont des foyers anciens de la culture persane. La majorité de la population de ces villes merveilleuses est constituée de Tadjiks (bien que la statistique officielle dise le contraire). Dans les années 30, le Kremlin a décidé de transmettre ces villes à l'Ouzbekistan. On a choisi une autre capitale pour le peuple tadjik : Douchanbé. Les habitants de Samarkand se sont trouvés devant le choix : émigrer vers Douchanbé, ou changer leur ethnicité «officielle» en s'inscrivant comme Ouzbeks. Les enfants de ces néo-Ouzbeks sont devenus Ouzbeks automatiquement, grâce au système des passeports : c'est l'ethnie de vos parents qui est marquée dans votre passeport. Le résultat est le suivant : la statistique officielle donne pour certaines régions 90% d'Ouzbeks et 10% des autres ethnies, y compris les Tadjiks. La statistique réelle donne pour ces régions 90% de Tadjiks et 10% des autres ethnies, y compris les Ouzbeks. Parfois l'inscription en russe justifie que le propriétaire du passeport est un Tadjik, tandis que l'inscription en langue nationale constate que la personne en question est un Ouzbek. Il arrive que dans la même famille, les mêmes parents s'ingénient à avoir un

enfant qui est Ouzbek et un autre qui est Tadjik. Les explications que plusieurs Tadjiks trouvent pour ces situations paradoxales peuvent être très curieuses : «Moi, je suis un Ouzbek, mais je suis un Tadjik par l'ethnicité».

Dans quelques quartiers de ces villes vous n'entendez jamais un mot d'ouzbek mais, jusqu'en 1990, on n'avait pas une seule école secondaire où on pouvait utiliser la langue tadjik. Le maître, un Tadjik le plus souvent, parle un ouzbek écorché aux élèves, des Tadjiks. Au cours des récréations on change de langue, et on tend à privilégier la langue maternelle. Ça pose un problème très sérieux. Pendant des années on parlait beaucoup du multilinguisme des peuples soviétiques. Aujourd'hui les spécialistes sont réduits à parler du *semi-linguisme* qu'on trouve dans plusieurs régions du pays. Le cas des Tadjiks - et surtout de plusieurs minorités ethniques, entre autres kirghizes, kazakhs etc. - à Samarkand peut bien illustrer ce phénomène. C'est vrai que la plupart des habitants de cette ville parlent plusieurs langues, mais le principal est que chacune de ces langues n'est affectée qu'à une seule situation socio-linguistique : la langue de famille (dont le dictionnaire est très limité par le niveau de la formation), la langue de rue, la langue d'école, la langue des manifestations politisées (c'était bien sûr le russe), tandis qu'une cinquième ou bien une sixième situation ne sont «couvertes» par aucune langue. Le résultat, c'est que plusieurs adolescents n'ont plus aucune langue qu'on puisse appeler leur langue maternelle. Si on n'oublie pas que c'est la langue maternelle qui structure la mentalité d'un enfant, on devra prendre au sérieux des recherches scientifiques des dernières années qui constatent une corrélation entre le semi-linguisme et l'agressivité de l'individu. Surtout que la statistique des ethnologues donne le chiffre de 16 millions de citoyens soviétiques en état de semi-linguisme.

Cette situation ne se forme pas seulement dans les écoles qui, en 1990, n'utilisaient que 39 langues parmi les 204 langues du pays. Elle s'aggrave quand, à l'âge de 18 ans, un jeune homme commence son service militaire qui est obligatoire. La langue de l'armée, c'est le russe. Pour décrire le langage des petites unités militaires dont la plupart sont des unités internationales, il n'y a pas encore de terme linguistique adéquat. Ce langage est constitué d'une vingtaine des expressions de la langue la plus répandue à l'unité, ainsi que d'une vingtaine de clichés russes en forme de gros mots, qui peuvent caractériser n'importe quelle situation et sont (?) une vraie langue inter-ethnique. Ce ne sont pas des suppositions abstraites, mais bien des constats qui se basent sur l'analyse linguistique des rapports officiels écrits par des soldats, ressortissants de républiques différentes. Pendant le putsch, on a découvert que plusieurs soldats dans les unités armées envoyées vers Moscou et Petersburg ne pouvaient pas comprendre l'appel d'Eltsine adressé au peuple

en russe. Des enthousiastes étaient obligés de traduire en urgence cet appel en quelques langues des minorités ethniques.

Bien sûr, on a fabriqué plusieurs programmes de perfectionnement en russe pour les soldats d'autres ethnies. Le manuel russe de ce genre est devant moi. Quelles phrases russes sont les plus importantes pour que ces jeunes hommes puissent trouver le plus vite possible un langage commun avec leurs camarades ? Parmi d'autres, le manuel propose le chef-d'oeuvre suivant : «La langue russe est la langue de la paix et du progrès». Une formation linguistique d'un niveau pareil n'a pas beaucoup de chances de résoudre le problème du semi-linguisme.

Il est important de noter que ce n'est pas seulement le problème de l'Asie Centrale ou du Caucase. Il est très actuel aussi pour les peuples slaves. En 1938, le russe est devenu une seule langue officielle pour toutes les écoles secondaires de l'URSS. Ce fut le signal pour attaquer des cultures toujours uniques des minorités, dont des dizaines sont mortes aujourd'hui. Vingt ans après, Khrouchtchev a prononcé sa phrase historique à l'Université de Minsk, la capitale de la Biélorussie : *«Plus vite nous tous apprendrons le russe, plus vite nous édifierons le communisme»*. Ce fut le signal pour fermer toutes les écoles pratiquant le biélorusse ainsi que plusieurs écoles nationales en Ukraine. Les données actuelles des sociologues indiquent qu'aujourd'hui nombre d'habitants de Minsk, surtout des jeunes, ne lisent plus de livres en biélorusse. Certains d'entre eux sont devenus complètement déracinés, ne possédant ni la langue maternelle, ni la langue russe, mis à part le langage primitif des journaux politiques.

**Mythe 4 : «C'est notre patrie historique, c'est la terre de nos ancêtres. C'est pourquoi notre ethnie a plus de droits à occuper cette région que votre ethnie, qui n'est venue ici qu'il y a deux petits siècles»**

Les arguments historiques sont très typiques de la polémique actuelle à propos des questions nationales. Les meilleurs chercheurs de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie ont opéré une révision totale de l'histoire du Karabakh pour justifier le droit à disposer de cette région qui avait été sous le pouvoir des deux ethnies à tour de rôle. Cependant ce n'est pas tellement clair : est-ce qu'il faut s'arrêter au paléolithique ou bien faut-il aller plus loin ? Si on accepte des arguments historiques, les Russes doivent sans doute quitter Petersburg et rendre les rives de la Neva aux tribus finnoises qui ont peuplé le delta de cette rivière bien avant Pierre le Grand. La polémique autour des frontières des nouvelles républiques qui déclarent leur indépendance a réanimé des

---

appels à l'histoire qui ignorent une situation démographique actuelle.

### **Mythe 5 : « Il y a les droits des ethnies »**

Il n'y a qu'un seul droit des ethnies - le droit de ne pas être discriminées. Le reste, c'est le domaine des *droits de l'Homme*. C'est un individu qui doit avoir les droits élémentaires qui lui permettront de choisir la langue à parler, l'école pour ses enfants, les traditions à suivre, le Dieu à prier. Quant à la religion, dans les années 20, elle a été formellement séparée de l'Etat. Le pouvoir l'a déclarée une affaire privée. Cela signifiait qu'on devait regarder la religion dans le contexte des droits de l'individu. Pour l'ethnicité ce ne fut pas le cas, même au niveau des déclarations. Jusqu'à présent, la plupart des gens sont convaincus que l'ethnicité, c'est une chose qu'on ne peut pas déterminer soi-même, alors que la religion est une affaire de choix personnel.

Est-ce qu'on peut espérer qu'un jour l'ethnicité deviendra enfin un domaine privé, où l'Etat n'interviendra plus ? Cet objectif n'a jamais été proclamé par le pouvoir officiel, quoique ce soit le seul moyen de démonter cette alliance dangereuse des Etats avec les ethnies. Pourtant, même si on proclame un slogan pareil, sa réalisation ne donnera rien, si les droits de l'Homme ne sont pas assurés. Avant tout, cette question est très actuelle pour plusieurs minorités ethniques qui meurent calmement, sans conflits attirant l'attention de l'opinion publique. Si, pour ces minorités, on annule aujourd'hui l'inscription de l'ethnicité sur les passeports, demain des dizaines d'ethnies disparaîtront à jamais. Il est inutile de compter maintenant sur un programme national pour protéger des minorités ethniques. Des écoles primaires, des abc, des centres culturels, des réserves pour les ethnies, toutes ces exigences élémentaires ne sont pas réelles dans la perspective prochaine. Et c'est ici qu'une aide des pays européens pourra être la plus efficace. Parce que la mort d'une langue, d'une culture, c'est toujours une perte irréparable pour toute l'humanité.

## **implosion au village-capitale** la décadence de la classe politique de Bonn notices d'un observateur-participant

tilman fichter<sup>(1)</sup>

*La carte de l'Europe a beaucoup changé au cours des deux dernières années, et personne ne l'avait prévu, les penseurs «du totalitarisme» moins que les autres.*

*Mais encore les changements se poursuivent, les questions nationales et le processus de latino-américanisation que nous distinguons en 1989 (cf. CM n° 173), étant loin d'avoir produit une nouvelle configuration stable.*

*Si quelques éléments explicatifs sont certains - la perestroïka, le «processus d'Helsinki»,... - la compréhension d'ensemble reste à produire. Et il reste notamment à lever bien des malentendus entre la gauche européenne et celles des forces qui ont renversé les nomenklatura et qui se définissent ou pourraient se définir comme progressistes.*

*Au centre de ces questions, et aux premières loges, l'Allemagne et la gauche allemande : voilà pourquoi nous avons sollicité Tilman FICHTER, chef de la section éduca-*

---

(1) Une première version, plus courte, de cet essai est parue dans le numéro de juin de la revue portugaise *Finisterra* et dans le magazine de la ville de Cologne, proche du SPD, *Kölner Politische Informationen*.

*tion et formation auprès du bureau du SPD à Bonn et collaborateur de la revue Neue Gesellschaft-Frankfurter Hefte. Il s'est défini lui-même comme «nationaliste de gauche» dans le débat sur l'unification allemande qui a traversé le SPD dès l'été 89. Il vit aujourd'hui à Berlin-Charlottenburg.*

«Ce phénomène des nouvelles élites, qui, dans un circuit incessant, émergent des couches inférieures, montent vers les couches supérieures, s'y déploient, pour dégringoler ensuite et retourner au néant, est un des facteurs essentiels de l'histoire. Il est indispensable d'en tenir compte pour pouvoir comprendre les grands mouvements sociaux».

(Vilfredo Pareto dans son introduction à *Les systèmes socialistes*, le 30 novembre 1901 à Genève).

Une partie considérable de la classe politique de Bonn a été brutalement surprise en automne 89. Les *Profis* - «professionnels», c'est ainsi que les acteurs politiques aiment se qualifier eux-mêmes - se sont réveillés dans leur paysage rhénan, trop tard pour assister à la nouvelle unification allemando-allemande, puisque la politique dans la serre de Bonn était et est encore «déterminée par l'establishment»<sup>(2)</sup>. C'est pourquoi la culture contestataire de la jeunesse en RDA, qui se répandait rapidement vers la fin des années 80, ne s'intégrait pas non plus à la conception alors prépondérante du statu quo mondial. D'esprit borné, une grande partie des acteurs à Bonn (malheureusement aussi à Berlin-Ouest) a négligé les symptômes pourtant très clairs d'une situation pré-révolutionnaire en Europe centrale et à l'Est. Il n'y avait donc pas que les communistes dogmatiques qui trouvaient très étranges les amulettes de la Vierge Noire aux revers des activistes politiques de *Solidarnosc*. Une partie des jeunes politiciens rouges-verts et post-nationaux en RFA a réagi vraiment de façon hystérique à la renaissance du nationalisme politique en Europe orientale. Car, en fin de compte, la coalition socialiste-libérale de Bonn avait renoncé à l'unité de la nation en faveur d'une nouvelle coexistence et d'une politique (plus ou moins) pacifiste, notamment sous le choc de la construction du Mur en août 1961. Depuis ce temps-là, les mots cruels d'Egon Bahr (prétend-t-on) rôdaient dans Bonn : «*Si nous,*

(2)Karl Schögel dans la *Neue Gesellschaft/frankfurter Hefte (NG/FH)* de novembre 1990, p.980.

*Allemands, renonçons à l'unité pour garantir la paix en Europe, les Polonais doivent aussi renoncer à leur liberté». Mais les Polonais se sont battus avec succès pour la liberté individuelle et l'indépendance nationale, malgré l'état d'urgence et la loi martiale.*

Willy Brandt et Egon Bahr ont conçu en 1969-70 une nouvelle politique concernant l'Allemagne et les pays de l'Est dans une dialectique de rapprochement et de délimitation. Dans les années 80, seule demeurait une politique de rapprochement. La dialectique complexe d'une politique de paix et de détente, envisagée au départ, se figeait ainsi (dans l'ère de Helmut Schmidt et de Helmut Kohl) de plus en plus dans une politique de statu-quo à la Metternich. Les actions de grève de *Solidarnosc* ou les confrontations violentes entre les bagarreurs de la *Stasi* et les combattants des droits de l'homme de la RDA, à Berlin ou à Leipzig, ont été enregistrées assez souvent à Bonn, Wiesbaden, Düsseldorf ou Mûnich comme facteurs perturbateurs de la politique du statu-quo. Mais le retour des masses dans la vie politique de l'Europe centrale était irrésistible.

## **güstrow**

La crédibilité du *SPD* en matière de politique concernant l'Allemagne fléchissait depuis le jour où le chancelier social-démocrate, Helmut Schmidt, avait rencontré le président du Conseil d'Etat, Erich Honecker, le 13 décembre 1981 à Gûstrow, petite ville du Mecklembourg, déserte et démonstrativement occupée par la *Stasi*. Le même jour, le général Jaruzelski proclama la loi martiale à Varsovie. Au lieu de rentrer immédiatement, Helmut Schmidt resta à Gûstrow, faisant preuve ainsi d'une compréhension inexprimée pour Honecker et Jaruzelski. Ce salamalec devant la *real politik* Est-Ouest conduisit à moyen terme à une perte de prestige des sociaux-démocrates en RDA, c'est-à-dire à une crise de légitimité qui s'est répercutée plus tard dans les mauvais résultats des premières élections libres de la *Volkskammer*, le 18 mars 1990, et ceux des élections au *Bundestag* le 2 décembre 1990. En conséquence, il est un peu abusif d'imputer à Oskar Lafontaine la responsabilité du désastre électoral que le *SPD* a subi.

En juin 1987 encore, le conseil de direction du *SPD* admit, dans un texte intitulé *Streit der Ideologien und die gemeinsame Sicherheit* («Le combat des idéologies et la sécurité collective»), et élaboré par la *Grundwertekommission* (la «Commission doctrinale») et la *Akademie für Gesellschaftswissenschaften beim ZK der SED* («l'Académie des sciences sociales près le C.C. du *SED*»), que les deux systèmes sociaux étaient «réformables». A ce moment-là, le

régime du *SED* n'était déjà plus capable d'imposer des réformes décisives dans le domaine de la politique économique. Le post-stalinisme réellement existant vivait largement et surtout (depuis le début des années 70 environ) de la substance économique que la société bourgeoise lui avait laissée. Seule Helga Grebing critiqua les concessions politiques du *SPD* au *SED*. Mais sa critique resta sans écho.<sup>(3)</sup>

## les profiteurs de la scission

Même en critiquant le langage du document de dialogue *SPD/SED* et le moment de sa parution, la *CDU/CSU*, elle aussi, s'était réconciliée depuis longtemps avec les dirigeants de l'Etat-*SED*. Sa politique nationale de l'époque le prouve effectivement. Déjà en décembre 1983, le président bavarois de la *CSU*, Franz-Josef Strauss, dans un article paru dans une revue américaine spécialisée en politique extérieure, *Foreign Policy*, avait plaidé pour une négociation de traités de paix entre les deux Etats allemands d'après-guerre. Sur ce point, le crédit d'un milliard de *DM* pour le gouvernement de la RDA, que Strauss amorça vers ce temps-là, ne pouvait surprendre que les députés *CSU* mal informés des derniers rangs (récemment l'ancien «procureur de devises» en chef de la RDA, Alexander Schalck-Golodkowski, prétendait que le crédit d'un milliard, que Strauss avait fait accorder à la RDA en été 1983, avait sauvé «l'Etat des Travailleurs et des Paysans» de la faillite). Depuis ce temps-là, c'était le stratège du pouvoir, le comte Clemens Wenzel Metternich - un vieil ami du premier chancelier, le Dr. Konrad Adenauer (*CDU*) - qui dirigeait la *Konrad-Adenauer-Haus* à Bonn, et la Centrale de la *CDU* dans la *Nymfenburger strasse* à Munich. Pour toutes les décisions réalistes, on trouvait dans les années 80, à Bonn aussi bien qu'à Munich, des justifications.

Cette mentalité de légitimation (aussi bien du côté centre-gauche que du côté centre-droit) aveuglait de plus en plus les députés de Bonn sur la situation pré-révolutionnaire soutenue par les mouvements démocratiques et des droits de l'homme en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en RDA.

Mais les révolutions à Varsovie, Budapest, Berlin, Leipzig et Prague contrecarrèrent les projets à longue échéance des représentants d'une «politique réaliste» aux bords du Rhin et de l'Isar, projets dans lesquels le facteur de la démocratie était à peine pris en compte. En outre, Strauss aspirait à trouver

---

(3) Helga Grebing «Kein dritter Weg?» In: *Vorwärts*, 12 septembre 1987

---

une solution «à l'autrichienne»<sup>(\*)</sup> pour la RDA, parce qu'il était d'avis que la position stratégique de la Bavière ne pouvait être assurée que dans une Allemagne divisée. Sa polémique anti-communiste du mercredi des Cendres n'était plus qu'une blague populiste de droite.

### les armes miraculeuses ouest-allemandes

Lorsque le conflit du Golfe s'aggrava de plus en plus, l'incapacité politique et le manque d'imagination à Bonn se révélèrent à nouveau. Bien que *Der Spiegel* ait signalé du Caire, dès fin juillet 1990, que l'armée irakienne sous le commandement de Saddam Hussein était en train de préparer une «guerre de conquête contre le Koweït», le Ministère des Affaires étrangères ne prit pas l'information au sérieux. A ce moment-là, le Ministère de l'Intérieur et le Procureur général auraient dû convoquer démonstrativement les *konzerns* devant le tribunal, ces *konzerns* qui installaient un arsenal de gaz toxique pour Saddam, étendaient la portée des fusées Scud soviétiques et les dotaient d'ogives chimiques. La banalité de la discussion politique à l'intérieur de l'Allemagne sur ces livraisons d'armes est effrayante. Si un seul obus de gaz toxique de provenance germano-irakienne avait explosé au-dessus d'un des nombreux camps de *GI's* ou au-dessus de Tel-Aviv, le monde civilisé tout entier aurait relégué la caste politique de Bonn à tout jamais dans le désert. Non seulement des millions de personnes à New-York, Londres ou Paris auraient manifesté dans les rues, mais les vainqueurs de la deuxième guerre se seraient réunis à Potsdam.

Il faut en retenir que l'élite politique en RFA fut incapable, malgré Auschwitz, de contrôler, voire d'arrêter l'exportation de ces nouvelles armes allemandes vers le monde arabe (des procès après coup ne servent pas à grand'chose). En outre, le gouvernement ouest-allemand aurait dû soutenir les efforts diplomatiques du gouvernement français qui, au début du printemps 91, tentait encore d'échapper à la logique de la guerre totale en proposant un règlement global de paix au Proche-Orient.

---

(\*) Le président de la CSU, selon Klaus Bloemer, déclara en 1976: "Je crois que chaque homme politique raisonnable serait prêt à accepter la séparation allemande, si en revanche des facilités étaient garanties aux Allemands à l'Est, c'est-à-dire si se créait là-bas un Etat libre avec des élections libres, la liberté d'information et d'expression. Il s'agirait alors d'un type de rapport comme il en existe entre la RFA et l'Autriche" Cfr NG/FH 1989/12, p.1068

## réalisme et pensée utopique

Dans une analyse de la politique nationale de Kohl, Nina Grüenberg, rédactrice de *Die Zeit*, revue proche de la CDU, faisait remarquer à juste titre que le Chancelier n'avait jamais été, jusqu'à la fin des années 80, considéré au sein de la CDU/CSU comme un «expert» en affaires inter-allemandes. Aussi ne trouverait-on actuellement personne à Bonn pour prétendre que cette matière lui ait jamais tenu à coeur. Malgré tout, Kohl eut le nez fin en automne 1989<sup>(5)</sup>. Lorsqu'il proposa au Parlement ouest-allemand (le *Bundestag*) son «programme en dix points» en vue d'une «association contractuelle» inter-allemande, le 28 novembre, il croyait encore fondamentalement à la capacité de réforme de la société est-allemande. Mais, dès sa visite à Dresden le 19 décembre 1989, son évaluation changea. Les manifestants devant l'église Sainte-Marie avec leurs drapeaux aux couleurs noir-rouge-or n'avaient apparemment plus peur des *Vopos* ou de la *Stasi*. Le slogan *Deutschland, einig Vaterland* («Allemagne, patrie unique»), scandé en coeur par les masses, donna froid dans le dos aux envoyés de Bonn, comme le déclara plus tard Nina Grüenberg. Après avoir assisté à cette résurrection, Kohl tenta - avec l'appui ostensible de Willy Brandt - de gagner Gorbatchev à l'unification rapide de l'Allemagne. Le «miracle du Caucase» fut précédé par la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse par la CDU/CSU. Kohl aurait froidement forcé la reconnaissance de la frontière occidentale de la Pologne et empêché toute discussion à l'intérieur de l'Union (la CDU-CSU,ndt) sur «l'abandon légal d'un tiers du territoire du Reich». En ces jours, la fortune lui a souri, et ceci - à en croire Nina Grüenberg - «suffit aux manuels d'histoire», même s'il est toujours resté «le vieux Kohl». C'est un paradoxe de l'histoire, que «le changement le plus net» qui se soit produit en Allemagne après la deuxième guerre mondiale ait été accompli par un homme n'ayant jamais voulu transformer quoi que ce soit : «Kohl est l'homme du statu-quo, un politicien du pouvoir, pour qui la réalité a toujours été plus importante qu'une utopie lointaine, un réaliste pour lequel - selon ses propres mots - la réunification était un rêve, irréalisable de son vivant». Mais lorsqu'il a senti «le moment favorable» à Dresde, il a su saisir l'occasion et apparaître comme «le génie de l'opportunité» ainsi que l'écrit Lothar Gall, l'historien national-libéral. A partir de ce moment-là, la réunification allemande devint «l'affaire du chef». Hans-Jochen Vogel fut bien près de la vérité en constatant que le chancelier de la CDU traitait «l'unité comme une affaire privée».

Mais la fortune abandonna le chancelier de l'unité, dont l'instinct avait été si

---

(5)Cfr. *Die Zeit*, n°40, 28 septembre 1990, pp. 3 et s..

sûr, précisément au moment où il s'agissait de concrétiser l'unité économique et sociale de l'Allemagne réunifiée. Malgré les avertissements de ne pas laisser la restructuration politico-économique de l'économie autoritaire de la RDA, complètement épuisée, aux seules lois du marché, Kohl crut - et il est à craindre qu'il croie toujours - à la puissance miraculeuse du *big bang* capitaliste. Mais la comparaison avec les années 1948-49 est fautive. «Le miracle allemand» d'après 1945 n'est pas issu du vide économique, comme veut nous le faire croire la légende de Ludwig Ehrhard. Le niveau industriel et technologique dans les trois zones occidentales d'occupation était à l'époque incomparablement meilleur qu'en l'ex-RDA actuelle. Car en 1945, l'équipement productif dans son ensemble - dont d'ailleurs seulement 15% avaient été détruits - était moderne, en raison d'investissements exceptionnellement élevés dans l'économie de guerre des nazis. Il est vrai - selon les estimations de Rudi Schmiede - qu'un tiers de la richesse nationale allemande avait été détruit. Mais cette destruction concernait surtout le logement, les transports en commun, les réseaux de distribution et de communication. Dans l'ensemble cependant, l'industrie ouest-allemande se trouvait dans une situation plus favorable qu'avant la deuxième guerre mondiale <sup>(6)</sup>. Il s'agissait donc d'une position de départ mieux assurée en général que celle des vieilles installations industrielles dans l'ancienne RDA.

A la rigueur, seule la situation dans les secteurs du logement, du transport et des communications serait comparable, pas celle dans le secteur de la production. Celui qui ne prend pas en compte ces différences cruciales entre les positions économiques de départ des deux Allemagnes risque de promettre aux masses des châteaux en Espagne, et de croire finalement lui-même à ses promesses. Dans les media, ce thème a été écarté pendant quelques semaines par la guerre du Golfe. Toutefois, après les manifestations du lundi à Leipzig et l'augmentation des impôts, le chancelier de l'unité semble avoir épuisé tout son latin économique.

### **du capitalisme sauvage ?**

Le 9 novembre 1989, au moment où le Mur tombait finalement, la RDA comptait 9.5 millions de salariés. Ceci représentait un taux d'emploi de 96%. Comme le remarqua Walter Jacobs, dans une analyse bien étoffée de la situation de l'emploi en ex-RDA parue dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*

(6)Cfr. Rudi Schmiede, «Das deutsche Wirtschaftswunder 1945-1965\*», in *Die Linke im Rechtsstaat* Tome I (auteurs: Bernhard Blanke, F.C. Delius, Tilman Fichter, Nils Kadritzke, Bernd Rabehl, Ute Schmidt, Georgia Tornow); Berlin 1976, p.107 et pp:s.





(FAZ) du 26 mars 1991 : «Nulle part dans le monde capitaliste on ne trouve une situation comparable. En 1989, ce taux s'approchait à peine en RFA des 70%, seulement 2% de plus qu'en 1961. Ainsi, le potentiel de production et de service pleinement développé en Allemagne Fédérale offre un emploi à seulement 70% de la population active et ceci en période de haute conjoncture».

Les négociateurs à Bonn et à Berlin-Est auraient en fait dû être au courant de ces données relatives à la politique de l'emploi, au printemps 1990, au moment où ils débattaient, pressés par le temps, du traité bilatéral sur l'union économique, sociale et monétaire.

A ce moment, Oskar Lafontaine et Karl-Otto Pöhl mirent cependant en garde contre les conséquences d'une union monétaire précipitée. La proposition de Lafontaine au groupe parlementaire du SPD de voter tout d'abord démonstrativement contre le traité au Parlement fédéral a préparé la défaite des sociaux-démocrates lors des élections au Parlement fédéral (*Bundestag*) le 2 décembre 1990 (même si, entretemps, au Conseil fédéral, les *länder* gouvernés par le SPD ne se sont plus opposés au traité, faute d'une alternative du même SPD). Le 1er juillet 1990, l'union économique et monétaire entra en vigueur. Exactement neuf mois après, l'amertume se révéla et des manifestations de protestation contre le chômage massif furent organisées dans les cinq nouveaux *länder* et à Berlin. Même le premier ministre social-démocrate du Brandebourg, Manfred Stolpe, un homme généralement réservé, s'est plaint du «sombre capitalisme manchesterien» dans les nouveaux *länder*, lors d'un congrès des comités d'entreprises du syndicat de la métallurgie (*IG-Metal*), le 27 mars 1990 à Berlin. Le bourgmestre de Berlin, Eberhard Diepgen (*CDU*) a déclaré, au même congrès, que les citoyens de l'ancienne RDA devaient avoir en ce moment l'impression d'être des «hommes de seconde classe».

Manifestement, Oskar Lafontaine a vu juste en prophétisant que le gouvernement fédéral chrétien-démocrate et libéral rencontrerait des difficultés vers le milieu de 1991 avec sa politique monétaire et économique inter-allemande. La crise est même intervenue plus tôt que Lafontaine ne l'avait prédit. L'Union réagit de façon nerveuse aux manifestations en ex-RDA et reproche aux syndicats d'y avoir joué «un rôle d'instigateur». Le climat social dans la république devient plus irritable. Partout on n'entend que des appels au secours afin de fonder des associations procurant de l'emploi, des revendications visant la création de «tables rondes sur la politique économique au niveau régional» et des critiques sur la société fiduciaire (*Treuhand*). Sur une banderole, portée par des travailleurs de l'industrie chimique dans une manifestation à Leuna, on pouvait lire : «Kohl, tu te trouves à la hauteur de chute

optimale». Apparemment, les limites de l'économie de libre concurrence sont atteintes en ex-RDA.

### **changement d'élite ?**

Mais les analyses sur la société-RDA en déclin, vues de loin depuis la chancellerie fédérale, restent vagues et font miroiter de nouveaux châteaux en Espagne aux yeux des acteurs politiques à Bonn. Depuis peu, on prétend qu'il suffit de décentraliser et de réformer la société fiduciaire centraliste, située Alexanderplatz, et, en cas de nécessité, d'investir quelques milliards dans des entreprises qui sont irremplaçables au niveau régional, pour que l'essor économique dans le nouvel Est, ardemment attendu depuis longtemps, se produise. Mais le dilettantisme de la classe politique de Bonn, et la mentalité d'amateur d'occasions, extrêmement répandue chez une partie des entrepreneurs ouest-allemands (je donne en exemple l'accaparement systématique des «fins morceaux» par les investisseurs occidentaux qui cherchent à combler des lacunes dans leur production), ont conduit l'économie stagnante des années 80 en RDA à la catastrophe. Certes, la société fiduciaire rend finalement aux communes un grand nombre de biens immobiliers. Mais cette décision vient un peu trop tard pour beaucoup de villes et de communes qui sont à la limite de la faillite. On pourrait critiquer à volonté la technocratie fiduciaire sans contrôle parlementaire. Pourtant, il ne faut pas attribuer à la société fiduciaire la décision de principe - en vigueur jusqu'il y a quelques semaines - de privatiser à tout prix les entreprises de la RDA et non de les assainir, mais bien à la foi dans l'étincelle capitaliste, fort répandue chez les hommes politiques à Bonn. Et comme on le sait, ces «apprentis sorciers» ne tirent que lentement la leçon de leurs défaites. En d'autres termes : une grande partie de la classe politique de Bonn se trouve dans une crise, dont le point culminant n'est probablement pas encore atteint. La guerre froide est terminée et la «contre-élite» politique et post-stalinienne en RDA a disparu en quelques semaines.

Depuis quelques mois, on pouvait avoir l'impression à Bonn que certains acteurs politiques ouest-allemands étaient la proie d'une bizarre indécision, provoquée par la disparition de cette «contre-élite» post-stalinienne en RDA. Le temps d'un changement d'élite dans l'Allemagne réunifiée est-il arrivé ? Cette nouvelle élite politique, de quel potentiel social se nourrirait-elle ? Elle devrait s'appuyer en tout cas sur des talents provenant de différents domaines : de l'intelligentsia technique, de l'art créatif, des scientifiques et en premier lieu des représentants syndicaux des comités d'entreprises et des membres des mouvements démocratiques en ex-RDA. D'autre part il faudrait

refouler l'influence politique des juristes et des professeurs, des fonctionnaires, en un mot celle de la culture bureaucratique. Si l'on veut que la politique devienne plus intelligente et plus consciente (ce qui me semble une nécessité absolue par rapport aux tâches économiques et industrielles, sociales et politiques dans l'Allemagne réunifiée), alors les compétences en matière économique, technique et esthétique-philosophique devraient s'accroître dans **tous** les partis politiques.

L'ancien secrétaire d'Etat (*CDU*) auprès de la chancellerie de Hesse, Alexander Gauland, indiqua récemment dans *FAZ* une des raisons fondamentales pour laquelle la classe politique en Allemagne Fédérale est à peine capable de présenter encore des «candidats attractifs»: dans les années 70-80, les partis de Bonn seraient devenus de plus en plus «des sociétés de prévoyance pour les politiciens professionnels», dont l'existence dépend «uniquement du succès ou de l'échec» de leurs partis respectifs<sup>(7)</sup>. En effet, depuis que la vieille caste politique weimarienne et la génération fondatrice de Bonn se sont retirées de la politique active, la cohorte de la jeune génération se recrute généralement parmi les organisations de jeunes et d'étudiants fidèles à la ligne des partis auxquels elles appartiennent. De ce fait, ces jeunes hommes et femmes politiques peuvent être sûrs d'une position dans un service public ou, s'ils le veulent, peuvent aspirer à un mandat politique. En général ils seraient «mieux rémunérés qu'un professeur ou un haut fonctionnaire (du même âge)». C'est de l'égoïsme comme mode d'existence politique. En général les esprits critiques ne sont pas tolérés. Peter Glotz (*SPD*), Kurt Biedenkopf (*CDU*) ou Hans Maier (*CSU*) en ont souffert. Wolfgang Thierse (*SPD*, Berlin-Est) ou Antje Vollmer (*Die Grünen/les écologistes*) sont considérés dans cette catégorie d'âge uniquement comme des perturbateurs. Cependant, Gauland ne relève pas le processus de sélection préventif qui se fait dans les deux partis populaires quant à la formation de leurs élites. Ce processus se révèle dans des éliminations et des résolutions d'incompatibilité (voir l'exclusion des membres de la *SDS* du *SPD* en 1961), dans le manque de théorie et la contrainte exercée par le conformisme. Et pourtant, c'est là que se trouve la raison principale de la crise de légitimité du pouvoir à Bonn. La conséquence de cette mentalité de petite chapelle est un appauvrissement intellectuel de la vie parlementaire à Bonn.

(7) Alexander Gauland, «"Geschlossene Gesellschaft. Die politische Klasse der Bundesrepublik sperrt sich gegen ihr eigenes Volk», in *FAZ*, 31 mai 1991, p.36.

## sicilianisation

Vu le chômage de masse menaçant dans les nouveaux *länder*, l'union politique, économique et industrielle de l'Allemagne est le défi national par excellence en ex-RDA, car le danger d'une sicilianisation est réel. La politique économique attentiste du gouvernement fédéral chrétien-libéral est largement responsable du décalage social et économique entre l'Est et l'Ouest. C'est ainsi qu'aujourd'hui - malgré la «Fondation communautaire pour l'essor de l'Est» (*Gemeinschaftswerk Aufschwung-Ost*) - aucun stimulant économique efficace visant des grands investissements privés n'existe. Les 110 milliards de *DM*, approximativement, provenant du budget de l'Etat et de l'augmentation des impôts pour financer ladite Fondation serviront en fin de compte comme un énorme programme d'encouragement conjoncturel pour l'industrie des anciens *länder*. C'est que cet argent, en ex-RDA, passe principalement au secteur de la consommation. Ainsi la création d'emplois y reste faible, notamment dans les secteurs de la construction mécanique, navale et de véhicules, de l'électronique, de l'optique, de la métallurgie et de l'industrie légère.

## perspectives de la politique industrielle

Par contre, le nouvel Est de l'Allemagne a besoin de quelques grands projets industriels qui exercent une attraction sur tous les autres secteurs de la société. Je pense par exemple à la construction d'un train à grande vitesse qui relie Varsovie à Paris en passant par Berlin, Francfort, Cologne et Saarbrücken. Un pareil investissement de la part des autorités ne serait pas seulement un signal écologique dans la politique européenne des transports, puisque l'encombrement de l'espace aérien de l'Europe centrale pourrait ainsi être sensiblement réduit. En plus de cela, une adjudication stricte des travaux de terrassement, de construction de tunnels et de ponts, de barrières acoustiques et la fourniture de courant aux entreprises (anciennes et nouvelles) en RDA d'autrefois pourraient provoquer un boom d'investissements. Malheureusement, la classe politique de Bonn ne semble pas disposer de l'imagination et du courage nécessaires pour amorcer de tels grands projets raisonnables, du point de vue écologique et technologique.

Un autre grand projet utile concernerait la modernisation de l'industrie chimique à Leuna, Buna, Wolfen et Bitterfeld. Pourquoi ne pas établir à Sachsen-Anhalt les centres de production de la «chimie douce» (favorisant les substances décomposables et réduisant la chimie du chlore)? Dans ces

usines pour la production de toxines chimiques et de carburants, construites par les nazis dans les années 30 (afin d'être indépendants des importations), les installations de carbonisation à basse température de lignite et d'hydrogénation de goudron à haute pression fonctionnent encore aujourd'hui.<sup>(8)</sup>

L'ancienne doctrine autarcique du *SED* et les combinats gigantesques ont empêché, dans les années 70/80, la reconversion de la production et l'abandon de la lignite comme source principale d'énergie. Le but d'une modernisation de l'industrie chimique devrait être le raffinement de matières premières coûteuses et le recyclage des déchets de grande valeur. En outre, il faudrait développer des alternatives pour la production d'énergie (centrales à charbon décentralisées, exploitation d'énergie géothermique, d'électricité solaire pour les petites communes, les entreprises industrielles et les maisons privées), si on veut vraiment diminuer la pollution de l'environnement en RDA.

### le problème de la capitale

Ce n'est que dans ce contexte que la querelle, engagée depuis des mois, sur la question de savoir si Bonn ou Berlin deviendrait le siège parlementaire et gouvernemental, révèle sa véritable dimension. En fin de compte il s'agissait aussi, dans cette question primordiale, de savoir si la concentration du pouvoir politique et économique continuerait à se situer dans la région du Rhin-Main-Neckar. Jusqu'au 20 juin 1991, on pouvait avoir l'impression que les députés rhénans et westphaliens, unis aux Bavaois, aux Palatins, aux Sarrois et à une partie des Badois, des Württembourgeois et des Saxons seraient capables de poursuivre la politique du village-capitale, dont les acteurs, selon le journal *Rhein-Neckar-Zeitung* du 24 avril 1991, ne veulent pas regarder au-delà «de l'assiette de quarante ans de République Fédérale».

Le Parlement fédéral par contre se décida pour Berlin et c'est ainsi que l'unité allemande se concrétisa au moins en droit. Pourtant, le dépouillement du scrutin du 21 juin 1991 révéla qu'une majorité des 319 députés de l'union chrétienne-démocrate et des 239 députés du parti social-démocrate avait voté pour Bonn (164 députés de la *CDU/CSU* et 162 du *SPD* se sont décidés pour l'ancienne capitale fédérale; seuls 154 chrétiens-démocrates et 110 sociaux-démocrates avaient voté pour Berlin), tandis qu'une majorité des

---

(8) Ralf Ludwig, «Der Economische Offenbarungseid - Rabbau nach Plan», In: *Deutsche Einheit - Deutsche Linke* (auteurs: Martin Golhold et Norbert Kunz); Cologne 1991, p. 259 et pp. s.

libéraux, des combattants rouges-verts des droits de l'homme de l'ex-RDA et des communistes du PDS avaient voté pour Berlin (53 des 79 parlementaires FDP, 6 des 8 parlementaires du Bündnis 90 et 15 des 17 parlementaires du PDS s'étaient décidés pour Berlin). Toutefois, le problème de la capitale est résolu : une courte majorité est quand même une majorité.

Mais il faut retenir qu'une majorité nette des deux (anciens) partis populaires de la République Fédérale, la CDU/CSU et le SPD, se sont décidés pour Bonn. Sans les «petits», Bonn et non Berlin aurait recueilli l'héritage de Bonn. Mais, ce qui est encore plus important, c'est qu'une majorité des petits-fils sociaux-démocrates de Willy Brandt persistent dans leur attitude anti-Berlin. Ainsi, Oskar Lafontaine et Björn Engholm se sont prononcés en faveur de Bonn comme future capitale de l'Allemagne et Peter Glotz, dans le débat parlementaire du 20 juin, s'est déclaré partisan de la petite ville sur le Rhin. A la fin pourtant ce fut la «sagesse des insensés» qui emporta la victoire <sup>(9)</sup>. Tandis que Peter Glotz (SPD) craignait que la tradition du fédéralisme (ouest-allemand) ne soit en danger, les plaideurs en faveur de Berlin, Willy Brandt (SPD), Hans-Jochen Vogel (SPD), Wolfgang Thierse (SPD) et le ministre de l'intérieur, Wolfgang Schäuble (un Badois du SPD) insistaient sur la crédibilité politique, partant du fait que celui qui s'était déclaré partisan de Berlin pendant quarante ans, ne pouvait pas agir maintenant selon la devise «je me fiche de mon bavardage d'hier».

L'Allemagne réunifiée doit se concevoir, au contraire, comme un pont entre l'Europe de l'Ouest et les cultures et les pays de l'Europe de l'Est, du Sud-Est et centrale, engagés dans un processus de déstalinisation. Une réflexion au-delà des vieilles frontières entre les blocs n'était vraisemblablement pas possible à Bonn. Dans ce sens-là, le problème de la capitale pose la question d'un lieu où peuvent se rencontrer les différentes réalités de l'Europe d'après-guerre. Il s'agit d'un échange d'expériences (bonnes ou mauvaises), et d'un apprentissage du respect mutuel. Bref, Berlin est une métropole, dont l'esprit est caractérisé par «l'absence de préjugés, l'irrévérence et l'allégresse». Dans cette ville politique, la culture et l'intelligence peuvent se disputer à nouveau. C'est ici que se déroulera la «circulation» des élites politiques, prédite par Vilfredo Pareto. Car les élites, elles non plus, ne sont pas immuables.<sup>(10)</sup>

---

(9) Wolf Jobst Siedler, «Die Weisheit des Unvernünftigen hat gesiegt», in: *Der Tagesspiegel*, 22 juin 1991, p.15

(10) Un texte récent de Tilman Fichter peut être lu, à titre complémentaire, dans la *New Left Review*, n°186 mars-avril 1991 : «Generations of protest» Il s'agit d'une sorte d'analyse généalogique de ladite classe politique de Bonn, du SPD en particulier.



## changement d'époque

claudes renard

L'échec du socialisme «réalisé» et celui, distinct mais connexe, du communisme en tant que courant politique international, soulèvent bien des questions controversables, sauf sur un point au moins, puisque sur le fait que l'un et l'autre ont échoué faute de s'être adaptés à un changement d'époque, il y a le plus souvent accord. Lequel est pourtant vite dépassé lorsqu'on en arrive à la question : depuis quand ? A quel(s) moment(s) ce changement s'est-il produit et a-t-il laissé en arrière, embourbés sans recours, les impedimenta de ce qu'il était convenu d'appeler, dans le discours marxiste-léniniste académique, «le processus révolutionnaire mondial» ?

Pour commencer à apporter des éléments de réponse à cette interrogation, peut-être faut-il se refuser la commodité des symboles, dont le sens ne se fixe qu'après un certain temps; même la prise de la Bastille a mis près d'un siècle à prendre la signification qu'on lui donne encore aujourd'hui. On voit bien la portée symbolique de la destruction du mur de Berlin, par exemple, mais marque-t-elle la fin d'une époque et le début d'une autre ? Ce qui est sûr, c'est que la chute du mur a d'abord symbolisé - mais pour peu de temps - la volonté de régénération d'un socialisme qui s'était cru «réel» et que toute la gauche, en 1989, aurait voulu réformable dans l'esprit de la *perestroïka*. Trois ans plus tard, le même fait symbolise tout autre chose; il sym-

bolise, dans un espace de libertés agrandi en Europe, et qui devait l'être, la permanence du sentiment national allemand, dont le capitalisme, se découvrant seul en lice, fut seul en mesure de tirer parti; permanence aussi du vieux principe politique selon lequel «*les fortifications préparent les capitulations*» - ce dernier mot n'étant nullement impropre si on l'applique aux prédécesseurs immédiats d'un Modrow et d'un Gysi.

## amalgames et anachronismes

Avec ou sans «tournants», un changement d'époque est toujours propice à des amalgames de toutes sortes et à des anachronismes plus ou moins simplificateurs, pas nécessairement volontaires, mais, bien sûr, fort tentants pour les polémistes qui campent du «bon» côté.

Le fait est que, sur le plan des polémiques politico-idéologiques, la thèse que proposa jadis le pape Pie XII - «*Le communisme est intrinsèquement pervers*» - est de celles qui exigent actuellement moins de fines analyses et de démonstrations soignées que la thèse chère à Jacques Nagels : celle d'un socialisme «*pervers*» par des pratiques et des idées étrangères au communisme (au marxisme) et devenu irréformable non à la suite de tares intrinsèques, mais pour avoir été trop loin dans l'abandon de ses valeurs initiales.

Quand la statue de Félix Dzerjinski fut récemment déboulonnée, parmi beaucoup d'autres, la presse parla de ce personnage aujourd'hui presque totalement inconnu en Occident comme du fondateur d'une police politique à la tête de laquelle devait, par la suite et tout naturellement, fidèle continuateur, s'illustrer le sinistre Béria; et il ne fait aucun doute que les choses ne sont pas perçues autrement à Moscou ou à Saint-Petersbourg soixante-cinq ans après la mort de Dzerjinski (1926). Or, celui-ci fut en réalité, en tant que président du Commissariat à l'Intérieur et de la *Tchéka*, le premier dirigeant soviétique à proposer l'abolition de la peine de mort, au début de 1920; ses vues en matière de justice allaient dans le sens de l'oeuvre d'émancipation sociale et humaine dont les bolchéviks se voulaient alors les artisans. Imputer à Dzerjinski la responsabilité du goulag, perversion typique d'un projet généreux, est un pur anachronisme, un pur contresens historique. Mais il faut le savoir... Et à qui la faute si on ne le sait pas ou plus ? Certainement pas aux manifestants qui ne renversent les statues que par opposition au despotisme (de moins en moins «éclairé») qu'elles symbolisent depuis trop longtemps, dans leur pesante grisaille.

Cela étant admis, les marxistes auraient tort de rester muets devant le défer-

lement d'anachronismes, de contresens historiques et de généralisations abusives auquel nous assistons en ce moment. Et pas seulement les marxistes. Qui a intérêt à ce que l'histoire du XX<sup>ème</sup> siècle devienne un embrouillamini d'événements chaotiques d'où il ressort - seule conclusion à peu près claire - que le capitalisme, c'est la Liberté et, moyennant quelques injections d'éthique, le *nec plus ultra* de l'évolution des sociétés humaines ? Généralisation abusive : ce qu'il y a de commun à tous les totalitarismes, hitlérien, stalinien ou autre, c'est la volonté de «changer l'Homme», déclarait l'autre soir à la RTBF un philosophe français qui passait dans une émission littéraire; car pareille utopie, ajoutait-il, ne peut conduire qu'à l'échec et à la dictature tout à la fois. Certes, ce point de vue donne à réfléchir dans la mesure où il entre dans le débat sur les causes de la perversion du socialisme «réel», sur le terrible et rapide glissement du pouvoir soviétique de Lénine à Staline, de Dzerjinski à Bériia. Mais ce glissement s'explique-t-il vraiment par la volonté des révolutionnaires léninistes de «changer l'Homme» ? Et à supposer même qu'un peu de *oui* se mêlât au *non*, la généralisation relevée ici n'en serait pas moins abusive. Car les gens qui ont jadis fait confiance à Staline, en tout cas dans les pays où cette fâcheuse inclination ne facilitait aucune carrière, ne se sont jamais donné pour but de «changer l'Homme» en fonction de critères qu'on puisse légitimement confondre avec ceux d'Adolf Hitler, héraut furieux du pangermanisme, du culte de la race supérieure (supposée être la sienne) et de l'antisémitisme le plus bestial. Une des caractéristiques du stalinisme (peut-on parler d'un stalinisme d'exportation ?) est précisément d'avoir su se présenter à la gauche des pays occidentaux comme une méthodologie de l'action politique plus efficace que d'autres, face à des réalités qui étaient la négation même de tout humanisme : le racisme, le fascisme, la guerre impérialiste, le colonialisme, etc., autant que «l'exploitation de l'homme par l'homme». Il est impossible de faire abstraction de ces données si l'on veut comprendre pourquoi, en Occident, les perversions stalinienne du socialisme et du marxisme n'ont pas été détectées et donc rejetées par toute une masse de militants ouvriers et d'intellectuels dont l'esprit critique, la rigueur morale et l'attachement à la démocratie ne sont pourtant pas niables. On ne peut expliquer ce phénomène historique par des généralités sur le totalitarisme et pas davantage en invoquant l'extraordinaire savoir-faire de Staline en matière de dissimulation politique et idéologique, tel ce discours, qui fut longtemps de référence, intitulé *L'Homme, le capital le plus précieux*.

## de l'espérance à l'illusion

Le succès du stalinisme dans une fraction importante des forces démocra-

tiques occidentales, qui dura une quinzaine d'années, de 1935-36 au début des années 50, est un phénomène historique très complexe et son analyse requiert nécessairement différents types d'approche. Mais une des clés du problème se trouve sans doute dans la démesure des espoirs engendrés à l'époque par la certitude que «ça y était enfin», que les plans quinquennaux ouvraient enfin la voie au socialisme «réel», lui-même n'étant qu'une étape vers l'émancipation de toute l'humanité. La démesure de la confiance en Staline concorde avec la démesure de ces espoirs. Cependant, tout fallacieux qu'ils aient été, les espoirs placés dans la construction du socialisme en URSS (que Staline personnifiait), ont aussi été *de facto* un élément de mobilisation populaire d'une force considérable. En agissant avec une conviction souvent proche de la foi, et n'étant appelée à agir que contre la «réaction», le fascisme, l'impérialisme et la guerre, la misère et le chômage, etc., cette force devenue «matérielle» s'identifia complètement à la noblesse de ses buts, de sa cause, mais - le ver stalinien étant dans le fruit - elle se mit à éliminer, comme des corps étrangers d'origine adverse, tout ce qui pouvait l'affaiblir du dedans, y compris les objections les plus pertinentes et les doutes les plus légitimes. De droite ou de gauche «l'opportunisme» avait bon dos !

Cela dura ce que cela pouvait durer... Cela durait toujours au début des années 50, et pas seulement parce que la révolution chinoise victorieuse venait de donner des dimensions planétaires au socialisme «réel». La nouvelle génération des militants communistes ne lisait pas sans enthousiasme les écrits soviétiques sur les «grands chantiers du communisme», les agro-villes et la prochaine gratuité du pain en URSS, ceci à une époque où la symbolique du pain avait encore une grande signification dans la classe ouvrière et l'opinion de gauche. Avec le recul, ceci fait toutefois apparaître à quel point les espoirs des années 30 et 40 s'étaient déjà mués en dangereuses illusions collectives; maintenant, la démesure confinait à la divagation. Plus exactement : elle aurait été jusqu'à la divagation sans les facteurs de rééquilibrage politique que ses liens avec son «mouvement réel» apportaient à chaque PC, sans un indéniable affinement (surtout à partir des expériences de la lutte antifasciste) des idées communistes sur le passage au socialisme et, après le 20ème congrès du PCUS, sans la remise en question du stalinisme (si limitée et insuffisante qu'ait pu être celle-ci). Il faut néanmoins souligner que la rupture avec le stalinisme, d'abord sous ses formes les plus rébarbatives, ne mit nullement un point final aux illusions des communistes sur les possibilités et les perspectives de la construction du socialisme en URSS et dans les pays du «camp socialiste». On peut même considérer que Khrouchtchev contribua à revigorer (pour quelques années) le mythe stalinien des grands chantiers en lançant l'idée que, grâce à de nouvelles réformes économiques et à

l'exploitation des «terres vierges», l'URSS allait rattraper et dépasser en vingt ans les pays capitalistes les plus avancés. Evidemment, c'était alors une idée séduisante (pour toute la gauche), mais que l'on a beaucoup trop facilement acceptée par manque d'esprit critique, par manque d'études marxistes dignes de ce nom sur ce qu'aurait dû être un véritable modèle de développement socialiste (radicalement différent du modèle de croissance capitaliste). Il est vrai qu'il y eut Gagarine et le Spoutnik qui firent se tourner tous les regards vers le cosmos, où «la supériorité du socialisme sur le capitalisme» sembla un moment s'établir de façon plus évidente que dans les boutiques de l'Arbad et les échoppes du marché d'Irkoutsk...

Le mouvement général de décolonisation suscita lui aussi autant d'illusions dommageables que d'enthousiasme fondé. Outre qu'on surestima les coups qu'il porterait à l'impérialisme, on produisit une «nouvelle» théorie qui prévoyait la possibilité, pour certains pays libérés du joug colonial, de passer au socialisme en faisant l'économie de «l'étape» capitaliste. Cela donna Sekou Touré, Boumediene, les *boat people*, l'Ethiopie de Mengistu, etc...

### **de Khrouchtchev à Brejnev : une logique**

Le 20ème congrès du PCUS a changé, en bien, beaucoup de choses, mais le fait est qu'il n'a pas changé fondamentalement l'impréparation du socialisme «réel» à la compétition pacifique dont Khrouchtchev lui-même avait fait la proposition, en donnant à celle-ci le caractère d'un défi au capitalisme. Or, ce défi n'aurait eu tout son sens que si le socialisme «réel» avait été en position de renouer avec la conception léniniste du pouvoir des Soviets et de se transformer très profondément sur la base d'un nouveau modèle de développement. Ce ne sont pas les réalisations d'inspiration socialiste qui ont manqué à l'URSS (de même qu'à d'autres pays du «camp»), c'est leur mise en cohérence politique dans une démocratie passant à un niveau de développement supérieur, donc réellement «populaire» - terme théoriquement tout à fait adéquat que le stalinisme avait plaqué du dehors sur des régimes tenus en laisse, au point de le rendre inutilisable pour deux ou trois générations !

Khrouchtchev paraît avoir compris qu'un changement d'époque se dessinait à l'horizon de la seconde moitié du siècle; il était d'ailleurs bien placé pour en apercevoir les prémices technologiques. Grâce à ses initiatives, l'idée de la coexistence pacifique sortit du domaine de la propagande pour entrer dans celui des relations internationales, où elle stimula l'action du mouvement des non alignés (Bandoeng 1955), mais ce grand pas en avant ne s'accompagna d'aucune autre avancée significative en URSS même; on s'y arrêta au

«dégel», thème d'un roman d'Ehrenbourg, alors que seules des mutations politiques d'une ampleur comparable à celle de la trop tardive *perestroïka* auraient pu permettre à l'URSS - à supposer que les conditions en fussent réunies - d'aborder les années 60 et 70 en ayant les moyens d'une véritable compétition pacifique avec les principaux pays capitalistes.

Le passage à un niveau supérieur de démocratie n'eut pas lieu, et l'inusable dicton «*qui n'avance pas recule*» fut confirmé de nouveau. Le drame hongrois éclate en 1956. Le mur de Berlin est érigé en 1962. La part des circonstances et des contraintes du moment étant faite, de quelle logique politique ces événements relèvent-ils ? D'une logique qui fait des fortifications érigées autour du «camp socialiste» une condition de la sauvegarde du socialisme et même de la paix. En acceptant cette logique, Khrouchtchev brouille ses propres cartes, sa politique de démocratisation y perd une grande partie de sa cohérence, sa vision de la coexistence pacifique y perd le contenu dynamique qui en faisait autre chose qu'un précaire équilibre des rapports de force entre blocs politico-militaires. L'absurde critique maoïste de la politique de coexistence («*le révisionnisme moderne*») en tirera profit quelque temps, mais, surtout, c'est le lit du brejnevisme qui est ainsi fait. Brejnev évince Khrouchtchev en 1964 et prend le pouvoir «pour défendre les conquêtes de la grande révolution d'octobre», ce qui veut dire qu'ayant mis fin aux «outrances» de son prédécesseur, il s'installe plus que jamais dans un système de retranchements «socialiste» ne laissant aucune place au Printemps de Prague ni à aucune autre «aventure». Certes, les deux anciens leaders soviétiques ne sauraient être mis sur le même pied et, de surcroît, Prague 1968 n'est pas Budapest 1956, mais la logique des blocs que Khrouchtchev n'a pas réussi à surmonter devient la logique brejnevienne de la défense du «camp socialiste» qui va se hérissier de SS 20. Si Brejnev n'a pas inventé la «souveraineté limitée», il est bien vrai qu'elle correspond à sa logique politique. Les dissidents font partout les frais de cette logique qui, pour assurer la protection avancée du «camp» contre les «menées de l'impérialisme», n'exclut pas non plus l'une ou l'autre sortie hors des remparts; ce qui arrive, fin 1979, direction Kaboul.

L'impérialisme... C'est l'ennemi de toujours. N'est-il pas, comme l'a dit Lénine, le «*stade suprême du capitalisme*», le capitalisme «*en putréfaction*» qui nous fait vivre l'époque «exaltante» du passage de l'humanité au socialisme ? Cette question est bien au coeur des débats de plus en plus difficiles qui agitent le mouvement communiste international et les partis communistes. C'est normal. Si différents entre eux qu'ils soient devenus, si original que soit un parti comme le PCI, tous ou presque sont nés dans la mouvance révolutionnaire et internationaliste d'octobre 1917, tous ont été formés peu ou prou à l'école du léninisme, «*le marxisme de notre époque*», disait Staline.

## on s'est trompé de stade suprême

Quand Lénine écrit *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* <sup>(1)</sup> en 1916-1917, cette notion n'est pas du tout une matière nouvelle qu'il serait le premier à étudier. La IIème Internationale avait déjà menacé l'impérialisme de ses foudres révolutionnaires en cas de guerre mondiale. Parmi les ouvrages de référence utilisés par Lénine, on trouve *L'impérialisme* du libéral J.A. Hobson (Londres 1902) et *Le capital financier* du social-démocrate Rudolf Hilferding (Vienne 1910). Cette conception de l'impérialisme a en outre déjà été testée politiquement, en août 1915, lors de la première conférence socialiste internationale de Zimmerwald; Lénine y travaille à un projet de résolution qui contient trois indications particulièrement éclairantes pour le proche avenir :

- (1) «*La guerre actuelle a été engendrée par l'impérialisme qui est le stade suprême du capitalisme*»;
- (2) «*De nos jours, les conditions objectives du socialisme sont pleinement mûres*»;
- (3) «*La tâche de la social-démocratie est d'oeuvrer à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile pour le socialisme*» <sup>(2)</sup>.

L'ouvrage que Lénine publie un peu plus tard et qu'on réédite après la révolution d'octobre, développe, à partir d'une abondante documentation économique, l'analyse de l'impérialisme contemporain qui se caractérise par «*une immense accumulation du capital-argent dans un petit nombre de pays*». Cette accumulation est à l'origine des phénomènes que l'on observe depuis la fin du siècle dernier, dit l'auteur : apparition de monopoles géants, prépondérance du capital financier, intensification de l'exportation des capitaux, batailles perpétuelles pour ouvrir à ceux-ci de nouveaux débouchés mondiaux, implication de plus en plus directe des Etats dans des conflits qui ont finalement pour enjeux, non les intérêts de la patrie, mais ceux d'un capitalisme «*parasitaire*» et «*en putréfaction*».

Et qu'en conclure ? Voir le point 3) du projet de Zimmerwald : organiser au plus vite la révolution prolétarienne. On le sait, le soulèvement du prolétariat n'aboutit qu'en Russie et eut, à court terme, des suites que Lénine lui-même n'avait pas imaginées, puisque la révolution à laquelle il pensait en 1915 devait être nécessairement mondiale; quant au long terme, Léningrad étant devenue entretemps Saint-Petersbourg, les marxistes rescapés et en voie de ressourcement n'en sont qu'au début d'une réflexion nouvelle sur le sujet.

---

(1) Oeuvres, t.22, pp. 203 à 327.

(2) Id., t.41, pp. 356 à 358

Il n'empêche que la relecture de Lénine s'indique, précisément dans le cadre de cette réflexion. Son analyse de l'impérialisme, tel qu'il se manifesta dans les folies guerrières de 14-18, et ensuite par des traités aussi iniques qu'absurdes, reste un modèle de rigueur et certaines des caractéristiques de ce «*stade particulier du capitalisme*», que l'ouvrage met en exergue, ont gardé une singulière fraîcheur. Où l'histoire tend un piège, c'est là où le constat de «*putréfaction*» demande nécessairement des conclusions non plus théoriques mais pratiques en termes d'action politique. Ce piège a fonctionné immédiatement aux dépens de Lénine lui-même, on l'a vu, et, dès 1921, l'homme politique dépouilla le visionnaire pour appeler la III<sup>ème</sup> Internationale, constituée depuis peu, à changer de stratégie. Mais personne ne peut dire comment il aurait retravaillé et développé sa théorie de l'impérialisme puisque, mort en janvier 1924, il n'en eut guère le loisir. Ce qui est certain, c'est que ses successeurs au pouvoir et les révolutionnaires d'autres pays, la plupart sans grande expérience, eurent tendance à le citer et à se disputer son héritage théorique à coups de citations (Staline les complétant très vite par des coups de revolver) plutôt qu'à s'inspirer de son exemple pour approfondir l'analyse des évolutions de l'impérialisme contemporain. Au lieu de réévaluer, compte tenu du fait que les prévisions de 1915-1920 ne s'étaient pas vérifiées, toute la problématique de la «*putréfaction*» du capitalisme, le marxisme-léninisme se mit à répéter inlassablement les mêmes formules, jusqu'au moment où le terrible coup porté par Hitler à l'ensemble de la gauche européenne provoqua enfin un revirement. Les phrases toutes faites sur l'impérialisme n'avaient pourtant pas terminé leur carrière, car elles faisaient toujours partie, au début des années 80, des ornements obligés de tout discours officiel prononcé à Moscou, Berlin-Est, Prague et autres lieux.

### **le stade suprême (suite)**

Mais il est vrai qu'après 1933, s'opéra, en France d'abord, un rééquilibrage politique qui tenait à l'insertion des communistes dans le «*mouvement réel*»; cela donna lieu à un ajustement assez radical de la critique marxiste de l'impérialisme contemporain (VII<sup>ème</sup> congrès de l'IC, 1935) et surtout de l'action politique concrète que justifiaient les formes inédites, proprement monstrueuses, qu'il avait prises en Allemagne sous l'impulsion du national-socialisme. Ce renouveau, malgré un temps mort provoqué par la politique étrangère soviétique en 1939 («*Ni Londres ni Berlin*»), domina la décennie 1935-1945 et se traduit par un enrichissement considérable de la pensée marxiste en même temps que par l'accroissement général de l'influence du communisme dans le monde. A la libération, les partis communistes sont dégagés de la tutelle du Komintern, dissous en 1943; ils s'engagent dans une

politique d'alliance que les combats antifascistes ont préparée de longue date, avec, en perspective, de grandes réformes démocratiques et sociales qui, selon les situations concrètes et les rapports de force, se réclament de la «rénovation du pays», comme en Belgique, ou de la «démocratie populaire» par opposition au régime discrédité des anciennes classes dirigeantes. On sait ce qu'il est advenu de ces projets qui ont tourné court en quelques années et, dans certains cas, d'autant plus dramatiquement qu'ils avaient été chargés au départ de grandes promesses. Pourquoi ont-ils tourné court ? La première explication qui vient habituellement à l'esprit, c'est, bien sûr, la guerre froide. Mais pourquoi la guerre froide ?

En 1947, le PCB publie une brochure signée par son secrétaire général Edgar Lalmand, dans laquelle on lit dès les premières pages : «*La phase impérialiste que Lénine qualifiait, il y a trente ans, de phase suprême, n'est pas dépassée*»<sup>(3)</sup>. Mais, précise l'auteur, l'impérialisme américain constitue aujourd'hui «*le bastion capitaliste le plus solide - sinon le seul encore réellement solide - dans le monde*»; son Plan Marshall, variante de la classique exportation des capitaux remplacée provisoirement par «*la fourniture de marchandises payables à long terme*», n'est rien d'autre qu'un moyen utilisé par les USA pour consolider et étendre leur suprématie (absolue deux ans plus tard au sein de l'OTAN). Cette ambition, pense Lalmand, implique une politique d'isolement de l'URSS, car celle-ci serait seule intéressée «*à une compétition pacifique entre les deux économies*».

Cet article n'ayant pas pour objet la guerre froide et les suites de Yalta, on se bornera à souligner ici la permanence de la thématique anti-impérialiste dans les analyses communistes. Celle que Lalmand proposait en 1947 n'a d'ailleurs pas trop mal résisté à l'épreuve du temps, comparée à d'autres; il était juste de désigner les Etats-Unis comme la puissance impérialiste prépondérante et il était par ailleurs courageux de le dire, car ce qui allait devenir évident dans les années 60 était fort loin de l'être, aux yeux de l'opinion publique et de la gauche, quinze à vingt ans plus tôt. Fait curieux : nulle part n'est relevée dans ce texte, même là où il est question de «l'avance sérieuse» des Etats-Unis en matière nucléaire, la portée du fait que l'impérialisme américain détient seul la bombe A. L'appel de Stockholm n'est pourtant plus très loin (1950). Mais, entretemps, l'URSS aura aussi sa bombe A (puis, Khrouchtchev *regnante*, ses engins spatiaux...).

La référence à la «phase suprême» ressemble de prime à bord à une polites-

---

(3) Edgar Lalmand, "Le Plan Marshall et l'avenir de la Belgique", SPE, 1947.

se obligée envers le léninisme; il n'en est rien; dans un rapport ultérieur, le même Lalmand parlera de la «*hideuse agonie du capitalisme*» et sa remarque incidente sur l'état du capitalisme (d'ailleurs en partie exacte avant les effets du Plan Marshall) annonce déjà ce diagnostic hasardeux (hasardeux parce qu'il est manifestement plus politique qu'historique). Si l'on rapproche maintenant ce diagnostic de celui qui concerne, sous la même plume, les capacités compétitives de l'économie soviétique au sortir de la guerre (opinion assez largement répandue du reste), on voit de nouveau ici comment s'opère, «arguments à l'appui», la transformation des espoirs en illusions, de l'utopie en chimères. Phénomène évidemment général, mais qui eut, pour le PCB, des répercussions si débilatantes sur son audience (et son propre comportement) qu'il fut amené, dès 1954, à reconsidérer complètement son orientation politique. Certes, son attachement au «socialisme réalisé» ne fut pas pour autant mis en cause et, en 1967 encore, à l'occasion du cinquantième de la révolution d'octobre, son nouveau leader Ernest Burnelle croyait pouvoir qualifier l'URSS d'«*avant-garde de l'humanité*», mais il n'est pas exagéré de dire que le PCB se déstalinisa politiquement de façon très nette sans attendre le célèbre rapport Khrouchtchev. Par la force des choses, les idées neuves naissent et se développent au milieu du fatras des anciennes (les plus rudimentaires se dissocièrent du PCB lui-même au début des années 60 après s'être agglomérées et revernies aux couleurs du maoïsme).

Il est certain que le 20ème congrès du PCUS, malgré les flottements et les écarts relevés dans ses prolongements politiques, conforta pour un temps l'idée que «le socialisme réalisé» finirait par démontrer sa supériorité sur le capitalisme et ce d'autant plus sûrement que la sauvegarde de la paix conduirait l'impérialisme à s'empêtrer dans ses contradictions internes. Un tel raisonnement pouvait paraître solide dans une période qui ne se caractérisait pas seulement par la dislocation de tous les vieux empires coloniaux (*exit* «notre» Congo en 1960), mais aussi par les lourds revers auxquels s'était exposé le plus puissant des impérialismes, de la baie des Cochons (Cuba 1961) à la guerre du Vietnam (commencée par les USA en 1965). Néanmoins, la déclaration que Burnelle fait en 1967 à propos de l'URSS sera, en Belgique, la dernière du genre. Parce que l'intervention militaire en Tchécoslovaquie l'année suivante rend définitivement impossible une telle déclaration qui exprimait, autant qu'une conviction profonde, un sentiment de confiance venu de loin. Bien des militants en seront bouleversés, mais le temps de la solidarité «inconditionnelle» est fini; elle fera place à la solidarité «critique» et à l'affirmation, répétée un nombre incalculable de fois, qu'il n'y a pas de «modèle soviétique» (ou d'autres modèles) pour tracer en Belgique la perspective d'une société socialiste, elle-même liée tout à la fois à un grand

---

développement de la démocratie et à de nouveaux succès dans la lutte contre l'impérialisme à l'échelle mondiale.

En 1956, lors de l'affaire hongroise, on avait pu croire à une contre-révolution non exempte de relents horthystes, mais le Printemps de Prague était évidemment tout autre chose. Le PCB ne varia jamais d'avis sur cette question et son point de vue sur le drame de Prague, parce qu'il procédait d'une approche déjà très élaborée du rôle de la démocratie dans la marche au socialisme, l'aida finalement à s'ouvrir assez largement (toutes proportions gardées) aux vents nouveaux des années 68-73. Or peut le constater par exemple en examinant le rapport que présenta Marc Drumaux au congrès du PCB de 1971<sup>(4)</sup>, de même que les documents relatifs au rassemblement des progressistes, soit qu'ils répondent à l'appel Collard du 1er mai 1969, soit qu'ils encouragent les premiers pas de l'Union démocratique et progressiste (UDP) au Borinage. Autre innovation notable : la proposition d'une politique étrangère de «*neutralité active*» - plus tard de «*non-alignement*» - axée sur le postulat d'une dissolution simultanée et équilibrée des blocs militaires.

Cependant, le refus d'approuver l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie n'entraîna aucun relâchement des relations avec le PCUS. Le rapport Drumaux dit pourquoi : face à l'impérialisme et à ses agressions (le Vietnam est toujours au centre de l'actualité), «*le mouvement ouvrier a un intérêt majeur à voir se renforcer les régimes socialistes*» (et, ajoute-t-il pas du tout pour la forme : «*la démocratie socialiste*»). Donc, c'est la solidarité «critique» mais la solidarité quand même; on dira aussi plus tard solidarité «fondamentale».

### **un ratage historique**

Ce cap fut maintenu sans trop de problèmes durant quelques années. Avec le recul, on voit que celles-ci correspondent à une série impressionnante de changements politiques significatifs dont on se demande quels lendemains ils auraient pu avoir - et donner aux secousses qui commencèrent alors à ébranler l'économie mondiale (entre autres le fameux choc pétrolier) - si une perspective socialiste crédible s'était vraiment présentée. Rappelons brièvement que nous assistons, durant ces années, à la chute des dernières dictatures de droite en Europe, que la guerre du Vietnam prend fin en 1973, que l'Allemagne amorce sa politique d'ouverture à l'Est et que l'on s'achemine

---

(4) Marc Drumaux, «Perspectives de la lutte des classes en Belgique» Ed du PCB, 1971

vers les accords d'Helsinki, que la dynamique du Compromis historique en Italie témoigne autant que la montée de l'Union de la gauche en France de la diversité des «voies nationales» vers un type supérieur de démocratie, «anti-monopoliste». Seul gros point noir : le Chili, mais l'émotion créée par le coup d'Etat de Pinochet a plutôt un effet mobilisateur et unificateur pour les gauches européennes en 1973. Or, vers la fin de la décennie, tous ces élans avaient tourné court.

Il n'y a évidemment pas une explication unique à ce ratage que l'on peut qualifier d'historique. Mais il ne fait plus aucun doute que l'une de ses explications principales - et Berlinguer fut le premier à la souligner - tient à la disqualification de plus en plus rapide du socialisme «réalisé» comme référence politique et point d'appui pour les mouvements progressistes et anti-impérialistes dans le monde. Quelle «force attractive» pouvait-on attendre d'une *nomenklatura* qui reléguait un Sakharov et semblait ne choisir ses leaders que dans des instituts gériatriques ? L'intervention soviétique en Afghanistan et le coup d'Etat militaire en Pologne, au seuil des années 80, achevèrent de rendre politiquement inopérante la notion de solidarité «critique», si pointue fût-elle dans ses expressions publiques.

A partir de 1982, évitant de prendre à rebrousse-poil les manifestants pacifistes qui incriminaient «les deux super-puissances», le PCB se borna à désigner l'URSS, *moderato cantabile*, comme un «contrepoids» à l'impérialisme, estimant que «malgré tout» ce pays était fondamentalement intéressé à la coexistence pacifique et au désarmement. Opinion qui ne devait d'ailleurs pas être dépourvue de tout fondement. Sinon, comment expliquer qu'un des fleurons de la *nomenklatura*, futur prix Nobel de la Paix, ait pu réagir positivement comme il le fit aux grandes manifestations pacifistes du début des années 80 en Occident ?

Le changement d'époque qui s'était déjà signalé avec la révolution culturelle de 1968 et s'était précisé tous azimuts dans les années 70, donnant aux communistes l'impression que la «*crise générale du capitalisme*» s'approfondissait, déboucha au début des années 80 sur une nouvelle révolution culturelle, néo-libérale cette fois. Celle-ci ne trouva rien devant elle. Ayant balayé les illusions du syndicalisme traditionnel sur l'intangibilité des «acquis sociaux» aussi facilement que les «vieilleseries gauchistes» de 1968, elle n'avait plus rien à craindre du socialisme «réalisé» et même du socialisme, partagé entre la résignation au - et le refus peu convaincant du - «moindre mal».

Dans ce contexte, le mouvement communiste international, qui maintenait

des relations entre des composantes dont les affinités se faisaient fluides et incertaines, vit ces relations prendre un caractère de plus en plus caricaturalement diplomatique. De l'internationalisme qui avait fait la grandeur de l'ancien prolétariat révolutionnaire, auquel Drumaux pensait encore dans son rapport de 1971, il ne restait que des stéréotypes, de grands mots, de grandes phrases dont les nouvelles générations accédant à la vie sociale ne retiennent, non sans raison, que l'aspect langue de bois.

Sans doute serait-il injuste de méconnaître les efforts de renouvellement qui furent accomplis. Aucun parti n'alla aussi loin que le PCI et aucun n'avait d'ailleurs commencé aussi tôt sa réflexion critique, mais celle-ci conduisit le PCI à s'engager dans un processus d'autodissolution-transformation qui se poursuit d'ailleurs, laissant loin derrière lui le souvenir du Compromis historique. En France, le PCF abandonna la stratégie de l'Union de la gauche - née de longues années d'efforts du parti - parce qu'elle profitait électoralement aux seuls socialistes, mais ce revirement ne lui permit pas de se redresser, au contraire. Au Portugal, le PCP, qui avait pourtant été une des chevilles ouvrières de la Révolution des œillets, s'en tint à un «internationalisme prolétarien» vidé de sa substance, tandis que le leader espagnol Santiago Carillo, que son apport à la promotion de l'eurocommunisme avait rendu un moment célèbre, se coupait de son parti (divisé) en prenant des positions personnelles de plus en plus énigmatiques. En Belgique, la tentative de constituer l'UDP, d'ailleurs circonscrite à la Wallonie, se heurta très vite à des obstacles qui ne purent être surmontés et qui se trouvaient aussi à l'intérieur du parti communiste : un certain ouvriérisme, des idées vieillies sur les alliances de gauche, le sentiment d'appartenir à la grande «famille» communiste...

Le PCB, petit parti, avait plus que d'autres PC des raisons particulières de se situer dans une mouvance politique aux dimensions internationales. Il s'employa d'ailleurs longtemps à utiliser ses contacts avec d'autres PC, en particulier le PCUS, pour contribuer au rayonnement d'idées qui émanaient, par exemple, de notre mouvement pacifiste. Réservé dès le début à l'égard du brejnevisme, assez souvent en désaccord avec la politique soviétique, le PCB dut cependant compter avec le sentiment internationaliste ancienne manière qui animait une partie de ses militants ouvriers dans les vieux bassins industriels où le gros de ses forces était implanté. Cela le conduisit parfois à n'être pas aussi clair qu'il l'eût fallu, mais il est certain que les media ne l'aidèrent pas à faire apparaître sa véritable identité (pourquoi d'ailleurs l'auraient-ils fait ?). Dans l'opinion publique, quoi qu'il fit, son label resta toujours «prosoviétique».

En fait, même s'il est hors de question de rêver d'un internationalisme sans racines nationales, la crise du communisme n'était pas de celles qui pou-

vaient être surmontées dans un cadre purement national. Or, c'est ce qu'il a bien fallu essayer de faire et l'eurocommunisme n'a finalement été rien d'autre que le nom donné à des tentatives vaguement convergentes (et, en tout cas, ultimes) de surmonter la crise du communisme «à domicile». Quand, en mai 1978, la commission mixte PCF-PCI mise en place par Berlinguer et Marchais se réunit à Rome en vue de discuter des élections européennes de l'année suivante, l'accord fut d'ailleurs «immédiat sur le fait qu'il était exclu de présenter un "programme européen" des partis communistes, à la différence d'autres»<sup>(5)</sup>. Un communisme incapable de produire un tel programme, même dans ce cadre précis et à une occasion aussi importante, ne pouvait être qu'une fiction politique. C'est ce que la suite des événements confirma.

---

(5) «L'Humanité», 1er juin 1978

**chronique féministe**

n° 40 (juillet-août 1991) et n°41 (octobre-novembre 1991)

La Suisse n'est pas qu'une collection de comptes numérotés, de multinationales qui font leur beurre sur la sous-alimentation des gosses du tiers-monde, et de producteurs de chocolat. On y rencontre aussi des sexistes invétérés, et juste retour des choses, des femmes qui se révoltent contre le machisme ambiant. *Rêves belges et grève suisse* - c'est le titre du 40<sup>e</sup> numéro de *Chronique féministe* - fait allusion à une grève «pas comme les autres». En Suisse, le 14 juin 1991 a été décrété journée de protestation contre les discriminations de tous ordres dont sont victimes les femmes. Le dossier de *Chronique féministe* montre bien comment la proposition initiale - que les femmes refusent d'exercer tout travail à la maison et à leur poste de travail - formulée par le Congrès de l'Union Syndicale Suisse et les groupes féministes, a petit à petit été modifiée en accentuant le côté symbolique de l'action, afin d'éviter la marginalisation des protestataires, et face aux difficultés concrètes de l'organisation d'une grève. Chez nous, l'événement n'a fait ni les manchettes des quotidiens, ni la une des journaux télévisés ; il mérite pourtant d'être mis en exergue, tant est rare une mobilisation d'ensemble contre le sexisme ordinaire, légal ou non. L'objectif : faire respecter dans la réalité le principe d'égalité inscrit dans la Constitution fédérale depuis dix ans, mais «*bafoué tous les jours en toute impunité*». Les rêves belges, ceux de Christine Seghin, Fanny Filosof et Hedwige Peemans-Pouillet, tourment autour du même thème, en contournant cette grise réalité du côté de l'imaginaire - autre manière d'y échapper ?

La livraison d'octobre/novembre nous replonge dans la belgitude, à l'occasion des élections législatives du 24 novembre. Femmes et politique : pourquoi l'exclusion, comment y remédier, et même, sous la plume d'Hedwige Peemans-Pouillet, une interrogation plus radicale - faut-il y remédier ? Elle décèle en effet «*une sorte d'incompatibilité entre démocratie et féminisme*», toutes les Constituantes ayant travaillé sans la participation des femmes (*La démocratie sans ou contre les femmes ?*). Dans cette perspective, toute politique de «rattrapage» est un leurre ! Ce point de vue, on pouvait s'y attendre,

n'est partagé par aucune des candidates ou des militantes à qui *Chronique féministe* a adressé un questionnaire qui fait le tour des questions que l'Université des Femmes estime politiquement importantes - la représentation des femmes, les quotas, les structures femmes, le féminisme, emploi et chômage, la fiscalité, la sécurité sociale, l'éducation des enfants, la justice, la santé, la culture, soit tout ce qui concerne la politique intérieure, les préoccupations internationales ayant été laissées de côté. Les femmes interrogées (Brigitte Ernst, Evelyne Huytebroeck, Marie Nagy pour Ecolo ; Caroline Persoons pour le FDF ; Jacqueline Salez pour le Parti Féministe de Belgique ; Anne Herscovici et Rosine Lewin pour le PC ; Jeanine Delruelle pour le PRL ; Laurette Onkelinx, Viviane Jacobs, Colette Burgeon pour le PS ; Michèle Bribosia pour le PSC) expriment en général plutôt des positions qui ne s'écartent pas trop de celles avancées par l'Université des Femmes, avec des tonalités évidemment différentes. L'ensemble, qui mérite bien qu'on en prenne connaissance, représente un éventail de réponses très instructif. Nous nous limiterons à une remarque générale, faute d'une analyse détaillée (que *Chronique féministe* nous annonce pour sa part dans un numéro à venir) : du côté des grands partis, des traditionnels, j'ai perçu chez les femmes du PS un (louable) effort pour échapper au rôle de femme-alibi, en tentant à plusieurs reprises d'établir un lien entre leurs préoccupations féministes et la pratique (gouvernementale et législative) de leur parti, alors que leurs collègues du PRL et du PSC se contentent le plus souvent d'exprimer des positions personnelles, reflétant bien sûr leurs options philosophico-politiques, mais sans grand souci de cohérence à l'égard des positions connues du PRL ou du PSC.

Dans les deux numéros, on retrouve le souci, qui rend aussi précieuse *Chronique féministe*, de poursuivre avec obstination la collecte de toutes les informations qui touchent les femmes, dans l'actualité, dans la littérature, au plan législatif, dans la presse - j'épingle notamment un petit article (dans la rubrique *attentives* du numéro 41) qui relève un point de vue original de Jean-Claude Van Cauwenberghe, bourgmestre de Charleroi, sur ce qui manque à la Wallonie : un lupanar de luxe. Pauvre Wallonie ! A-t-elle vraiment les prophètes qu'elle mérite ?

P. G.

**la revue nouvelle**

Tome XCIV, numéro 10 (octobre 1991)

La Revue Nouvelle, dont la nouvelle formule, rappelons-le, s'articule autour de deux thèmes, se penche en octobre sur l'Université et sur l'Allemagne. Restée largement extérieure à la tourmente qui a soufflé sur l'enseignement, l'Université serait-elle à l'abri de tout problème ? Non, répondent les collaborateurs de la Revue Nouvelle (Michel Molitor, Théo Hachez, Pierre de Saint-Georges, Martine Collin, Michel Gevers, Joëlle Kwaschin, et Roland Wollast), qui dressent un bilan serré des différentes contraintes, demandes, ambitions, obligations auxquelles est confrontée l'Université. Recherche et/ou enseignement ? Pédagogie infuse, ou pratiques pédagogiques expérimentées ? Comment gérer la contradiction entre la diffusion d'un savoir «généraliste» et la dispense d'une formation professionnelle ? Quels effets attribuer à l'austérité des années 80, et quel est le sens de l'autonomie revendiquée/promise ? Bonnes questions, sans conteste, qui embrassent très large, de sorte qu'il serait assez malvenu de reprocher aux auteurs de fournir des pistes de réponse plutôt que des propositions habillées de pied en cap. On pointera tout particulièrement l'intérêt affiché pour l'interdisciplinarité, dont la mise en pratique n'est guère facilitée par les structures universitaires, et dont les sciences de l'environnement constituent un bel exemple, analysé par Wollast.

L'Allemagne, an un. Pierre Mertens craint pour l'avenir de Berlin, menacée de perdre sa singularité, qui lui a permis d'accueillir ce qu'il y a de plus vivant dans la culture mondiale depuis 1945. «On ne fait pas de la bonne histoire en la bricolant» ; et ce n'est certainement pas la dangereuse banalisation du nazisme qui pointe derrière la campagne menée contre Christa Wolf, écrivaine de l'ex-RDA (voir l'article de Irène Heidelberger-Leonard) qui pourrait infirmer le pessimisme de Pierre Mertens. Allemagne riche, Allemagne pauvre : le mezzogiorno germanique se dessine (Rainer Volz, *Unifiée, divisée*), à travers *les mauvais calculs du Chancelier Kohl* (Michel Capron). Une analyse lucide et pertinente, à l'heure où retombe le soufflé de l'euphorique réunification.

Hors dossiers, outre les rubriques habituelles (le mois, en revue), on lira avec grand intérêt l'article que Bichara Khader consacre à *L'inévitable Etat palestinien* : utile rappel pour qui veut situer les enjeux de la Conférence de paix de Madrid.

Lisez, et enrichissez-vous !

P. G.

---

**les cahiers du CEDAF**n° 1, janvier-avril 1991<sup>(\*)</sup>

Ce numéro des Cahiers du CEDAF est une monographie de Kris BERWOUTS consacrée au swahili, une *lingua franca* de l'Est africain, et sans doute son caractère spécialisé doit-il surtout susciter l'intérêt du (candidat) voyageur ou expatrié.

Mais l'articulation langue-culture-développement est si importante (cf. *CM* n° 175 sur l'Afrique asphyxiée), qu'un tel ouvrage a encore un autre mérite, celui de nous faire découvrir une littérature. Certes d'une façon un peu scolaire, à la façon d'une anthologie un peu sèche. Mais il s'agit d'une synthèse de travaux qui n'existent pour la plupart qu'en anglais et en swahili, et sont donc introuvables, ce qui donne bien des vertus à une présentation brève.

Le swahili a une structure bantoue, et comprend des apports arabes importants (accessoirement, persans), et un peu d'anglais, de portugais et de hindi. Il est le produit séculaire d'un commerce encore plus ancien tout au long de la côte Est, entre Mascate et Zanzibar, et a été normalisé par l'administration coloniale anglaise dans les années 1930. On l'utilise dans toute la région, et par exemple aussi dans l'Est du Zaïre, comme langue des échanges entre peuples de langues différentes. La Tanzanie en a fait une langue nationale et d'éducation. Stratégie de développement oblige. Voilà comment Shakespeare a été traduit en swahili par Julius Nyerere, poète et président...

La revue du CEDAF pourra aussi intéresser l'amateur de littérature étrangère, en lui faisant notamment découvrir une grande richesse de règles prosodiques, et une histoire de plusieurs siècles. Puisse cette littérature résister encore à la sauvagerie, la nôtre évidemment, qui va si bien avec celle de nos livres marchands.

**M.G.**

---

(\*) BERWOUTS, Kris «Le sein de la mère - Introduction à la littérature classique et moderne en swahili» *in* ...

Nouvelle adresse du Centre d'Etudes et de Documentation Africaines : rue Belliard, 65 à 1040-Bruxelles. Tél.: 32-2-230.75.62.

## LES BONNES AFFAIRES, C'EST L'AFFAIRE DE LA CGER.

Un véritable partenaire, qui veille à vos intérêts ? A la CGER, c'est ainsi que nous envisageons notre rôle. Des spécialistes toujours prêts à vous écouter et à vous conseiller : voilà un des services bancaires que vous trouverez chez nous, en particulier si vous sollicitez un prêt. Car la CGER offre un large éventail de formules dans ce domaine : des crédits à court et à long terme, du "prêt à porter" au "sur mesure", calculés selon les besoins de votre entreprise. Et, cela va de soi, les taux de la CGER pour ce genre d'emprunt sont parmi les plus intéressants du marché.

Quelle que soit votre situation, venez nous en parler. Il vous suffit de faire appel à nos experts en crédit via votre agence CGER.

**CGER** 

nous sommes à vos côtés

Les *Cahiers Marxistes* sont déposés dans les librairies suivantes :

DU MONDE ENTIER  
rue du Midi 162  
1000 Bruxelles

LIBRIS - TOISON D'OR  
avenue de la Toison d'Or 29  
1060 Bruxelles

F.N.A.C.  
City II, rue Neuve  
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE L'AVENIR  
rue St Léonard 102  
4000 Liège

PRESSES UNIVERSITAIRES  
DE BRUXELLES  
av. Paul Héger 42  
1050 Bruxelles

LIBRAIRIE ANDRE LETO  
rue d'Havré 9  
7000 Mons

LE LIVRE INTERNATIONAL  
bd. Lemonnier 171  
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE LA DERIVE  
Grand'Place, 10  
4500 Huy

TELE-LIVRES  
Court St Michel  
1040 Bruxelles

TROPISMES  
Galerie des Princes  
1000 Bruxelles

CLUB ACHILLE CHAVEE  
rue Abelville 34  
7100 La Louvière

Editeur responsable : FREE asbl  
20 av. de Stalingrad - 1000 Bruxelles  
Tél : 02/514.53.52 - FAX : 02/512.23.84

ISSN : 0591-0633 Revue bimestrielle

Membre de l'Association  
des revues scientifiques et culturelles (ARSC)

200 F